

La mise en place des nouvelles institutions dans les pays de l'Est

Prague : le dramaturge Vaclav Havel a été élu chef de l'Etat

La revanche de M. Dubcek

NOUVEL et ultime triomphe de la démocratie en Europe en cette fin d'année. L'élection, vendredi 29 décembre, de Vaclav Havel à la présidence de la République tchécoslovaque et d'Alexandre Dubcek à la présidence du parlement de Prague illustre de manière spectaculaire la révolution tranquille entamée par ce pays.

Pour être parfaitement pacifique - à la différence de ce qui s'est passé en Roumanie - cette révolution n'en est pas moins extraordinairement rapide. Qu'il suffise de rappeler que l'année 1989 avait commencé par la répression violente d'une manifestation à Prague et par l'incarcération de Vaclav Havel, qui fut condamné, malgré la protestation générale de l'Occident, à huit mois de prison.

CE n'est qu'en mai que le dramaturge retrouvait sa liberté et le 24 novembre dernier seulement, il y a cinq semaines, qu'Alexandre Dubcek, l'homme du « printemps de Prague » et son complice en dissidence, apparaissait à ses côtés devant les foules de la capitale pour la première fois en vingt ans. Dans le même temps d'ailleurs, le fossoyeur de ce même « printemps », Gustav Husak, s'accrochait encore à son fauteuil de président, qu'il n'a quitté que le 10 de ce mois.

En fait, comme tous les pays qui ont retardé indûment la mise à l'écart de leurs « cosaques » brejnéviens, la Tchécoslovaquie aura dû rattraper son retard et faire en quelques semaines ce que les équipes plus réformistes, en Pologne et en Hongrie par exemple, auront fait en plusieurs mois. Et cela n'est encore rien à côté du coup de balai roumain, qui a abattu en deux jours non seulement un dictateur, mais en fait - si du moins la révolution n'est pas « récupérée » - tout un régime.

LES formalistes de la démocratie auront sans doute préféré une procédure plus régulière à Prague, en particulier l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, comme le proposait, paradoxalement, le Parti communiste, alors que le Forum civique et M. Havel refusaient ce mode de scrutin. Au lieu de cela, le président a été élu par le Parlement-croupion désigné sous l'ancien régime selon les méthodes éprouvées de l'appareil, au prix d'une nouvelle manipulation qui a conduit huit nouveaux députés dans ses rangs, dont M. Dubcek lui-même. Et le vote a eu lieu au scrutin public et à l'unanimité, comme au bon vieux temps...

Ces artifices auront du moins illustré la « souplesse » - ou la résignation - des anciens dignitaires du passé, et le résultat a valeur expiatoire pour vingt ans de répression. Plus sérieusement, ils permettent à M. Havel, le meilleur garant possible de la démocratie tchécoslovaque, de s'installer au plus vite dans la position-clé où il pourra veiller à la mise en place des nouvelles institutions et conduire le processus à bon port. Avec un tel homme et compte tenu de ses traditions, la Tchécoslovaquie est bien partie.

M 0147 1230 0- 4,50 F



3790147004500 12300



Lire nos informations page 6

Un entretien avec le cardinal Ratzinger

Le pape de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi répond aux critiques sur l'autoritarisme et le conservatisme du Vatican page 9

L'Erythrée dans la guerre

Asmara, cité fossile ; Massawa, décor fantôme page 8

Convention médicale

La maîtrise des dépenses de santé casse-tête pour la médecine libérale page 19

La course autour du monde en solitaire

Philippe Poupon a été repéré sur la coque de son bateau retourné page 10

SANS VISA

Tombouctou, l'oubliée

■ Gastronomie ■ Jeux pages 11 à 13

Le sommaire complet se trouve page 22

Bucarest : le Front de salut national veut contrôler le gouvernement et l'armée

Au terme d'une réunion plénière de deux jours, le Conseil du Front de salut national, présidé par M. Ion Iliescu, a défini, jeudi soir 28 décembre, la nouvelle organisation du pouvoir en Roumanie. Le CFSN, composé de trente-six membres, est résolu à assurer la direction du pays jusqu'aux élections prévues pour avril 1990. Il garde la haute main non

seulement sur le gouvernement, qu'il a complété en nommant sept nouveaux ministres, mais également sur l'armée. Si les affrontements armés avaient cessé dans tout le pays jeudi soir, l'ultimatum qui avait été lancé aux forces de la Securitate fidèles à l'ancien régime n'a été suivi, selon l'un des membres du CFSN, que de « quelques redditions ».

La Roumanie s'appelle désormais... la Roumanie. Une deuxième « République socialiste » disparaît ainsi, après la Hongrie. De son drapeau bleu, jaune et rouge est effacé l'épis, symbole d'un demi-siècle de communisme, maudit, déchiré par les insurgés.

Ainsi en a décidé par décret le Conseil du Front de salut national (CFSN), jeudi 28 décembre au soir, au terme d'une réunion très longue (deux journées quasiment non stop) et très difficile,

cruciale pour l'avenir immédiat du pays. Il s'agissait, en effet, pour les trente-six membres du Conseil de commencer à reconstruire sur un vide politique total, dans un pays où le parti communiste, hier omnipotent et omnipotent, s'est en quelques jours volatilisé, où toutes les structures du pouvoir d'Etat sont du même coup à refaire.

De l'abondante série de mesures prises lors de cette réunion (abolition d'une partie de la législation antérieure, limo-

geage, nominations, début de réorganisation des pouvoirs), il ressort que le CFSN entend, dans un premier temps du moins, garder la haute main sur toutes les affaires du pays. Les pouvoirs qu'il s'attribue sur l'armée, en particulier, ainsi que sur le gouvernement qu'il vient de nommer, sur le futur système électoral et sur la politique étrangère, font de lui le gestionnaire tout-puissant de la transition roumaine.

Lire la suite page 5

Un entretien avec l'un des principaux dirigeants

« Le PC est absent du processus révolutionnaire et nous ferons en sorte qu'il le reste », nous déclare M. Silviu Brucan

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Dans son pays, Silviu Brucan, professeur de sciences sociales à l'université de Bucarest, est connu de tous. A l'étranger, son nom n'a dépassé les limites des petits cercles scientifiques qu'en 1967, lorsqu'il s'est élevé publiquement contre la sanglante répression des émeutes ouvrières de Brasov, ce qui lui a valu l'emprisonnement. A peine sorti de cellule, il récidivait en diffusant, quelques temps avant le dernier congrès du Parti communiste roumain, une lettre ouverte demandant aux congressistes de débarrasser le pays de leur secrétaire général Nicolae Ceausescu.

Silviu Brucan s'adressait alors à son ancienne famille. Communiste dès sa jeunesse, résistant, rédacteur en chef de *Scinteia*, le quotidien du parti, ambassadeur à Washington puis aux Nations unies, directeur général de la télévision et professeur, il est aujourd'hui avec MM. Iliescu, Mazilu et Roman l'un des quatre hommes qui comptent en Roumanie. A l'avant-scène, il préfère les coulisses. « Je suis une éminence

grise », dit-il en riant. Il est surtout l'un des quelques hommes qui ont pris la décision de faire exécuter Ceausescu sans remords ni état d'âme. Membre du comité exécutif du Front de salut national, il affirme ne briguer aucun titre ni responsabilité.

« Place aux jeunes ! la jeunesse a été merveilleuse », dit-il. Lui a soixante-trois ans, une tête dessinée comme celle de l'éagle, et il vit reclos dans son bureau au ministère des affaires étrangères dont les rideaux sont tirés en permanence « par mesure de sécurité », dit-il, à cause des fusils à lunette.

- Les révélations sur le régime déchu page 3
- L'apprentissage de la démocratie à l'université de Bucarest page 4
- Le sort de la communauté hongroise page 6
- Les retombées politiques en France page 7

« Certaines voix se sont élevées pour reprocher au Conseil du Front de salut national et au nouveau gouvernement d'être dirigés par d'anciens communistes. En somme, le Front ne serait que l'un des avatars du Parti communiste roumain.

— C'est ridicule. Le Parti communiste roumain n'a joué aucun rôle dans cette révolution. Dans les autres pays de l'Est, le changement a été le fruit d'initiatives réformatrices au sein de l'appareil ou de luttes internes suscitées par la pression populaire. Mais en Roumanie, rien de tout cela. Le parti était le système Ceausescu et inversement. La révolte populaire a balayé le parti en même temps que la dictature. Il est absent du Front et du processus révolutionnaire, et nous allons faire en sorte qu'il le reste. Le Parti communiste a été détruit politiquement et idéologiquement avec la dictature de Ceausescu ; il est devenu un témoin positif. C'est la fin de son histoire.

Propos recueillis par GEORGES MARION
Lire la suite page 5

Flambée de la consommation

Le lourd déficit du commerce extérieur va obliger le gouvernement à réagir contre la surchauffe

Le déficit très important enregistré en octobre par la France dans ses échanges commerciaux avec l'étranger oblige maintenant à poser la question : le gouvernement ne va-t-il pas être contraint assez rapidement de prendre des mesures pour freiner un flot d'importations que les exportations, pourtant très importantes, arrivent de moins en moins à équilibrer ?

Depuis le début de l'année, le pays accumule les mauvais résultats commerciaux. Les déficits enregistrés dans la première partie de l'année n'étaient pas alarmants. Dans la mesure où ils restaient modérés (35 milliards de francs l'an), ils ne mettaient en danger ni la santé du franc ni les grands équilibres de notre économie. Surtout, ils étaient le résultat d'un effort important d'équipement des entreprises. Il n'en

va plus de même depuis l'été. Sur les quatre derniers mois connus, le déficit atteint 23,5 milliards de francs, correspondant à un déséquilibre annuel de 70 milliards de francs. C'est nettement trop, même si la France efface une partie de cette lourde note grâce aux rentrées que lui procure le tourisme.

Dans le plus grand secret, certains experts gouvernementaux ont posé, au plus haut niveau, la question de savoir comment freiner la croissance des importations (+18 % en un an) sans avoir recours à un plan d'austérité style 1983. Bâti sur des augmentations de prélèvements et sur un emprunt obligatoire, celui-ci serait particulièrement mal accepté par un pays qui commence à récolter - dans son pouvoir d'achat - les fruits de

quatre ou cinq années de rigueur (1982-1987).

Reste que quelque chose va être fait. La forte activité économique dont bénéficie la France est certes bonne en soi, puisqu'elle apporte des richesses, permet de créer des centaines de milliers d'emplois (plus de 500 000 en deux ans) et surtout incite les chefs d'entreprise à beaucoup investir. Mais deux éléments nouveaux sont probablement en train de modifier la situation, risquant de la rendre intenable.

Le premier est la défaillance que connaissent certains pays industrialisés, et d'abord la Grande-Bretagne qui, après des années de forte expansion, doit maintenant serrer les freins.

ALAIN VERNHOLES

Lire la suite page 19

Décidément, 1989 a été une bonne année.

A plus d'un titre.

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Les révélations sur le régime déchu

Les dernières instructions de Ceausescu

« Tous ceux qui s'opposent à nos mesures devront être liquidés sur-le-champ »

Le journal de Bucarest *Romania Libera* donne dans son numéro du jeudi 28 décembre, à propos de l'arrestation du couple Ceausescu, d'autres précisions qui complètent et modifient parfois celles que rapporte M. Brucan, membre du comité exécutif du Front de salut national. (Lire page 5.)

Selon le quotidien roumain, le Conducator avait pris la fuite vendredi à 12 h 15 locales, (11 h 15 à Paris) à bord de l'hélicoptère présidentiel décollant du siège du comité central, situé en plein centre-ville.

Le dictateur ordonna alors au pilote de mettre le cap sur sa région natale d'Oltenia. L'hélicoptère fut poursuivi par des avions militaires, qui tentèrent de le faire sauter. L'homme-mobilité mais demanda des instructions complémentaires au haut-commandement de l'aviation militaire, qui vint de prendre sous sa tutelle cette unité spéciale dépendant auparavant du ministère de l'Intérieur.

Le récit d'un témoin

L'hélicoptère présidentiel repartit alors l'ordre d'atterrir immédiatement. En même temps, le haut commandement de l'aviation militaire ordonnait l'interdiction de tout trafic aérien au-dessus de la Roumanie.

Le sort de la famille du « Conducator »

Le frère aîné de l'ancien dictateur, Marin Ceausescu, a été retrouvé jeudi 28 décembre pendu dans les locaux de la représentation commerciale roumaine à Vienne, où il était en poste depuis seize ans. Selon le journal *Kurier*, Marin Ceausescu dirigeait la centrale pour l'Europe de l'Ouest de la Securitate. Une information peu crédible aux yeux de ses collègues à Vienne, selon lesquels le disparu était considéré par Nicolae Ceausescu comme la « broche galus » de la famille. « Comment cet homme de soixante-quinze ans, malade, aurait-il pu occuper de telles fonctions ? », s'est interrogé un diplomate roumain.

Par ailleurs, les autorités roumaines ont arrêté une sœur, un neveu et une belle-sœur de Nicolae Ceausescu, dans le village natal de la famille, Scornicești. Elena Bulescu, la sœur du dictateur déchu, avait été promue au rang de « docteur en sciences historiques » avec, pour tout bagage, quatre années de scolarité à l'école primaire, a rapporté l'agence de presse roumaine Agerpress, qui a annoncé ces interpellations. Son fils Emil a « grâce aux mêmes mérites » été promu à la fonction d'adjoint politique au chef de l'inspection au ministère de l'Intérieur, a précisé Agerpress. La belle-sœur interpellée est l'épouse d'Ilie Ceausescu, un des quatre frères de Nicolae. — (AFP.)

Avant l'expiration de l'ultimatum

Seuls « quelques » membres de la police secrète se sont rendus

L'ultimatum adressé aux derniers partisans de Nicolae Ceausescu a expiré jeudi 28 décembre à Bucarest. Le Conseil du front de salut national (CFSN) avait donné jusqu'à 17 heures aux hommes de la Securitate pour déposer les armes, sous peine d'être jugés par des tribunaux d'exception et exécutés sommairement.

Selon M. Olvia Tocaci, membre du CFSN, seuls « quelques cas de reddition volontaire » ont été enregistrés après l'annonce de la mise en place de ces tribunaux (militaires) d'exception dans tout le pays pour juger, selon une procédure d'urgence, toutes les actions « terroristes ».

De l'avis des diplomates occidentaux, il faudra longtemps pour éliminer les membres de la police secrète, artisans de la sanglante contre-attaque déclenchée pour tenter de maintenir Ceausescu au pouvoir. Selon eux, ils peuvent encore opérer par petits groupes et passer peu à peu du sabotage à la grande criminalité. « La Roumanie risque de connaître un problème de terrorisme pendant des années », déclarait jeudi un diplomate.

Selon M. Tocaci, le CFSN « n'essaie pas de se venger » vis-à-vis des membres de l'ancienne police secrète. M. Tocaci a souligné l'« humanitarisme » de l'appel à la reddition en précisant que

toute personne de la Securitate qui se constituera prisonnière et aidera à arrêter d'autres « terroristes » bénéficiera d'une attitude « plus clémente pouvant aller, dans certains cas, jusqu'à la grâce totale ».

Eviter des représailles sanglantes

Ces nouvelles déclarations et précisions de la part d'un membre du Conseil du front confirment la volonté déjà exprimée des nouveaux dirigeants roumains d'éviter des représailles sanglantes et une véritable chasse aux sorcières dans un pays où des millions de Roumains avaient, volontairement ou contre leur gré, collaboré avec le régime de l'ancien dictateur déchu.

Amnesty International a lancé jeudi un appel urgent au nouveau gouvernement roumain pour qu'il respecte les droits de l'homme en « garantissant des procès équitables à tous les prisonniers politiques », y compris aux membres de la Securitate actuellement détenus. L'organisation internationale des droits de l'homme se dit « gravement préoccupée » par les informations faisant état de l'instauration de tribunaux militaires disposant de pouvoirs exceptionnels « pour juger et exécuter sommairement » ceux qui luttent contre le nouveau régime. — (AFP, Reuters.)

Après un vol de 40 kilomètres, l'hélicoptère se posait sur l'autoroute Bucarest-Pitești, à 4 kilomètres de la ville de Titu. Les fuyitifs stoppèrent sous la menace d'une Dacia rouge (sorte de Renault 12) conduite par une femme, l'obligeant à descendre, et prenant la fuite en quittant l'autoroute pour une destination inconnue. Ils étaient repérés « plus tard », indique le journal, et arrêtés.

Par ailleurs, l'agence hongroise MTI a reconstitué, sur la base du récit d'un témoin qui a voulu garder l'anonymat et occupait une fonction non précisée au siège du PC roumain à Bucarest, les derniers jours du régime déchu. Selon ce témoin, Nicolae Ceausescu, informé des premières manifestations à Timisoara, le samedi 17 décembre, avait convoqué une conférence par téléphone avec les chefs locaux du parti concernés, des responsables de la Securitate, de l'armée, de la milice et du ministère de l'Intérieur. Après avoir reproché à cette occasion à l'armée d'avoir « hésité et pris du retard » dans son intervention, le dictateur avait ordonné, à la fin de cette conférence, d'ouvrir le feu « à la moindre provocation » et « d'arrêter les personnes qui se dressent contre le régime ».

Quittant ensuite Bucarest, lundi 18 décembre, pour se rendre en visite officielle à Téhéran, Ceausescu resta en contact permanent avec son épouse Elena, qui avait déposé à Timisoara Emil Bobu, un des plus fidèles collaborateurs du couple. A son retour, le mercredi, Nicolae Ceausescu demanda immédiatement à ses collaborateurs de lui rédiger un discours, qu'il prononça le soir même à la télévision, et d'organiser une manifestation de masse jeudi pour démontrer que le peuple roumain soutenait sa politique.

Cette manifestation a été bien organisée, indique le témoin, mais personne n'avait su que des étudiants s'étaient infiltrés parmi les manifestants, dont deux disposaient de grenades.

« Promets-leur quelque chose »

Le témoin, qui a suivi la manifestation d'une fenêtre du siège du PC, a entendu l'explosion des grenades peu après le début du discours de Ceausescu. C'est à ce moment que la télévision roumaine avait interrompu la retransmission en direct de la manifestation. Trois minutes après, l'ordre a été rétabli par les forces armées. A ce moment, déclare le témoin, Elena disait à voix basse à son mari : « Dis-leur quelque chose. Promets-leur quelque chose ». Ceausescu a alors annoncé à l'improviste des hausses prochaines des salaires.

Le soir du même jour, vers 18 heures locales, Ceausescu convoqua les dirigeants du pays et critiqua vivement le ministre de la défense Constantin Millea. D'après le témoin, Elena Ceausescu, toujours au côté de son mari, l'avait à plusieurs reprises interrompu pour lui demander « d'être plus énergique ». Entre-temps le siège du PC avait été

encerclé par des chars et des véhicules blindés.

La fermeté des instructions données a été confirmée par les envoyés spéciaux du journal yougoslave *Politika* dans le département de Mehadin (sud-ouest de la Roumanie), qui ont pu prendre connaissance d'un cahier dans lequel le secrétaire du comité départemental avait consigné la dernière série de directives reçues de Ceausescu, entre le 17 et le 21 décembre.

Voici un résumé de ces instructions :

« Dimanche 17 décembre. La situation à Timisoara est difficile. (...) Les déclarations d'un religieux [NDRL : le pasteur Laszlo Tokecs] et les troubles qui ont suivi ont été provoqués de l'étranger par des éléments fascistes et antisocialistes de l'Est et de l'Ouest. (...) Les unités déployées à Timisoara n'étaient pas bien armées. Elles doivent recevoir aujourd'hui des armes et des munitions. (...) Les mesures les plus sévères doivent être prises pour prévenir toute tentative de coup d'Etat. (...) On doit opposer une résistance totale à toutes les forces qui s'opposent à notre régime. »

« Mercredi 20 décembre. On doit résister avec fermeté aux forces ennemies qui tentent d'organiser des rassemblements. »

« Jeudi 21 décembre. 18 heures locales. Ceausescu donne les dernières instructions. (...) Tous doivent atteindre le plus haut degré d'organisation et s'opposer avec les armes. L'ensemble du parti et le peuple doivent s'organiser pour la défense du système, qui est sérieusement menacé. (...) Tous ceux qui réprouvent nos mesures doivent être liquidés sur-le-champ. »

Les souterrains de la Securitate

Tout ce qui est souterrain inspire fantasmes et angoisses. En Roumanie comme ailleurs. Mais dans Bucarest en révolution et en proie à tant de rumeurs, beaucoup plus qu'ailleurs. Depuis des jours, on ne cessait, avec frayer et fascination, de parler d'un étonnant réseau secret sous la ville, sans vraiment savoir. Était-ce une explication trop facile de l'incroyable et meurtrière résistance des derniers fidèles du dictateur déchu ? Force est de constater maintenant qu'il s'agissait d'une sinistre réalité rejoignant la pire des fictions.

La télévision roumaine, au cours des dernières quarante-huit heures, vient finalement de montrer des images de soldats à la recherche de membres de la Securitate, en train d'explorer — la peur au ventre — d'innombrables tunnels quadrillant Bucarest. Ils y ont trouvé des stocks d'armes, des bouteilles de whisky, du matériel radio et de la nourriture (découvrant notamment dans un réfrigérateur de quoi nourrir une famille roumaine pendant un an).

Un labyrinthe sur des kilomètres

La terrible police politique de Ceausescu disposait d'un réseau inextricable de galeries courant sous les rues et les immeubles du centre-ville. L'armée ralliée aux nouvelles autorités n'en a pour le moment exploré qu'une partie. La radio roumaine, en révélant chaque jour la découverte de nouveaux souterrains, a lancé un appel aux architectes qui ont dessiné les plans de ces galeries afin que l'on puisse percer tous les mystères de ce vaste labyrinthe s'étendant sur des kilomètres. Ces souterrains ont été creusés par des équipes d'ouvriers qui étaient

régulièrement changées afin de garder secrètes ces constructions.

Maisons fortifiées

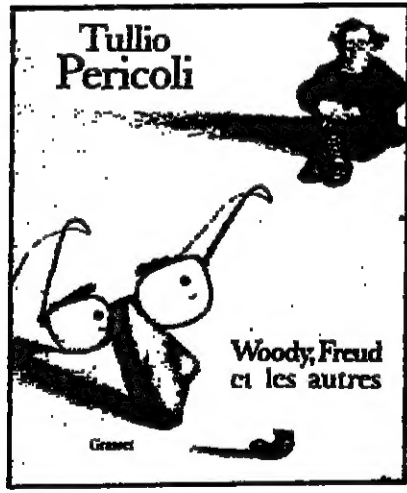
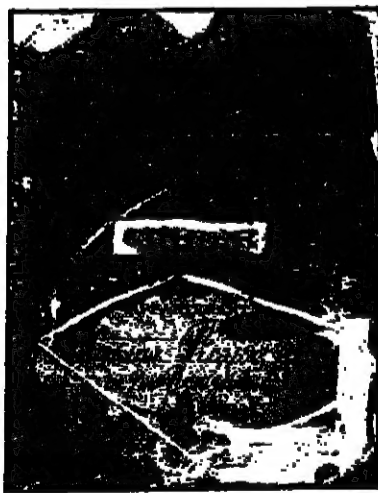
Equippées d'un système sophistiqué de surveillance électronique, les galeries servaient de dépôts d'armement à la Securitate et permettaient des liaisons rapides et discrètes entre le palais du dictateur et les autres bâtiments officiels. Elles abritaient dans des maisons ou des appartements fortifiés et aux points stratégiques de la ville, par des portes discrètes d'où les agents de la Securitate pouvaient surgir à l'improviste pour, comme l'a expliqué un officier de l'armée, « terroriser la population n'importe où, n'importe quand ». Ces portes, telles celles qui donnaient dans les couloirs du métro, étaient si savamment masquées que personne ne les avait jamais remarquées.

Ces passages avaient également été conçus pour permettre une fuite éventuelle du tyran. Toutefois, contrairement à certaines informations, il n'a pas été arrêté dans un de ces tunnels, mais sur une route isolée à une centaine de kilomètres de Bucarest.

Les soldats ont découvert jusqu'à présent une cinquantaine de maisons fortifiées reliées aux réseaux de galeries. C'est depuis ces bâtiments que les agents de la Securitate mitraillaient la foule avant de disparaître impunément sous terre. Et c'est à travers ces tunnels qu'ils pouvaient revenir sans cesse aux mêmes endroits d'où l'on croyait les avoir délogés précédemment, par exemple dans le périmètre tant disputé de l'immeuble de la télévision.

F. C.

Grasset. Des livres remarquables.



Madame d'AULNOYE, La Chante Blanche et autres contes — Henriette BICHONNIER, La Licorne et les Enkikassapattes — Antonella BOLLIGER-SAVELLI, Guillaume se déguise — Jeanne BOUBERT, Théodore porte des lunettes — Lydia DEVOS, Les vacances de Désiré — Umberto ECO, La Bombe du Général — Les Trois Cosmonautes — Pierre GRIPARI, Huit farces pour collégiens — Sophie KNIFFKE, Gredon mon chat — Claude LAPOINTE, Tomi — Chantal de MAROLLES, Chat-d'égret — Inga MOORE, Rose et le rosignol — Eric OLLIVIER, Marco, le lion s'envole — Ingrid et Dieter SCHUBERT, Le glouton et les gigafaisers — Les habits neufs de Saint-Nicolas — Ann TURNBULL, Le Cheval de sable — La déclaration des droits de l'enfant.

ALBUMS ET LIVRES POUR LA JEUNESSE

Des romans aux essais, des biographies aux livres pour enfants, des Cahiers Rouges aux documents en passant par les Beaux Livres ; chez Grasset il y a mille façons de conserver un bon souvenir de l'année 1989.

GRASSET

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

A l'université de Bucarest

L'apprentissage de la démocratie à l'ombre des communistes «repentis»

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

Dans son costume trois pièces de passe-muraille, le recteur Dodubalan ne demande qu'à rendre service. Les étudiants de l'université de Bucarest ont réclamé sa démission, mais lui ne s'estime pas coupable. Membre du Parti communiste depuis 1958, M. Dodubalan est enchanté que la presse internationale s'intéresse d'aussi près à «notre révolution». Le recteur de l'université est un adepte du bon sens.

Ion Dodubalan reconnaît bien quelques erreurs. Il s'est trompé, «comme tout le monde». Il a dit le plus grand bien de Ceausescu — «une tragédie personnelle», — mais, globalement, il n'a fait de mal à personne. Et pour tout dire, il a été abusé par «ce menteur extraordinaire» qui était le «Conducator», ce «chacal», cette «bête humaine» qui a bien mérité le peloton d'exécution. «J'approuve cela de tout mon cœur».

Il y a quelques semaines, lors d'une réunion de préparation du quatorzième congrès, avec participation obligatoire et enthousiaste de tout le corps professoral, le recteur s'était levé pour signaler qu'il avait repéré tous ceux qui s'étaient permis de sourire pendant l'éloge du génie des Carpates. Jeudi 28 décembre, dans son rectorat désert, dominé par le drapeau révolutionnaire, il envisage de supprimer les disciplines idéologiques des programmes pour y introduire l'histoire de l'art. Le ministre de l'éducation lui avait demandé d'aider la révolution. Le recteur jure qu'il n'a peur de rien. Et d'ailleurs, le pré-

sident du Conseil du Front de salut national, Ion Iliescu, n'a-t-il pas été «longtemps avec nous dans le parti» ?

Les étudiants, eux, sont au même moment en train d'organiser les premières élections libres de Roumanie, persuadés, chacun ne cesse de le répéter, qu'ils ne sont pas prêts pour la démocratie, cette chose compliquée qu'ils vous demandent d'expliquer dans une queue de cinquante mètres pour se procurer la dernière parution de la presse révolutionnaire : *Le journal des enfants libres de Roumanie*.

«C'est l'anarchie !»

A l'entrée de la première assemblée générale de sa vie, à la faculté des lettres, Valentin est un peu effrayé : «Je n'ai aucune idée de ce qui va suivre». Il s'agit d'élire des représentants au comité universitaire du Front de salut national et de voter un programme. Lorsque deux voix s'élèvent et qu'un troisième n'est pas d'accord, une quatrième intervient terrifiée : «C'est l'anarchie !»

L'étudiant qui a organisé la réunion était membre du parti jusqu'à vendredi dernier. Secrétaire de la troisième année, une position qui fait grimper d'un demi-point la moyenne générale et qui procure quelques voyages sur la mer Noire. La réunion commence donc par un débat de principe : peut-il monter sur l'estrade de cet amphithéâtre libéré ? Un jeune homme qui était «au premier rang de la première manifestation» s'y oppose fermement. Les étudiants craignent les «opportunistes», ces collaborateurs d'hier devenus défenseurs de la démocratie en une demi-heure. Comme dit l'un

d'eux : «C'est l'époque des rats». Mais, de même qu'ils n'ont pas chassé le recteur Dodubalan, ils reconnaissent qu'on ne peut pas tout changer. Les «rats» sont organisés. Ils connaissent les rouages. Ils savent conduire une réunion politique.

Marian Munteanu, l'étudiant communiste, répond qu'il n'a appartenu qu'un an au parti et mouche son contradicteur en lui rappelant que son père a bénéficié de quelques largesses comme directeur d'une grande entreprise d'agro-alimentaire. On fait venir sur l'estrade deux héros de la révolution, Radu, vingt et un ans, blessé vendredi dernier d'une balle dans le bras, et Cornelia, arrêtée le 27 octobre pour constitution d'organisation illégale. Il est décidé de tenir un vote pour choisir les meneurs de jeu de l'assemblée générale. Les noms de dix personnes qui, souligne le jeune communiste, n'auront «aucun avantage», sont inscrits au tableau. Un nommé refuse de participer. Un débat s'engage pour savoir si un refus est acceptable ou s'il s'agit de «sabotage», comme le croit Marian Mierla, représentant des étudiants au Conseil du front de salut national. Le rebelle se déclare moins saboteur qu'incompétent pour diriger une réunion. «C'est la démocratie, on ne peut pas me l'imposer». On lui répond que ce n'est pas le moment d'exprimer «une opinion séparée».

Quelques-uns proposent de détailler la personnalité de l'étudiant communiste pour savoir s'il peut siéger, mais l'assemblée, fatiguée, renonce soudainement à l'élection d'un comité organisateur. Les dix noms sont oubliés, et Marian, à manifestation apprise en un an de

parti, en profite pour monter sur l'estrade, car le temps presse et il a préparé tout un programme. Les intransigeants, au départ plus nombreux, se trouvent en minorité. Le repent du PC est accepté.

Marian parle très fort de l'horrible Ceausescu et il fait voter d'un «da» unanime plusieurs propositions : autonomie des universités ; élimination des cours d'histoire du parti et de socialisme scientifique qui pèsent plus dans la moyenne que la médecine ou la littérature ; suppression du service militaire pour les filles (un mois l'été, une journée par semaine) ; liberté d'association et de religion (un étudiant porte déjà une énorme croix) ; reconnaissance des fêtes religieuses, mais seulement orthodoxes (ce serait «abandonner de respecter tous les cultes», comme dit Marian Mierla) ; allongement d'un an de la scolarité, qui est de quatre ans, mais vingt heures de cours au lieu de quarante par semaine ; cours facultatifs, mais, là, quelques mains sont contre. «Pourquoi tu votes contre ?», questionne un étudiant. Marian Mierla fait un nouveau rappel à la démocratie : «Chacun est libre de voter comme il l'entend». Puis l'assemblée vote l'élimination des professeurs incompétents, sans toutefois préciser les critères.

Cinq postes de délégués sont à pourvoir. Le jeune communiste, bien que non volontaire, sera élu quand même, ainsi que les deux héros de l'amphi et les deux suivants dans l'ordre des noms inscrits au tableau. La Roumanie révolutionnaire a encore besoin des communistes.

CORINE LESNES

EN BREF

□ Jumelage Oradour-sur-Glane Timisoara. — Le conseil municipal d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) a décidé de jumeler sa cité avec la ville roumaine de Timisoara. Il s'agit, selon le maire du bourg limousin, M. Robert Lapuelle, de marquer une solidarité de principe entre deux villes martyrisées d'Europe. Oradour-sur-Glane avait été investi, le 10 juin 1944, par la division SS Das Reich. Bilan : six cent quarante-deux morts, dont une majorité de femmes et d'enfants brûlés vifs dans l'église du bourg. — (Corresp.)

□ Un journaliste britannique tué. — Un photographe britannique qui travaillait pour l'hebdomadaire *The Sunday Times* a été tué lorsque l'Antonov 24, dont il était le seul passager s'est écrasé, en raison de mauvaises conditions météorologiques, peu après avoir décollé de l'aéroport de Bucarest, à l'indiqué jeudi 28 décembre le Forvign Office. M. Ian Parry, vingt-quatre ans, cherchait à ramener au plus vite ses pellicules vers Londres et avait obtenu de gagner Belgrade à bord d'un appareil des lignes roumaines qui allait chercher du matériel fourni par l'aide internationale.

□ La télévision roumaine a diffusé «le Dictateur». — La télévision roumaine a fait un clin d'œil à l'histoire en diffusant jeudi soir 28 décembre le film *Le Dictateur* de Charlie Chaplin.

□ Les livres de Nicolae Ceausescu au pilon. — La Bibliothèque nationale de Roumanie a envoyé au pilon des rayons entiers d'ouvrages, les œuvres complètes de Nicolae Ceausescu. «Nous garderons peut-être une copie de chaque livre quelque part», a indiqué la directrice de l'établissement.

□ La gymnaste Nadia Comaneci veut tourner un film. — La gymnaste roumaine Nadia Comaneci, qui avait fui son pays et demandé l'asile politique aux États-Unis avant les événements qui ont conduit à la chute du régime Ceausescu, a annoncé, jeudi 28 décembre, par le biais d'une agence américaine de relations publiques, qu'elle espérait retourner en Roumanie lorsque la situation sera normalisée, et qu'elle allait tourner un film sur sa vie dans lequel elle raconterait «toute son histoire».

□ Le chef de la diplomatie roumaine demande à la minorité allemande de rester sur place. — Le ministre roumain des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a conseillé aux Roumains d'origine allemande de rester dans leur pays pour aider à construire la démocratie, lors d'une intervention, jeudi 28 décembre, sur la chaîne de télévision ZDF. Plus de cinq cent mille immigrants d'origine allemande sont arrivés cette année en RFA, en provenance de RDA, de Pologne, d'URSS et de Roumanie. — (AFP, Rester, AP.)

Un appel d'Hôpital sans frontières

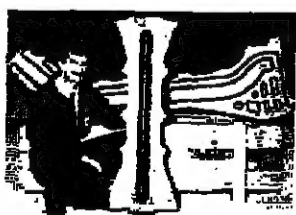
Hôpital sans frontières (HSF) est la seule organisation humanitaire à disposer d'un stock permanent de médicaments, de matériel médical et chirurgical entreposé à l'aéroport d'Orly et prêt à partir pour toute mission d'urgence.

La plus grande partie de son stock a été immédiatement mise à la disposition d'AMI (Aide médicale internationale), de la cellule d'urgence et du ministère de la coopération en partance pour la Roumanie.

HSF lance un appel auprès des laboratoires pharmaceutiques, des

pharmacies, des hôpitaux et des cliniques privées de France pour qu'ils lui permettent rapidement de reconstituer les stocks en cas de nouvelle urgence.

► Pour tous renseignements, s'adresser à : HSF, siège administratif : 86, rue des Bénédictins, 92310 Sèvres. Tél. : (1) 45.34.49.65. Téléc. : 631 050 HSF ; Stocks : zone de fret nord, bâtiment 291, 94360 Orly Aéroport. Tél. : (1) 49.75.36.32/33. Fax : (1) 49.75.36.48 ; Numéro de compte CCP : 5 272 36 M Paris.

BOEHLER ACIERS SPÉCIAUX.
LE MEILLEUR POUR LES PLUS EXIGEANTS.A CHAQUE FOIS QUE L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE
DÉCOLLE VERS DE NOUVEAUX HORIZONS,
BOEHLER EST À BORD.BOEHLER fournit pour l'Airbus,
plus de 100 pièces de précision
fabriquées à partir d'aciers fins.

Si vous prenez souvent l'avion, alors BOEHLER vous est familier car, dans le monde entier, les avions de lignes modernes ont recours à des pièces de sécurité fabriquées par BOEHLER.

Pour l'Airbus, par exemple, nous avons développé, en étroite collaboration avec les industries européennes aéronautiques de pointe, plus de cent pièces vitales pour les trains d'atterrissage, voilures ou réacteurs. Des pièces matricées de précision, conçues pour répondre aux sollicitations extrêmes des avions modernes.

Des pièces de sécurité fabriquées à partir de super-alliages ou des aciers les plus fins. Seule la synergie d'une technologie ultra-moderne

et d'un contrôle-qualité sans faille nous permet de garantir la haute fiabilité de nos produits.

Fiabilité nécessaire et indispensable à l'industrie aéronautique internationale.

Quel que soit le moyen de transport utilisé, vous pouvez vous confier à BOEHLER. Et si un jour, vous devez décoller vers de tout autres horizons, BOEHLER travaille aussi pour l'industrie spatiale.

ACIERS FINS
BOEHLER
POUR LES MEILLEURS DU MONDE

Un entretien avec
des principaux

Le Front de Salut entend contrôler le gouvernement

Le Front de Salut, qui entend contrôler le gouvernement, a été créé par des étudiants et des enseignants de l'université de Bucarest. Le Front de Salut a pour but de défendre les intérêts des étudiants et des enseignants, et de lutter contre la corruption et le favoritisme. Le Front de Salut a été créé le 28 décembre 1989, à la suite de la chute du régime Ceausescu. Le Front de Salut a pour but de défendre les intérêts des étudiants et des enseignants, et de lutter contre la corruption et le favoritisme. Le Front de Salut a été créé le 28 décembre 1989, à la suite de la chute du régime Ceausescu.

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Un entretien avec l'un des principaux dirigeants

Suite de la première page

— Pour être, mais ce sont quand même d'anciens communistes qui sont désormais aux affaires ?
— Je le répète, le PC, tous les PC sont discrédités politiquement pour avoir hissé au sommet de leur appareil des criminels et des psychopates, des Ceausescu, des Pol Pot, des Mao, des Staline. Ils n'ont plus d'avenir. Pour diverses raisons sociales, ils ne peuvent exister que dans les pays sociaux développés.

— Cet avis est-il partagé par les autres membres du Front qui sont, comme vous, d'anciens communistes ?

— Grosso modo oui. C'est vrai que nous avons été communistes, que nous avons aussi vécu dans le système, mais à partir d'un certain moment nous nous sommes opposés à lui, à Ceausescu. Savez-vous pourquoi Iliescu a été écarté ? Il était à l'époque ministre de l'eau. Il a fait un rapport sur la situation écologique catastrophique du pays. Il a pris ses responsabilités et a été immédiatement sur la touche. Tous les Roumains savent qu'Iliescu était un adversaire irréductible de Ceausescu et de sa politique. Ceux qui n'ont jamais rien fait contre Ceausescu sont mal placés pour nous reprocher d'avoir été communistes.

— Mais eux n'ont pas mis en place Ceausescu ?

— C'est exact, mais qui sait comment il évolue, un homme politique, qui peut garantir qu'il ne deviendra pas un tyran ou un bandit ? Le problème n'est pas de savoir qui est mis en selle, mais de s'opposer à lui et, cela, peu de Roumains l'ont fait.

— Encore une fois, pourquoi votre gouvernement compte-t-il autant de communistes ?

— Le gouvernement n'est pas encore totalement constitué. Une fois qu'il sera au complet, vous verrez que les ministres sont loin de tous appartenir à la même famille. On vient de désigner le nouveau ministre de la culture, M. Andrei Pleasu. C'est un anti-communiste déclaré.

« Le pouvoir reviendra au seul gouvernement »

— Le Conseil du front désigne les ministres, mais qui l'a désigné, lui ?

— Cela s'est fait spontanément, dans le mouvement même de cette révolution était si spontanée. Nous sommes une organisation politique de gauche. Je dis bien organisation de gauche et pas parti. Le Conseil du front compte actuellement trente-neuf membres, mais il sera bientôt élargi à cent cinquante. Tous les départements du pays y seront représentés.

— Le Front participera-t-il à la campagne électorale ?

— Nous présenterons des candidats partout. Le Front votera mais nous laisserons le pouvoir au gouvernement issu d'une majorité parlementaire. Le pouvoir reviendra au seul gouvernement. Il y aura également une Cour suprême chargée de garantir l'indépendance de la justice. Tous les partis pourront participer aux élections, y compris le parti communiste s'il en reste un. De toute façon je ne crois pas qu'il atteindra 5 % des voix.

— Le Japon dit que Ceausescu a été jugé et exécuté sans avoir été jugé. N'avez-vous pas commis une erreur politique ?

— C'était une question de vie ou de mort. Depuis le début Iliescu, Mazilu, Roman et moi-même étions au ministère de la défense où nous sommes restés

jusqu'à l'exécution de Ceausescu. La situation était critique mais Ceausescu et sa femme s'étaient enfuis avec un hélicoptère qui s'est posé à l'arrogance, au nord-ouest de Bucarest. De là, ils devaient gagner en voiture l'aéroport militaire Botei, où un avion les attendait pour les conduire dans un pays d'Afrique du Nord.

— Vers la Libye ?

— On ne sait pas exactement mais c'est vraisemblable. Quand l'hélicoptère s'est posé, les paysans et la milice locale l'ont entouré et ils ont arrêté le couple. Le pilote de l'avion qui attendait a prévenu ses amis de la Securitate que ses passagers n'étaient pas arrivés à l'aéroport. C'est comme cela qu'ils ont su que Ceausescu était détenu à l'arrogance. Ils ont alors attaqué la garnison. Quand on nous a appris que l'attaque était sérieuse, nous avons décidé d'en terminer très vite. Si la Securitate les avait libérés, la Roumanie aurait vécu un bain de sang, une guerre interne atroce. Nous n'avions pas le choix. Nous n'étions pas sûrs que l'armée serait capable de résister à l'attaque.

— Qui a décidé du procès et quand ?

— La décision a été prise le 24 décembre au soir par le bureau exécutif du Front, un organisme qui compte onze membres, et par les militaires. Le procès a eu lieu le 25 au matin. A midi, ils ont été exécutés.

— Qui sont les membres de ce bureau exécutif ?

— Iliescu, Mazilu, Roman et moi, plus quelques autres dont les noms ne sont pas rendus publics pour des raisons de sécurité. Ce sont des jeunes étudiants qui étaient avec nous au ministère de la défense.

— N'avez-vous pas surestimé la force de vos ennemis ? Étaient-ils vraiment capables de libérer Ceausescu ?

— Vous ne savez pas ce qu'étaient ces gens, tous d'authentiques professionnels bien entraînés, bien équipés de matériel américain moderne et

pas de vieux kalachnikov comme nos soldats. Ils avaient des fusils à lunette à infrarouge. J'ai vu de mes yeux douze soldats tués devant le siège du comité central, la nuit, d'une balle en plein front. Durant ces jours, nous ne nous sommes déplacés qu'en engin blindé. Et à chaque fois, notre véhicule a essuyé le tir de leurs balles. Ils savaient que nous étions dedans. Ils étaient partout.

« Les généraux de la Securitate seront jugés »

— Combien étaient-ils à vous combattre ?

— De cinquante mille à soixante mille hommes, dispersés dans toute la Roumanie et de qualité bien supérieure à nos troupes. Après l'exécution de Ceausescu, la plupart se sont rendus. Ils ont été désarmés et intégrés dans l'armée régulière. Il fallait leur donner l'espoir d'une reconversion, ne pas les mettre au pied du mur. C'est quand les gens sont désespérés qu'ils peuvent devenir dangereux. Les généraux de la Securitate seront jugés, pas les hommes de troupe.

— Quand et par qui ?

— Par le tribunal militaire extraordinaire qui vient d'être créé. Nous avons le temps pour le procès. Ils ne sont plus dangereux, et avec eux nous ne sommes plus le dos au mur comme avec les deux autres. La situation militaire est désormais stable. Seuls nous menaçons encore quelques fous à lunette maniés par quelques fanatiques. Ils n'ont plus maintenant qu'un seul but : tenter de décapiter le mouvement en nous assassinant. C'est pourquoi nous ne sortons plus d'ici. Notre décision d'exécuter les Ceausescu était juste, non seulement parce qu'enfin l'ennemi a cessé le combat mais aussi parce que notre peuple désirait profondément cette exécution et nous le savions.

— En politique, c'est cela qui compte. Entre le soutien populaire et les réticences manifestées

à l'étranger, notre choix est vite fait. Savez-vous que les cent vingt soldats qui gardaient Ceausescu et sa femme se sont tous portés volontaires pour l'exécution ? Et puis, je vous le répète, il y avait danger qu'ils soient libérés. Nous ne pouvions pas risquer cela. Ceux qui ne tiennent pas compte de ces données sont des rêveurs.

— Êtes-vous sûr de l'armée ?

— Nous avons toujours été sûrs de l'armée mais pas de tous les généraux. Certains ont, depuis, été écartés. Ils n'avaient pas manifesté la fermeté que l'on était en droit d'attendre d'eux au moment critique quand l'issue de la bataille était incertaine.

« Résister au désir de vengeance »

— Seront-ils jugés ?

— De manière générale, nous ne jugeons que ceux qui sont des criminels avérés ou ceux qui ont eu des responsabilités décisives. Nous ne voulons pas créer dans le pays une situation de revanche, demander des comptes à tout le monde. Le régime de Ceausescu exerçait sur chacun de nous une forte pression et on ne peut pas demander à tout le monde d'être courageux vingt-quatre heures sur vingt-quatre. C'est vrai qu'il y a un désir de vengeance mais il faudra y résister. Et puis, je crois que ce désir s'exerce surtout à l'égard de Ceausescu. Ces millions de dollars mis à l'abri dans des banques suisses, alors que les gens crevaient de faim et de froid... C'est ça qui a fait la plus grande impression.

— Avez-vous les preuves de ces détournements ?

— La Suisse vient elle-même de nous assurer qu'elle rendrait l'argent déposé sur son territoire. Le frère de Nicolae Ceausescu, Marin, était depuis quinze ans chef de la mission commerciale roumaine à Vienne. C'est lui qui a effectué les dépôts dans les banques suisses. Il a disparu (1). Quant aux trois enfants de Ceausescu, ils avaient des comptes d'épargne créés chacun de

1,5 million de lei (2), alors que le salaire mensuel d'un ouvrier est de 2.500 à 3.000 lei. Chaque année, Elena Ceausescu versait sur le compte de chacun de ses enfants 50.000 lei en cadeau. C'était du brigandage.

— On a parlé de combattants étrangers qui étaient aux côtés de la Securitate. Qu'en est-il exactement ?

— Il vaut mieux être prudent là-dessus. Ce qui est vrai, c'est qu'il y a des étudiants des pays arabes en Roumanie et beaucoup d'entre eux ont été entraînés dans un camp spécial de la Securitate, celui qui commandait l'un des frères du dictateur. Là, on s'exerçait à la guérilla et aux techniques du terrorisme.

— Allez-vous renvoyer des étudiants arabes ?

— La question est délicate. Elle a des implications diplomatiques qu'il nous faut encore discuter.

— Le général Milea s'est-il suicidé ?

— Il a été assassiné lorsqu'il a dit à Ceausescu qu'il refusait que l'armée soit engagée contre les manifestants...

— Mais l'armée avait déjà tiré sur la foule ?

— A Timisoara oui, mais pas à Bucarest. Il y a deux versions de l'assassinat de Milea. Selon l'une, c'est Ceausescu lui-même qui l'a tué, selon l'autre, ce sont deux de ses gardes du corps. Nous enquêtons encore à ce sujet. Quoi qu'il en soit, le général Milea aura prochainement droit à des obsèques nationales, et il sera décoré à titre posthume.

— Georges Marchais est violemment attaqué en France pour ses relations avec l'ancien dictateur.

— Georges Marchais ? Il a détesté le PCF. C'est vrai qu'il a critiqué Ceausescu ouvertement. L'humanité a, elle, été plus vigoureuse.

Propos recueillis par GEORGES MARION

(1) Il s'est, en fait, donné la mort (NDLR).
(2) Au cours touristique, le lei vaut 70 centimes.

Le Front de Salut national entend contrôler le gouvernement et l'armée

Suite de la première page

Des garanties ont certes été données, mais de façon verbale, par plusieurs membres du Conseil. L'un d'eux, M. Silviu Brucan, explique ci-dessous que des élections libres qui seront organisées en avril sortiront un gouvernement qui gouvernera. Le Conseil a d'autre part lancé un appel pressant à la population pour qu'elle surmonte son désir de vengeance et pour éviter que ne se développe dans le pays une chasse aux sorcières sauvage. Rejoignant les appels lancés dans le même sens, jeudi, par M. Lech Walesa et par Amnesty International, la déclaration du CFSN, diffusée sur les ondes roumaines, dénonce « les actes de vengeance contre les communistes et les autres éléments de l'ancien régime » et « tous les excès qui pourraient déshonorer la révolution ».

Mais c'est lui, le Conseil, qui conserve tous les moyens, dans l'immédiat, de rétablir l'ordre public et économique et d'éduquer le droit. Le CFSN a complété le gouvernement en désignant, après les ministres de la défense et des affaires étrangères et le premier ministre, sept nouveaux membres. Parmi eux, deux vice-premiers ministres, MM. Gheorghe Voiculescu et Mihail Dragomirescu qui, avec M. Petre Roman, le premier ministre, assurent une forte représentation de la corporation des ingénieurs. Parmi eux également, un ministre de la culture, l'écrivain Andrei Pleasu, l'un des dissi-

dents les plus célèbres sous l'ancien régime. Le CFSN ne garde toutefois la possibilité de révoquer les membres de ce gouvernement, ainsi que le premier ministre. C'est lui qui approuvera le budget. C'est lui qui définira le nouveau système électoral et nommera la commission d'élaboration de la nouvelle Constitution.

Le CFSN, qui s'est doté d'un bureau exécutif de onze membres sous la présidence de Ion Iliescu, peut aussi signer les traités internationaux, décider de la mobilisation militaire et déclarer l'état de guerre. Il a également le pouvoir de commuer ou confirmer les peines de mort.

Sous ses ordres directs se trouvent le Conseil militaire supérieur, le ministère de l'Intérieur, le ministère de la défense nationale, les pompiers et la police qui remplacent l'ancienne milice.

Le président du CFSN, M. Ion Iliescu représente le pays dans les relations internationales. M. Petre Roman confiera jeudi à ce sujet que les liens avec le pacte de Varsovie ne seraient pas rompus en cause.

Dans ses premières décisions par décret, le Conseil a nommé le chef d'état-major des armées, M. Stefan Guse. Il a décidé de rappeler en activité plusieurs anciens généraux à la retraite dont le général Botei, ancien directeur des transports publics de Bucarest.

L'écrivain Aurel Dragomirescu a été nommé à la tête de la radio-télévision nationale.

Enfin, dans le domaine de la vie quotidienne, le CFSN a annulé par décret les restrictions à la consommation d'énergie et réajusté à la baisse le prix de l'électricité. Il a aussi tenté de remettre en route la machine économique et à garantir surtout l'approvisionnement de la population. Les nouveaux dirigeants ont révélé des écarts stupéfiants entre les chiffres de la production agricole publiés par l'ancien régime et la réalité. Ainsi, le rendement de blé à l'hectare est de 3.300 kg alors que l'ancien régime affirmait qu'il était de 8.160 kg ; la production de pommes de terre, à l'hectare, est de 14.137 kg, alors que le régime précédent affirmait qu'elle était de 82.296 kg.

Dans les premiers jours de la révolution, les magasins de la capitale avaient pu être fournis en prélevant sur les réserves destinées aux apparatchiks du régime. Diverses assurances ont été prises afin de parer au plus pressé en matière d'approvisionnement alimentaire : la plus importante est l'arrêt des exportations des produits agricoles. Les responsables ne cachent pas néanmoins que la soudure avec la prochaine récolte sera difficile.

Les membres du gouvernement

Premier ministre : M. Petre Roman ; ministre de la défense : général Nicolae Militaru ; affaires étrangères : M. Sergiu Celac ; économie nationale : général Victor Stanculescu ; agriculture et industrie alimentaire : Stefan Nicolae ; eaux et forêts : Simion Hincu ; chimie : Gheorghe Caranfil ; intérieur : général Mihail Cihac ; énergie électrique : Adrian Gheorghiu ; culture : Aurel Pleasu ; vice-premiers ministres : Mihail Dragomirescu et Gheorghe Voiculescu.

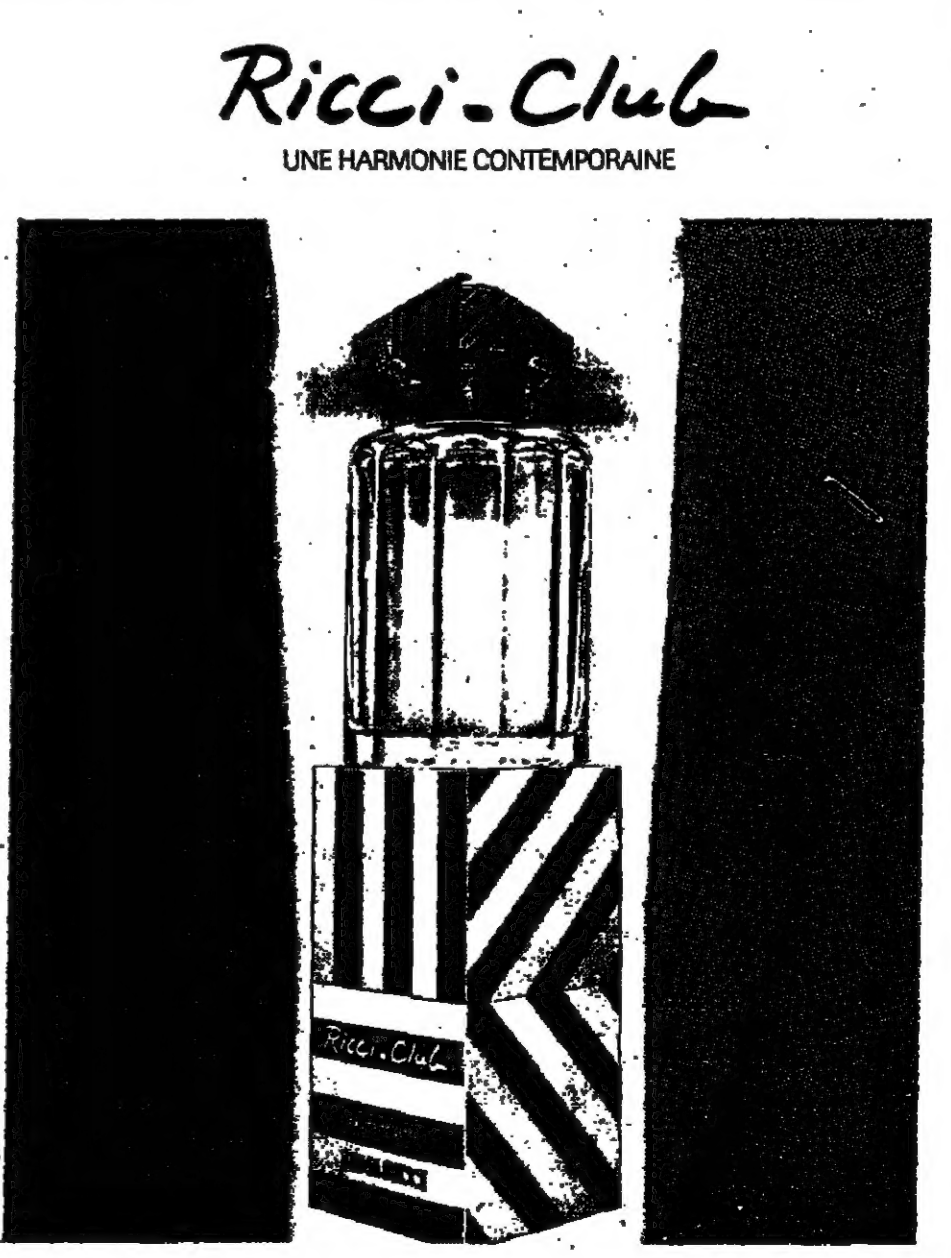
Spectacles de solidarité

Une représentation supplémentaire de la Comédie chorale et de la Lyre, d'Enghien les-Bains, aura lieu le mercredi 3 janvier à 19 h 30, au Théâtre de la Mouchette. (Tél. : 43-26-38-99.) La recette sera versée à Roumanie-France-Solidarité.

Le ballet, l'orchestre, la chorégraphie et l'ensemble des personnels techniques de l'Opéra de Paris (palais Garnier) assureront bénévolement une représentation supplémentaire de la Belle au bois dormant, le dimanche 31 décembre

à 14 heures. (Tél. : 47-42-33-71.) La recette sera versée à Médecins sans frontières pour l'aide à la Roumanie.

Vendredi 29 décembre, au Théâtre de Lucern, les recettes de Médée de Versovic, de Leonid Zorin, dans la mise en scène de Virgil Tamas (21 h 45) et celle du Baiser de la mort de Leonid Zorin, mise en scène par Raymond Coussé seront entièrement versées à Médecins du monde.



Ricci-Club
UNE HARMONIE CONTEMPORAINE

NOUVELLE EAU DE TOILETTE POUR HOMME

NINA RICCI

LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
Le 10 janvier 1990, à 19 h 30, au Théâtre de la Mouchette. La recette sera versée à Roumanie-France-Solidarité.

1991/100 150

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Le sort de la communauté hongroise
Un antagonisme latent

CLUJ

de notre envoyé spécial

« Les premières émeutes populaires de la révolution nationale contre le régime de Ceausescu, le 16 décembre 1989, à Timisoara, furent déclenchées par la communauté locale d'ethnie hongroise pour sauver son pasteur, Laszlo Tokes, menacé de déportation. Très vite, des milliers de Roumains ordinaires se joignirent à elle et, ensemble, ils montrèrent l'exemple du courage à tout le pays. » Cette version journalistique, mais corroborée de tous côtés par les témoins des événements, sera-t-elle imprimée telle quelle dans les livres d'histoire des émeutes roumaines ? Aux premiers jours de la révolution, alors que l'unité contre les « terroristes » et l'amitié entre les communautés constituent la règle, la question peut paraître saugrenue.

Toutefois, l'antagonisme roumaino-hongrois reste une dangereuse réalité qui date de l'empire austro-hongrois des Habsbourg. Il fut renforcé à l'issue des deux guerres mondiales et ensuite habilement utilisé pendant un quart de siècle par le régime de Ceausescu. Il est impossible de briser en quelques mois un cycle aussi infernal, qui a pour point central une querelle territoriale (il s'agit de la Transylvanie sur laquelle tous les politiciens de Hongrie ne reconnaissent pas la souveraineté roumaine) et pour effet secondaire une sorte de mépris réciproque latent.

Une espèce de mafia...

« A Cluj, nous dirons par exemple un jeune compositeur roumain de talent en partance pour la Belgique, les Hongrois forment une espèce de mafia, ils tiennent tous les commerces et se plaignent de discriminations spécifiques. En réalité, tout ce qu'ils ont subi du régime communiste, nous l'avons subi aussi. Il n'y avait pas de victimes privilégiées sous la dictature. »

Les intéressés, qui sont environ cinquante mille dans cette ville de quatre cent mille habitants, ne sont évidemment pas d'accord. « Nous attendons toujours, déclare un jeune journaliste de Szabadseg (la Liberté), le nouveau quotidien révolutionnaire en langue hongroise de la ville, les mesures spécifiques qui doivent être prises pour rétablir nos droits bafoués. Le Front national de sauvegarde à Bucarest ne comprend que deux de nos frères, alors que nous formons 10 % de la population roumaine totale (vingt-trois mil-

lions d'habitants). Ici, à Cluj, c'est un vieux stalinien, compromis avec l'ancien régime, qui a été choisi par le comité provisoire local pour nous représenter. »

Bref, tous les Magyars — ainsi se dénomment-ils eux-mêmes — ne se sentent pas encore complètement à l'aise dans l'ordre démocratique nouveau. Ce n'est pas un hasard si certaines de leurs élites ont formé, en début de semaine, un parti politique, l'Union démocratique des Hongrois roumains, et si l'ambassadeur de Hongrie à Bucarest a demandé à la délégation la réouverture aussitôt que possible du consulat de Hongrie à Cluj.

Il reste que le pasteur Laszlo Tokes de l'église réformée — la majorité des Magyars sont catholiques ou calvinistes, alors que les Roumains d'ethnie sont le plus souvent orthodoxes — affirme lui aussi à « la télévision roumaine libre » qu'il se sent « parfaitement bien au gouvernement provisoire » et que « tout le monde y a d'excellentes intentions ».

Un véritable héros de la révolution

Considéré, à l'échelon national, comme un véritable héros de la révolution, brutalisé à deux reprises par la Securitate après son arrestation le 17 décembre — « J'ai bien cru qu'ils allaient nous exécuter, ma femme et moi », raconte-t-il — Laszlo Tokes, un DC-8 destination de la Roumanie, alors que le Secours populaire annonce l'envoi de cinquante camions.

Pour autant, le comité d'action, créé par ses coreligionnaires à Cluj, « reste sur-bordonné au nôtre », déclare M. Doru Visan, acteur célèbre et président du comité départemental provisoire. « Bien sûr, ajoute-t-il, que les Hongrois roumains auront les mêmes droits que les autres communautés. D'ailleurs, n'était-ce pas déjà le cas sous l'ancien régime ? »

— Euh, excusez-moi, monsieur le Président, intervient soudain notre interprète, mais la langue et la culture hongroises n'étaient plus enseignées dans les écoles depuis cinq ans environ, leurs universités avaient été fermées et les noms magyars de leurs villages étaient roumainisés.

— Ah, tiens ? Mais des mesures similaires n'avaient-elles pas été prises à l'encontre de la minorité allemande... ?

PATRICE CLAUDE

Le vaste mouvement humanitaire en faveur de la Roumanie continue à prendre de l'ampleur. Il atteint même des dimensions sans précédent et dépasse par exemple celui qu'avait déclenché le tremblement de terre en Arménie. Après la France, qui semble toujours tenir le premier rang, les organisations internationales et nombre de pays se joignent maintenant à cette vague d'entraide.

En France

Le ministère des postes a ouvert un compte spécial afin de recueillir les dons. Il assurera gratuitement jusqu'à la fin janvier le transport des colis pour la Roumanie (jusqu'à 7 kilos). Un convoi de dix-sept camions jaunes s'acheminera par ailleurs du matériel de reconstruction. De nouvelles lignes de téléphone seront installées pour augmenter de 50 % les possibilités de trafic. Le ministère de l'équipement, de son côté, afrète un train gramin qui se tient prêt à quitter Paris à compter du vendredi 29 décembre et s'acheminera les cargaisons des associations, des transporteurs et des particuliers qui ne tiennent pas à encombrer les routes de leurs véhicules.

A cet égard le train de la solidarité afrète depuis plusieurs jours par la Normandie (dix-sept wagons chargés de 800 tonnes de marchandises) a été autorisé à quitter la France, vendredi 29 décembre, convoyé par une vingtaine de camions roumains.

Par ailleurs, les collectivités locales qui se sont mobilisées en faveur de la Roumanie, la ville de Blois a fait partir un convoi de onze véhicules, celle de Poitiers trois camions, les régions Centre et Limousin ont fait décoller un Boeing-737 et la ville de Mulhouse un DC-8 destination de la Roumanie, alors que le Secours populaire annonce l'envoi de cinquante camions.

L'organisation de l'aide humanitaire

Un élan de générosité sans précédent

Associée à Médecins du monde, la chaîne de distribution FNAC a décidé l'expédition de dix mille livres et d'une sélection de disques, alors que quatre journalistes de l'Echo de la presse doivent se rendre à Bucarest.

Le Secours catholique, pour sa part, qui a déjà débloqué 8 millions de francs en faveur de la Roumanie, organise à présent une opération « cadeaux familiaux » (paquets de 5 kilos de denrées alimentaires accompagnés d'une carte de vœux en roumain).

A l'étranger

L'Assemblée générale de l'UNESCO, adoptée jeudi 28 décembre, à l'unanimité, une résolution appelant

les Etats et institutions financières internationales à fournir « une aide humanitaire d'urgence à la Roumanie ». De son côté, l'UNESCO a proposé aux autorités roumaines de participer aux efforts de redressement du pays dans le domaine de l'éducation et de la culture.

Le Comité international de la Croix-Rouge, à Genève fait savoir que les collectes en argent (il a déjà reçu environ 30 millions de francs, mais les besoins sont au moins du double) sont désormais plus utiles que le ramassage de couvertures et de médicaments. Toutes les organisations présentes en Roumanie s'accordent à dire, en effet, que les besoins les plus urgents sont couverts. Le CICR a par ailleurs demandé aux

autorités roumaines la permission de visiter les prisons.

Une mission d'évaluation de la Communauté européenne doit partir pour la Roumanie à la fin de cette semaine de manière à enregistrer d'abord les besoins en chauffage, nourriture et soins, puis les besoins à plus long terme en matière de modernisation de l'économie roumaine.

L'aide des Etats en faveur de la Roumanie ne se ralentit pas non plus. Alors que quatre camions chargés de vivres et de médicaments ont quitté Berlin-Est, deux avions-cargos s'apprêtent à décoller du Maroc. Les Etats-Unis ont déjà envoyé directement à la Roumanie pour 250 000 dollars d'équipements médicaux et de médicaments, et 500 000 dollars à la Croix-Rouge internationale, a annoncé un porte-parole de la Maison Blanche. Le gouvernement suisse a décidé de débloquer 1 million de francs suisses (environ 4 millions de francs français) qui seront également versés à la Croix-Rouge, alors que le Japon fait don de 1 million de dollars (environ 6 millions de francs), et la principauté de Monaco de 1 million de francs.

Les associations

Voici une nouvelle liste des organismes et associations collectant des dons en espèces et en nature pour la Roumanie (voir le Monde des 27 et 28 décembre).

Cellule d'urgence du ministère des affaires étrangères, tél. : 05-05-05-13, minitel code COOP.

Ministère des postes, tél. : 05-45-04-60, PTT SOS Roumanie, CCP : 221 W Paris.

Secours catholique, 105, rue du Bac, 75007 Paris, tél. : 43-20-14-14.

Association franco-roumaine Sainte-Vincent, 40, avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris, tél. : 45-51-44-66.

Infograph, CAP 18, 189, rue d'Alsace-Lorraine, 75018 Paris, tél. : 40-38-14-00.

Jeunesse syndicaliste FO, 5, rue Bidaire, 30000 Nîmes, tél. : 66-67-89-15.

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'organisation de la période de transition

- M. Vaclav Havel élu président de la République
- M. Alexandre Dubcek président de l'Assemblée fédérale

PRAGUE

de notre envoyé spécial

La Tchécoslovaquie poursuit avec une remarquable placidité l'organisation de la période de transition qui va la conduire aux élections libres du printemps prochain. La gestion politique de cette situation d'entre deux régimes est assurée par la « table ronde » autour de laquelle discutent les représentants du Forum civique et ceux des partis jusqu'à présent représentés à l'Assemblée fédérale : parti communiste et partis satellites. Un gouvernement d'union ayant été mis en place sous la direction de Marian Calfa, il s'agit maintenant de pourvoir des fonctions plus honorifiques, mais aussi symboliques,

détenues jusque-là par des communistes bon teint.

Judi 28 décembre, les députés de l'Assemblée fédérale, qui réunissent les Parlements tchèque et slovaque, ont, en une journée, réparé une injustice commise voici vingt et un ans : le citoyen Alexandre Dubcek, renvoyé de Bratislava, est devenu député et président de cette Assemblée, remplacant M. Stanislas Kulcar, rétrogradé au rang de premier vice-président. Les députés ont voté à l'unanimité pour l'homme du printemps de Prague en 1968, qui retrouve ainsi à soixante-huit ans une fonction impatiente. C'est lui une pleine et entière réhabilitation.

La séance du Parlement s'est déroulée dans une ambiance totalement dédramatisée. La modification des lois organiques permettant l'entrée de nouveaux députés à l'Assemblée avait déjà été négociée dans le cadre de la « table ronde » : dans la période précédant les élections libres, les députés démissionnaires sont remplacés par des nouveaux, proposés par les partis politiques, en accord avec le Forum civique.

C'est ainsi que huit nouveaux députés, dont M. Alexandre Dubcek, sont venus prendre place sur les bancs de l'Assemblée, et s'asseoir à la place des anciens hiérarches du régime mis à mal par le mouvement populaire du mois de novembre. Parmi les nouveaux, un jeune homme tenant sur l'allure générale de ces parlementaires gris munielle, marqué par des années d'adaptation à l'univers bureaucratique. Il s'appelle Jan Bubenik et a été désigné pour siéger à l'Assemblée par le comité de coordination des étudiants. Lorsqu'il leva la main pour voter, il écarta l'index et le majeur en forme de V, faisant entrer dans la représentation nationale le signe de ralliement des foules qui, de Prague à Bucarest, en passant par Varsovie et Berlin-Est, ont mis fin à des décennies de pouvoir sans partage du Parti communiste.

Finie, la « fidélité au socialisme »

Dans son discours d'investiture, M. Dubcek a rendu hommage à cette génération qui a retrouvé les valeurs humanistes qui avaient guidé son action en 1968. Il entend exercer ses nouvelles fonctions pour « assurer l'irréversibilité du développement démocratique du pays, mettre en pratique les exigences de pluralisme, établir de nouvelles normes économiques, empêcher tout abus de pouvoir par un petit nombre », a-t-il déclaré, avant de conclure par un « Tout le pouvoir à tout le peuple ! » qui déclencha des applaudissements nourris dans une Assemblée ordinairement très sobre dans l'expression de ses sentiments.

remment très sobre dans l'expression de ses sentiments.

Cette élection de M. Dubcek à la tête de l'Assemblée fédérale, qui prélude à une cérémonie par laquelle l'année 1989 se terminera d'une façon que personne, pas même l'intéressé, n'aurait pu prévoir lors de la précédente Saint-Sylvestre : l'élection à la présidence de la République de M. Vaclav Havel, dramaturge, et opposant le plus connu au régime issu de l'intervention soviétique de 1968.

Sa candidature a été préférée par le Forum civique à celle de trois autres prétendants, l'ancien premier ministre Ladislav Adamc, M. Dubcek et un autre « ancien » de 1968, M. Cestmir Cisar. Les étudiants, fer de lance du mouvement populaire, ont imposé le nom de M. Vaclav Havel qui symbolise pour eux la constance dans l'engagement pour la défense des libertés et des droits de l'homme en Tchécoslovaquie. Il fallait rendre hommage à M. Dubcek et à sa lutte pour la réhabilitation tchèque, c'est le sens de son accession à la présidence de l'Assemblée. Mais la plus haute fonction de l'Etat, qui implique l'installation dans le château de Hradcany qui domine Prague devait, dans l'esprit des acteurs principaux des journées de novembre, revenir à celui dont le nom avait été le plus fortement acclamé sur la place Venceslas : Vaclav Havel.

Une petite formalité a été réglée lors de la session du Parlement de jeudi : la formule de prestation de serment du président de la République a été modifiée. M. Vaclav Havel, à la différence de son prédécesseur, M. Gustav Husak, ne jura plus fidélité au socialisme. Un seul député a pris la parole pour s'y opposer, M. Jan Rizek, qui a affirmé qu'il s'agissait là du « commencement de la régression du caractère socialiste de l'Etat ». Il a sans doute raison, mais la quasi-totalité de ses collègues sont bien conscients, même s'ils partagent ses craintes, qu'ils ne peuvent guère faire autrement que de se soumettre aux désirs clairement exprimés par la population pendant toutes ces semaines.

La rue pragoise présente toujours cette image teinte aux couleurs nationales dont elle s'est parée dans les journées de novembre. Les vitrines des magasins sont toujours constellées d'affiches et de tracts. Mais ceux-ci concernent plus la situation en Roumanie que les problèmes politiques intérieurs, mis à part les innombrables portraits de Vaclav Havel.

La situation dramatique en Roumanie n'en fait mieux ressortir la manière plutôt douce dont les Tchécoslovaques ont fait usage pour se débarrasser des dirigeants honteux. « Ils sont sortis du stalinisme avec élégance », remarquait un diplomate

ouest-allemand qui faisait la comparaison avec les récents de comptes en cours en RDA. Cette préoccupation esthétique a tout de même ses limites : on apprendrait ainsi jeudi la mise en détention préventive de M. Miroslav Stepan, ancien chef du parti pour la ville de Prague, en raison du rôle qu'il a joué dans la répression des manifestations étudiantes du 17 novembre.

LUC ROSENZWEIG

[M. Alexandre Dubcek, né le 27 novembre 1921 à Urbovec en Slovaquie, a milité à partir de 1939 au Parti communiste slovaque clandestin. Ouvrier aux usines automobiles Skoda, il s'engagea deux ans plus tard dans la résistance et les unités de partisans. Au lendemain de la guerre, il occupa diverses fonctions à la direction du PC slovaque. Elu député en 1951, il fut envoyé en 1953 à l'école supérieure du PC soviétique à Moscou, où il restera trois ans. A partir de 1958, il va gravir tous les échelons de l'appareil, tant au sein du PC slovaque que du parti de Tchécoslovaquie. Mais c'est seulement une surprise lorsqu'il est élu le 3 janvier 1968 à la tête du PC, en remplacement du conservateur Antonin Novotny. Il n'a que quarante-deux ans. Numéro un du régime et poussé par la vague réformatrice, il veut donner au socialisme un « visage humain ». Le 21 août 1968, les armées de l'URSS et du pacte de Varsovie, à l'exception de celle de la Roumanie, envahissent la Tchécoslovaquie et mettent fin au « printemps de Prague ». Alexandre Dubcek sera exilé de force à Moscou et contraint à la démission le 17 avril 1969. Président de l'Assemblée nationale, puis ambassadeur en Turquie fin 1969, il démissionne du comité central du PC en janvier 1970 et sera qualifié de « traitre » et de « renégat » par la presse de son pays. Révoqué et exclu du parti, il rentre à Bratislava où il devient un simple ouvrier forainier. A la retraite depuis 1982, soumis à une étroite surveillance politique, il avait pu, en novembre 1988, Vaclav Havel, qui avait joué un rôle important au sein de l'Union des écrivains tchèques, un des moteurs du « printemps de Prague », fut « privé de théâtre ». Il contribua à la fondation de la célèbre Charta 77 pour la défense des droits de l'homme en Tchécoslovaquie. Il en fut à deux reprises le porte-parole. Lauréat du prix Otá Palas et du prix Erasme pour « son rôle dans la culture européenne », son opposant, intéressamment un régime communiste lui aura valu de passer cinq années de sa vie en prison.]

Vivre en Tsar est un art.



LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Les retombées politiques en France

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a de nouveau justifié, jeudi 28 décembre, la position de son parti et sa position personnelle à l'égard de l'ancien régime roumain. Il a rappelé les critiques du PCF à l'encontre de ce régime et ajouté que s'il avait su à quel point ce régime était « abominable (...) non seulement il n'y serait pas allé, mais il aurait fait beaucoup plus encore (...) pour condamner la politique de ce bureau du peu-

ple roumain ». M. Marcel Rigout, ancien ministre communiste, et l'un des « reconstruc-teurs » du PCF, a déclaré vendredi 29 décembre sur Europe 1 que si M. Marchais « ne savait pas tout » du régime roumain, « il aurait dû être le premier à s'informer davan-tage ».

Dans l'Humanité de vendredi, M. Pierre Blo-tin, qui représentait le PCF au dernier congrès du PC roumain, explique les raisons de sa pré-

sence et affirme que Nicolae Ceausescu avait, en marge de ce congrès, prononcé une vérité: la distorsion entre le parti communiste fran-çais.

Par ailleurs, plusieurs personnalités fran-çaises, mises en cause dans le quotidien com-muniste la veille, pour s'être rendues en Rou-manie en voyage officiel, ont, elles aussi, justifié leur voyage.

M. Marchais a également affirmé que les

« reconstruc-teurs » du PCF, qui demandent la démission collective de la direction politique et la convocation d'un congrès extraordinaire « ne représentent strictement rien ». Pour sa part, il n'a « pas du tout envie de partir ». M. Félix Damette, l'un des chefs de file de ces « reconstruc-teurs » s'est déclaré, jeudi sur la 5, « navré » que le secrétaire général utilise ce type d'argument.

M. Marchais : « Je n'ai pas du tout envie de partir »

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, s'est expliqué une nouvelle fois, jeudi 28 décembre, sur ses relations passées avec le régime roumain. M. Marchais a également répondu aux « reconstruc-teurs » du PCF qui réclament la démission collective de la direction politique du parti et la convocation rapide d'un congrès extraordinaire (le Monde du 29 décembre).

A propos de la Roumanie, le secrétaire général du PCF a notamment affirmé, lors du Journal de 20 heures d'A2 : « Ce que je regrette, c'est de ne pas avoir eu une connaissance suffisante de l'ampleur de la catastrophe que connaît aujour-d'hui la Roumanie. (...) La dernière fois que je suis allé en Roumanie, c'était en 1984 et je n'y suis jamais retourné depuis. Nous avons critiqué souvent (...) le fait que la Roumanie connaissait un régime profondément antidémocratique et (...) que, en raison d'une politique uniquement orientée vers les exportations, les conditions de vie de la population étaient extrêmement difficiles. (...) Cela fait près de quinze ans que l'on a commencé une critique sérieuse du socialisme existant à la fois sur le plan économique, social et démocratique et (...) par conséquent, la Roumanie était considérée comme d'autres pays socialistes ».

Les « reconstruc-teurs » ne représentent rien

M. Marchais a évoqué à la cam-pagne assez déshonorante pour ceux qui en sont les auteurs » à propos des vacances passées en Roumanie. « En tout et pour tout, a expliqué le secrétaire général du PCF, je suis allé quatre fois en Roumanie. Et j'ai fait le compte, j'ai dû discuter douze heures avec Ceausescu. Je ne l'ai jamais rencontré ailleurs qu'au comité central ou dans une maison qu'il avait au bord de la mer. Nous n'avons jamais eu d'autres rapports que des rapports de caractère poli-tique et (...) par conséquent, la Roumanie était considérée comme d'autres pays socialistes ».

Invité à expliquer s'il avait « réel-lement cherché à savoir », M. Mar-chais a répondu : « Oui (...) je pense d'ailleurs de ce point de vue avoir fait beaucoup plus d'efforts que ne l'a fait l'ambassadeur de France (...). Aussi bien quand le droit était au pouvoir que lorsque c'est le Parti socialiste, jamais le gouvernement français n'a émis officiellement la moindre pro-testation contre ce qui se passait en Roumanie ».

« Je savais, a précisé M. Marchais, que ce pays était un pays où la démo-cratie socialiste n'avait rien à voir avec la conception que nous en avons ».

M. Bariani (UDF) et M. Le Garrec (PS) justifient leurs voyages à Bucarest

M. Didier Bariani, député national de l'UDF, qui s'était rendu en Roumanie en septembre 1986, en qualité de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouverne-ment de M. Jacques Chirac, a précisé mercredi 27 décembre qu'il était alors « porteur d'un message qui rap-pelait à Ceausescu que la situation intérieure de son pays était inaccepta-ble pour l'ensemble de l'Europe et ne pouvait se poursuivre sans créer des dommages humains et économi-ques irréversibles ». « Face au désor-dre de ce peuple, il était important que nous ne soyons pas absents », a ajouté M. Bariani.

M. Jean Le Garrec, député (PS) du Nord, a indiqué jeudi sur France-In-ter qu'il ne regrette pas son voyage à Bucarest en 1984, alors qu'il était secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, M. Pierre Mauroy. Il a ajouté que le maintien des contacts avec le régime roumain avait permis de garder « un espace d'ouverture ». « Dans toutes mes interventions, j'évoquais en priorité le problème des droits de l'homme et, avec l'ambassa-deur de France en Roumanie, nous défendions des dossiers humanitaires », a affirmé M. Le Garrec. Le rôle que nous avions en Roumanie, dans des conditions très pénibles, était tout à fait utile ». « La réalité de la répres-sion roumaine était soigneusement camouflée », a-t-il déclaré. « Est-ce que le rôle d'une démocratie comme la France est de maintenir des contacts pour laisser cet espace d'ou-verture, cette lumière, cette idée de la liberté, ou est-ce qu'il faut complète-ment verrouiller ? C'est un débat », a conclu M. Le Garrec.



(...) Je savais que ce pays avait des conditions de vie déplorable. (...) Je n'aurais peut-être pas dû aller en Roumanie, mais (...) je n'y suis allé qu'une seule fois, et ce n'était pas pour discuter douze heures avec Ceausescu. (...) Je n'ai jamais rencontré ailleurs qu'au comité central ou dans une maison qu'il avait au bord de la mer. (...) Nous n'avons jamais eu d'autres rapports que des rapports de caractère poli-tique et (...) par conséquent, la Roumanie était considérée comme d'autres pays socialistes ».

M. Marchais a évoqué les cri-tiques des « reconstruc-teurs » du PCF, pour affirmer qu'ils « ne repré-sentent strictement rien ». Pour le secrétaire général, la « règle de l'uni-mité » (dont M. Félix Damette, dans ses colonnes, demandait la suppression) est une « invention pure et simple ».

Au micro de Radio-France Mar-seille, M. Marchais est revenu sur une campagne qui déshonore ceux qui en sont les auteurs et à plus forte

raison ceux qui se prétendent com-munistes et qui font choros avec eux » pour demander sa démission. « S'ils peuvent penser une seule seconde, a-t-il continué, déstabiliser Georges Marchais, ils se trompent. Que personne ne se fasse d'illusions (...), on ne me détournera pas du che-min qui est le mien ».

Après avoir, sur RTL, le secrétaire général avait précisé : « Je n'ai pas du tout envie de partir, j'ai envie, au contraire, de travailler d'arrache-pied pour contribuer, à la responsabilité qui est la mienne, à la mise en œuvre de notre politique ». A propos des « reconstruc-teurs », qui demandent un congrès extraordinaire, M. Mar-chais avait affirmé : « Ils sont mem-bres du Parti communiste. Les sta-tus du PC prévoient que si la moitié des membres du parti demande la tenue d'un congrès extraordinaire, on peut tenir un congrès extraordinaire. Eh bien qu'ils essaient de le faire, on verra ! Pour l'instant, je n'ai pas du tout envie de partir ».

La volonté d'indépendance de la Roumanie a créé une illusion sur son régime

déclare M. Jospin

M. Lionel Jospin s'est efforcé, le vendredi 22 décembre au micro de RTL, de justifier les voyages passés en Roumanie des hommes politiques français de toutes tendances. « Pen-dant longtemps, l'image de la Rou-manie était celle d'un pays qui essayait de manifester une certaine indépendance à l'égard de Moscou et d'un certain ordre communiste euro-péen », a expliqué le ministre de l'éducation nationale. Il a ajouté : « C'est cela qu'ont mis en avant

aussi bien Valéry Giscard d'Estaing que Jacques Chirac, François Mit-terrand, moi-même ou Georges Mar-chais, lorsque nous avions des voyages politiques en Roumanie ».

Il a reconnu que cette volonté d'indépendance vis-à-vis de l'URSS avait « créé pendant longtemps une illusion sur le régime, (...) une illu-sion qui est devenue excessive à l'égard de ce que nous savions c'est-à-dire sa dureté interne ».

« On ne se va pas chez un dicta-teur », estime M. Le Pors. - M. An-toine Le Pors, ancien ministre, mem-bre du comité central du PCF, a critiqué dans l'Express daté du 29 décembre la présence d'un repré-sentant du PCF au dernier congrès du PC roumain. « On ne va pas chez un dictateur », a affirmé M. Le Pors, qui précise qu'il a été « informé » par le comité central que « le bureau politique avait beaucoup discuté » avant de faire ce choix, qui « à l'évi-dence n'était pas le bon ». M. Le Pors a affirmé que « le communisme n'a encore jamais existé nulle part » et que « c'est la perversion du socia-lisme (...) qui est aujourd'hui condamné ». « Ce sont notamment des communistes, tel Ion Iliescu, re-jetés par le clan Ceausescu qui incar-nent dans l'immédiat l'espoir de la Roumanie », a conclu M. Le Pors.

Précisons. - Un passage impor-tant de la lettre que M. Paul Boc-car, membre du comité central du PCF nous a adressée le 19 décembre et dont des extraits ont été publiés dans le Monde du 29 décembre, a été omis. M. Boccar citait quelques lignes du rapport présenté par M. Maxime Gremetz devant le comité central de décembre. Reprenant les « idées novatrices » expri-mées, selon lui, par M. Philippe Her-zog, il évoquait la proposition d'une « économie mixte à prédominance sociale et publique » pour la France, en précisant : « Nous luttons pour une construction faisant prédominer de « nouveaux critères de gestion », marchands, mais qui incluent à l'effi-cacité sociale, prenant le pas sur les critères de rentabilité capitaliste » en se situant dans la perspective d'un socialisme étatisé autogestionnaire à la française.

POINT DE VUE

La direction du parti ment

par Alain Amicable

EN juillet 1984, par les ser-vices d'une agence de voyages, j'ai passé mes vacances au bord de la Mer noire en Roumanie. J'étais alors secré-taire de la fédération de Meurthe-et-Moselle et membre du comité central du PCF. Nous sortions de la dénommée historique séance du comité central de juin au cours de laquelle nous fûmes nombreux à vouloir tout mettre à plat (1).

Je me souviens du choc subi à mon arrivée en Roumanie. J'ai été épouvanté par la misère des gens faisant la queue devant un étalage de petites pommes à moitié pour-ries, ou achetant les rares éléments disponibles dans des magasins vides. La tristesse aussi et la crainte qu'on pouvait lire sur les visages de ces hommes muets. Ce voyage fut abominable. Invité à passer à « Fabien » (au siège du PCF), à mon retour, je rencontrai Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique. Nous dîcâmes dans la phase « reprise en main » qui devait s'effectuer à partir de sep-tembre. Le communiqué Marchais-Ceausescu venait d'être publié (2). J'ai dit à Jean-Claude Gayssot : « On est fou d'avoir signé un truc pareil. Comment Georges a-t-il pu se laisser abuser à ce point ? En une heure de promenade dans les rues, il est impossible au plus aveugle des hommes politiques de

signer un texte dans lequel on sou-haite « que de nouveaux succès » s'ajoutent à ceux remportés dans la construction du socialisme ».

Une équipe malfaisante

Certes, la déclaration commune porte essentiellement sur les ques-tions du désarmement, mais les deux dirigeants disent avoir échangé des informations sur le développement de la situation dans les deux pays. Or non seule-ment Georges Marchais ne condamne pas la situation en Rou-manie, mais il accorde à Ceau-sescu le fait que les relations entre les directions du PCF et du PCR « reposent sur l'estime, la confiance et la compréhension mutuelle » et que leurs discussions « ont permis un fertile échange d'opinions et d'expériences et qu'elles constituent une impor-tante contribution à la consolida-tion des relations entre le PCF et le PCR ».

J'ai dit à Jean-Claude Gayssot à quel point j'étais effaré de lire cela. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il ne partageait pas vrai-ment mon indignation, qu'il devait sans doute prendre pour une folie supplémen-taire s'ajoutant aux graves interrogations que je

possais depuis un certain temps. Quelques mois plus tard, avec d'autres, j'étais remercié et non rélégué au comité central, après qu'en Meurthe-et-Moselle, à l'occasion de la conférence prépa-rant le 25^e congrès, une critique d'ensemble eût été conduite et massivement exprimée.

Cela fait à peine quatre ans. La folle meurtrière de Ceausescu n'était pas encore allée à son terme. Loin de moi l'idée d'accuser la direction du PCF de complicité en ce domaine. Mais lorsqu'elle dit avoir agi d'après ce qu'elle a su vraiment, j'affirme qu'elle ment. N'étant plus membre du PCF depuis 1987, je ne peux que souhaiter à mes camarades communistes français d'être assez lucides et assez forts pour chasser cette équipe malfai-sante.

(1) Le Comité central du PCF s'était réuni le 18 juillet 1984 pour refuser de participer au gouverne-ment Fabius après la démission du gouver-neur Mauroy. Au mois de juin, les 26 et 27, le Comité central avait débattu de la politique du gouvernement Mau-rois.

(2) M. Marchais avait rencontré M. Ceausescu le 27 juillet 1984 à Bucarest.

► M. Alain Amicable a été membre du Comité central du PCF.

Le récit du délégué du PCF au dernier congrès du PCR

M. Pierre Blotin, membre du bureau politique du PCF, qui conduisait la délégation française lors du dernier congrès du Parti communiste roumain, à la fin du mois de novembre dernier, fait le récit de son voyage à Bucarest dans l'Humanité du 29 décembre.

B. M. Blotin raconte tout d'abord qu'une « violente altercation » l'avait opposé dès son arrivée à Bucarest au responsable roumain du centre de presse, qui avait tenté d'in-terrompre un entretien du délégué du PCF avec des journalistes fran-çais. M. Blotin indique ensuite qu'il avait manifesté ostensiblement sa condamnation du régime Ceausescu au cours du congrès. « Selon les usages en vigueur, raconte-t-il, j'étais installé au premier rang de la tri-bune, face au congrès. Je suis resté assis alors que tous - les dirigeants et délégués roumain ainsi que les diri-geants étrangers - se levaient pour acclamer Ceausescu. Tout le monde, bien sûr, le remarquait ».

Le représentant du PCF raconte une rencontre des représentants des partis communistes, sociaux et des démocrates mouvements divers des pays capitalistes d'Europe avec M. Ceausescu au cours de laquelle il avait exprimé la condamnation des atteintes aux libertés et droits de l'homme. « Dans sa réponse, expli-que M. Blotin, le Conducator a pris violemment à partie le Parti commu-niste français au cours d'une diatribe qui témoignait de son courroux d'avoir ainsi été contesté publique-ment au cours du congrès ». « Les

réactions furent immédiates de la part de certains membres de l'entou-rage de Ceausescu : « Nous n'au-rions pas dû vous laisser un micro (...). Nicolae Ceausescu est très mécontent », ajoute-t-il. M. Blotin rapporte enfin que des Roumains lui témoignèrent leur sympathie après cet incident et après son refus de figurer sur la photo officielle de la rencontre.

L'Humanité du 25 novembre avait rendu compte de la prise de position du représentant du PCF au cours de cette rencontre avec Nico-lae Ceausescu, mais n'avait pas fait pas état de la « diatribe » de ce der-nier contre le Parti communiste français.

Vivre en Tsar est un art.



ASIE

CHINE

Le Parti communiste prend ses distances à l'égard de M. Gorbatchev

PÉKIN

de notre correspondant

La normalisation sino-soviétique, vieille de sept mois seulement, a du plomb dans l'aile. Le peu qu'on sait des entretiens qu'un haut responsable soviétique, M. Valentin Falin, vient d'avoir à Pékin, sur fond de guerre civile roumaine, le montre.

La Soviétique, chef de département des relations internationales du parti, a quitté la capitale chinoise vendredi 29 décembre après une visite de six jours à propos de laquelle rien n'a réellement filtré, si ce n'est les propos énoncés que lui a adressés, jeudi, le secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Jiang Zemin. « La Chine est un pays socialiste, et, naturellement, nous ne pouvons qu'être inquiets des développements survenant dans d'autres pays socialistes », a reconnu M. Jiang. Il a répété la phrase-clé du régime chinois face aux bouleversements intervenus en Europe de l'Est : la Chine « respecte les choix historiques des peuples d'autres pays » — mais pour aussi ajouter un avertissement : « Nous sommes hostiles à ce que d'autres pays s'ingèrent dans nos affaires intérieures ». En d'autres termes : gardez votre perestroïka pour vous.

Un traité à la cause du socialisme

On ne saura rien officiellement de ce que M. Falin avait à dire. Il a pu s'acquiescer d'entendre parler avec insistance du jugement porté par le Parti communiste chinois sur son patron M. Gorbatchev dans un document resté secret mais largement diffusé ces derniers jours auprès des instances intéressées de la bureaucratie chinoise. Selon tous les recoupements possibles, le chef du Kremlin est plus ou moins assimilé à un traître à la cause du socialisme mondial.

La disparition sanglante de Ceausescu est, dans ce contexte, vue comme une conséquence de facteurs concordants : le manque d'esprit réformiste du dictateur roumain — sur ce plan, les Chinois s'estiment en avance sur l'ensemble du monde socialiste — et le « lâchage » opéré par l'URSS en Europe de l'Est.

F. D.

Pékin met Paris en garde contre les livraisons de frégates à Taïwan

Selon des sources citées par l'AFP à Taïpei, l'île nationaliste chinoise de Taïwan est en négociation avec la France pour acquérir seize frégates de la classe « La Fayette » valant, chacune, environ 300 millions de dollars. Pékin a mis en garde par avance la France contre un tel projet de vente. A Paris, le ministère de la Défense explique que beaucoup de pays ont « approché » la France concernant ce modèle de frégates légères (3 000 tonnes) équipée de missiles surface-surface Exocet et d'un hélicoptère de lutte anti-sous-marin, pour la sécurité des approches maritimes. Parmi ces pays figure l'Etat de Taïwan, avec lequel les discussions sont loin d'être aussi « formalisées » que semble le prétendre Pékin. Il serait étonnant, ajoute-t-on, que la France vende à un tel Etat dont la marine se ravitaillait exclusivement aux Etats-Unis.

PÉKIN

de notre correspondant

La mise en garde de Pékin adressée à la France a eu lieu à la fin de l'année dernière, elle n'en est pas moins lourde de menaces : si Paris va de l'avant avec un contrat de fourniture de frégates à l'île nationaliste de Taïwan, les tensions entre les deux pays cette année ne seront rien de moins que ce qui peut se produire.

Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a décliné l'affaire de sa propre initiative, en ouvrant son point de presse hebdomadaire jeudi 28 décembre. La France, a-t-il dit, envisage de vendre des « bateaux de guerre » à Taïwan. Elle doit savoir, a-t-il poursuivi, que la Chine considérerait cette action comme « une ingérence dans ses affaires intérieures ». Il s'est refusé à toute précision. Aucun commentaire n'était fourni de source diplomatique française à Pékin. L'ambassadeur de France en Chine, M. Charles Malo, a été rappelé en consultations urgentes à Paris. Il y a une semaine, sans qu'on sache si ce rappel est lié à cette affaire. Il a, au cours des derniers mois, entendu dix-huit protestations officielles chinoises contre l'attitude de la France envers la dissidence communiste.

Une quinzaine de navires

Selon certaines sources, le contrat en négociation — secrète — porterait sur la fourniture par la France d'un certain nombre de frégates (on parle d'une quinzaine de navires), éventuellement armées, destinées à assurer la défense côtière de l'île nationaliste. Peu d'informations étaient disponibles à Pékin sur les détails de ce contrat qui, en tout état de cause, pourrait s'élever à plusieurs dizaines de milliards de francs. L'origine des informations dont dispose le gouvernement chinois à ce sujet est également inconnue.

La Chine s'oppose par principe à toute vente occidentale d'armements à Taïwan, le bastion nationaliste où les héritiers de Tchang Kaï-chek ont reconstruit une économie florissante et dont les réserves en

devises étrangères s'élèvent à 75 milliards de dollars. Les deux gouvernements rivaux se considèrent chacun comme le seul légitime de la Chine toute entière. Hormis les Etats-Unis, qui se sont heurtés à plusieurs reprises par le passé à Pékin au sujet de livraisons d'armes à leur ancien protégé nationaliste, peu de pays ont fourni du matériel militaire à Taïpei, craignant de se brouiller avec Pékin.

Les Pays-Bas ont été le seul pays d'Europe occidentale à braver la colère pékinoise. En 1980, en vendant deux sous-marins classiques à Taïwan. Il en est résulté un abaissement des relations diplomatiques sino-hollandaises au niveau des chargés d'affaires, qui a duré quatre ans. Cependant, les Néerlandais — pour qui la vente de ces sous-marins à Taïwan permettait de renforcer des chantiers navals condamnés, sans elle, à la fermeture — avaient alors fait le calcul que la phase de récession que connaîssait alors l'économie du continent communiste ne leur permettrait pas d'y faire des affaires fructueuses pendant plusieurs années.

Les Pays-Bas ont été le premier pays d'Europe de l'Ouest à parvenir, au cours de leur brouille temporaire avec Pékin, à mettre en place, avec l'île nationaliste, des liaisons aériennes régulières assurées par la compagnie KLM. Le Japon, Hongkong, les Etats-Unis et d'autres pays pourtant proches de la Chine populaire (Thaïlande, Singapour) sont parvenus à contourner les difficultés juridiques soulevées par l'intervention de telles liaisons avec les deux parties de la Chine. Mais les autres pays occidentaux — France comprise — ont reculé. Dans le cas de la France, Pékin a parfois menacé Paris de rétorsions, en cas d'un accord aérien avec Taïpei, pour les vols d'Air France sur le continent.

L'affaire des frégates — offertes par la France à Taïwan — montre que la détérioration des relations entre la Chine et l'Occident depuis le mois de juin repose la question des relations du monde capitaliste avec le régime nationaliste. Pékin n'est pas précisément en bonne posture pour gérer la crise à son meilleur avantage.

FRANCIS DERON

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



NORD-SUD DEVELOPPEMENT VA CAPITALISER LES REVENUS DES TITRES DE CRÉANCES.

NORD-SUD DEVELOPPEMENT, SICAV internationalement diversifiée à dominante obligataire, dont l'objet est de participer au financement du développement dans des conditions satisfaisantes de rendement et de sécurité, va offrir à ses actionnaires la possibilité de bénéficier des avantages de la capitalisation des revenus des titres de créances.

Lors de sa dernière séance, le 20 octobre 1989, le conseil d'administration a, en effet, décidé de soumettre à une prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires un projet de modification des statuts afin de permettre, dès l'exercice clos le 31 décembre 1989, la capitalisation des revenus des titres de créances acquis par la SICAV. Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé de comptabiliser, à partir du 1^{er} octobre 1989, les titres de créances détenus par la SICAV selon la règle du produit encaissé.

Les revenus d'actions, qui représentent environ 15 % du portefeuille de NORD-SUD DEVELOPPEMENT, continueront d'être distribués, conformément à la législation en vigueur à ce jour.

siège social et bureaux :
5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - Tél. (1) 49.27.63.00

AFRIQUE

Ethiopie : l'Erythrée dans la guerre

Si la capitale, Asmara, évoque une cité-fossile, le port de Massawa est un décor fantôme

ASMARA

Correspondance

A la descente de l'avion, l'accueil est brutal. Derrière des militaires armés de kalachnikov, un char patrouille tranquillement sur la piste de l'aéroport. L'importance stratégique du lieu explique, il est vrai, une telle surveillance. La voie aérienne est l'ultime lien d'Asmara, la capitale de l'Erythrée, avec Addis-Abeba, la capitale éthiopienne. La route est depuis longtemps coupée et le téléphone ne marche plus. On est ici pratiquement dans une enclave.

La périphérie est cernée de camps et de barbelés, tandis que, dans le centre, des sentinelles contrôlent chaque angle de rue bien avant le couvre-feu, à minuit.

les boutiques chic du cours central ont été transformées en bazars ; les restaurants italiens tapissés de stucs, de miroirs peints et d'affiches publicitaires des années 60 semblent figés hors du temps. Les taxis Fiat et Aronde sont d'authentiques pièces de musée, soigneusement rafistolées. La nuit, devant la cathédrale, des enfants s'enlacent par dizaines sous une couverture, pour mieux se tenir chaud.

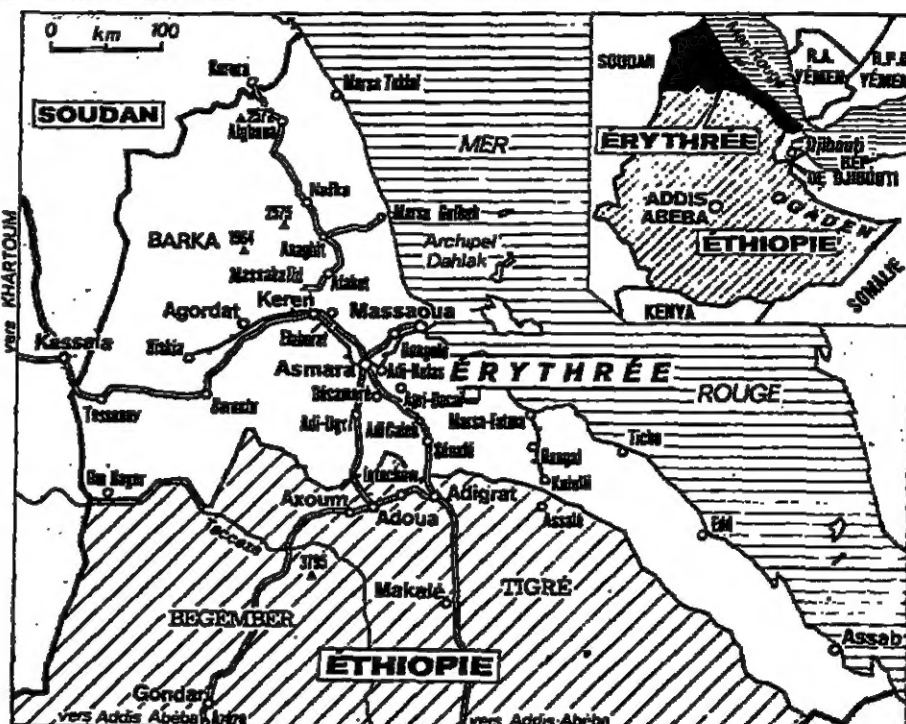
On se bat sans se battre

Gagnons Massawa, le port sur la mer Rouge. Le premier contrôle routier est à la sortie du centre-ville. Il y en aura cinq en tout. Cent

qui transportent l'aide humanitaire. On la décharge sur les quais, mais les sacs de grains crouillent parfois là des mois entiers, jusqu'à ce qu'un bulldozer pousse le tout à la mer, pour faire de la place.

L'autre activité de Massawa, le tourisme, a bien sûr également disparu. De l'autre côté de la ville, on en retrouve les vestiges. Le Red Sea Hotel, par exemple. Ce palace connu dans toute l'Erythrée a été construit, il y a une vingtaine d'années, face au golfe, sous les eucalyptus. Aujourd'hui, la piscine est envasée, et l'on ne branche l'eau courante dans les chambres qu'une demi-heure par jour. La conduite qui descend de la montagne, à vingt-cinq kilomètres de là, est rouillée. Elle n'a jamais été remplacée.

Au milieu des villas rafistolées, la maison toute blanche des Melotti. Ce palais de milliardaires



Au reste, elles ont peu à intervenir : dans cette ville qui compte autrefois une colonie italienne très importante, l'avenue principale, bordée de palmiers, est désertée dès la tombée de la nuit. Quelques généraux en treillis marchent vers les derniers hôtels dans les bords des grandes mosquées se peignent de permis-marcher en bordée. Musique à fond et protestations : les quartiers chauds ne se portent pas mal.

Les escarmouches sont plutôt rares. La dernière vraie alerte remonte au coup d'Etat manqué de mai dernier. Comme à Addis-Abeba, l'armée s'était alors défilée. Les quelques coopérants français et italiens en poste ici se souviennent de ces quarante-huit heures sans sortir, en attendant que la situation bascule dans un camp ou dans l'autre. Curieusement, les Erythréens n'ont pas bougé ce jour-là.

Les troupes stationnées dans cette ville presque tranquille ont une chance relative. Rien à voir avec Gondar ou Karen, où l'on avoie désormais les hommes de l'âge de quinze ans. De pré ou de force. Entre Diré-Dawa et Harar, dans une région paisible du centre de l'Ethiopie, on croise, certains matins, des rassemblements de femmes oromes en pleurs. Elles assistent, impuissantes, au départ de leurs enfants, qui prennent la route, de nuit, par cars entiers. « A Addis, il y a un mendiant à qui je donne régulièrement des pièces de monnaie, raconte un réfugié. Un jour, je ne l'ai plus trouvé. J'ai pensé qu'il l'avait monté sur le front et qu'il ne reviendrait jamais. Mais je l'ai revu un mois plus tard à sa place : il s'était enfui dès son arrivée. » Chaque jour, la télévision et les journaux répètent pourtant, imperturbables, le même message : des milliers de volontaires enthousiastes se joignent à l'effort national pour vaincre les rebelles.

Depuis le temps, Asmara a appris à vivre dans cette demi-guerre. Plus mal. La cité, surnommée autrefois « seconde Rome », porte toutes les marques de la crise économique. Curieuse sensation, en un lieu où tout semble fait pour la douceur de vivre. Les villas noyées sous les fleurs et les palmiers se lézardent peu à peu ;

cinquante kilomètres qui conduisent des hauts plateaux perchés à plus de 2 000 mètres, au niveau de la mer. De temps à autre, on aperçoit encore les restes du chemin de fer construit par les Italiens. Il a été méticuleusement détruit. Là encore, on se bat sans se battre. Les services de sécurité affirment que tous les abords sont minés. A intervalles réguliers, des canons sont pointés vers la montagne mais ce ne sont, la plupart du temps, que des leurres destinés à impressionner l'ennemi.

La route est essentiellement empruntée par les camions qui tentent d'acheminer l'aide humanitaire vers l'intérieur des terres. C'est par là que passe aussi une partie des armes et du carburant. Périodiquement, elle fait donc l'objet de raids éclairs des maquisards érythréens. Derrière les montagnes en terrasses, couvertes de cactus, on entend résonner des rafales de mitrailleuses et des tirs de mortiers.

Comme Saint-Tropez

Plongée dans un brouillard épais dont on ne ressort qu'à quelques kilomètres de Massawa, on découvre alors un spectacle saisissant fait de mosquées éventrées, de palais en ruine, de banlieues détruites. Une digue : la ville est en face, comme à demi immergée dans la mer Rouge.

Si Asmara évoque une cité-fossile, ici on est carrément dans un décor fantôme. « Même pas besoin de couvre-feu, lance un habitant. De toute façon, il n'y a plus personne. » Mélange d'architecture, islamique, italienne et britannique, les superbes façades qui bordent les rues détrempées par la pluie ne sont souvent plus que des squelettes. Sous les arcades qui longent le quai, une épaisse poussière a recouvert les enseignes des anciennes compagnies de fret et de navigation. Seule la statue équestre de l'empereur Haile Sélassié trône encore, fringante. Oubliée là on ne sait trop pourquoi.

« Il n'y a presque plus de trafic dans le port, explique le capitaine d'un cargo. Seulement les navires

n'a pas été nationalisé. L'ancienne propriétaire des brasseries de toute la région y vient encore parfois en vacances.

Sur la route qui mène à la plage, à 10 kilomètres, le chauffeur de taxi a les larmes aux yeux. « Si tu avais connu Massawa avant, c'était comme chez toi Saint-Tropez. On ne trouvait pas une place, le dimanche, sur les terrasses des cafés. Maintenant, on ne voit plus personne. » La route goudronnée est en mauvais état : « Ce sont les chemilles des chars qui l'ont abîmée. » Depuis, une piste a été construite à côté, pour eux. Des hôtels abandonnés et des camps militaires dans un paysage désertique. Tout au bout, il y a le sable, un restaurant qui ne sert plus et une piste de danse, face à la mer.

JEAN-LOUIS ANDRÉ

□ Aide d'urgence contre la famine. — L'Ethiopie accuse un déficit de 1,1 million de tonnes de céréales et a besoin d'une aide alimentaire massive et immédiate pour éviter une grave famine, a affirmé, mercredi 27 décembre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Selon une récente enquête de la FAO, la sécheresse a réduit les récoltes de 80 % en Erythrée et de 50 % en Tigré. « Seul un important effort d'aide internationale évitera beaucoup de morts dans les prochains mois », affirme le communiqué. — (AFP)

le nouvel
**afrique
asie**
numéro
EXCEPTIONNEL

OÙ VA LE SUD !
● CONFLITS ● DETTE
● SIDA
● DÉFORESTATION
● DROGUE
EN VENTE PARTOUT
TEL. 40.22.06.72

Les services ouverts

Les services ouverts... (Text is partially obscured and blurry, but appears to be a list or advertisement related to services.)

Gillet
et son équipe
vous souhai...

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Après son audition par un juge madrilène

Le principal témoin de la tuerie de Castelvieu regagne la France

Ludovic Andouit, vingt-sept ans, recherché après le meurtre de ses parents à Castelvieu, en Gironde (le Monde du 29 décembre), qui s'est présenté au consulat de France à Madrid, devait rentrer en France vendredi 29 décembre. Il a été entendu, jeudi, par un juge d'instruction espagnol, qui ne l'a ni inculpé ni fait écrouer compte tenu de l'incertitude de ses déclarations. Ludovic Andouit reste néanmoins, aux yeux des enquêteurs français, le témoin principal du quadruple crime.

Les autorités espagnoles n'ont pas voulu interférer dans l'information ouverte à Bordeaux. Le jeune homme, qui a manifesté lui-même le désir de rentrer en France, devait probablement être interrogé par les gendarmes dès son arrivée sur le territoire national, où il est l'objet d'un avis de recherche depuis la tuerie de Castelvieu.

Son audition dans les locaux de l'ambassade de France à Madrid par les gendarmes venus de Bordeaux n'a permis d'obtenir de lui que des propos considérés comme extravagants. Décrit comme prostré par le personnel du consulat, il aurait mis en cause des personnes dont l'existence reste douteuse et aurait présenté une version peu crédible des faits.

Ludovic Andouit avait quitté la France par avion, réglant tous ses frais par carte de crédit. Venu spontanément au consulat de France à Madrid, il avait déclaré avoir des « révélations à faire ».

Marc Andouit, soixante et un ans ; sa femme Nicole, cinquante ans ; leur fille Maryse, vingt-six ans et son fils Jérôme, deux ans et demi, avaient été découverts, le mercredi 28 décembre, le crime dénoncé avec un objet contondant.

Près de Creil (Oise)

Agression raciste contre deux Sénégalais

Deux ouvriers d'origine sénégalaise qui attendaient un car à Montataire, dans la banlieue de Creil (Oise), ont été pris à partie, mercredi soir 27 décembre, par les deux occupants d'une voiture, MM. Joli Durand, dix-neuf ans, et Patrick Nikitenko, vingt-quatre ans, tous deux sans profession.

Selon les témoins, les agresseurs, en état d'ivresse, ont crié des injures racistes avant de lancer des pierres et divers projectiles en direction des deux ouvriers. Des collègues de travail de ces derniers se sont alors interposés, mais les

deux hommes sont remontés en voiture pour fonder sur le groupe d'ouvriers.

Les deux agresseurs ont été interpellés peu après par une patrouille de police et placés en garde à vue au commissariat de Creil.

L'un des ouvriers, M. Hamadou Coulibaly, souffrant d'un grave traumatisme crânien, a été hospitalisé. Une incapacité de travail de dix jours a été décernée au second, M. Alioune N'Diaye.

JUSTICE

Incarcérée depuis plus de quatre ans

Simone Weber reste en prison

NANCY de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a décidé, jeudi 28 décembre, pour la septième fois, de maintenir Simone Weber, cinquante-neuf ans, en prison. Simone Weber qui a assisté sur sa demande, à l'audience, est détenue depuis plus de quatre ans. Il lui est reproché d'avoir assassiné son ancien ami Bernard Hettier en juin 1985, puis d'avoir coupé son cadavre à la meuleuse à béton. Elle est aussi inculpée de l'assassinat de son époux, Marcel Fizard, mort subitement en 1981 quelque temps après son mariage.

Beaucoup espéraient, jeudi matin, pouvoir suivre les débats à la chambre d'accusation puisqu'une nouvelle disposition du code de procédure pénale permet aux magistrats d'ordonner la publicité des débats. M. Chevrel, un des nombreux défenseurs de Simone Weber, le souhaitait également.

Mais Simone Weber s'y est opposée refusant de « passer pour une bête curieuse et de subir un procès », a précisé M. Gérard Parentin, un de ses conseils.

Une nouvelle fois, l'avocat général, M. Claude Renaud, s'opposant à la mise en liberté de Simone Weber a estimé que les charges pesant contre elle étaient graves et qu'il fallait, en outre, éviter tout risque d'éventuelles pressions sur les témoins.

Le dossier d'instruction entre dans sa phase finale. Le juge, M. Gilbert Thiel met, en effet, la dernière main à un récapitulatif qui ne compte pas moins de 800 pages et énumère en détail tous les points de ce volumineux dossier criminel. Fin janvier, le magistrat devrait signifier à Simone Weber le contenu de ce récapitulatif. Après quoi, le dossier sera transmis à la chambre d'accusation.

MONIQUE RAUX

Northwest Airlines rend publiques des menaces d'attentat sur le vol Paris-Detroit

La compagnie aérienne américaine Northwest, dont le siège est à Saint-Paul (Minnesota), a annoncé jeudi 28 décembre avoir reçu par téléphone des menaces d'attentat contre son vol du samedi 30 décembre entre Paris et Detroit (Michigan). La compagnie n'a pas annulé le vol, mais elle a renforcé son dispositif de sécurité et, d'autre part, elle a prévenu les cent trente voyageurs qui avaient réservé des places pour samedi qu'ils pouvaient modifier leur réservation, voire changer de compagnie, sans pénalité.

La compagnie n'a pas précisé la teneur de ces menaces, mais celles-ci seraient liées à la condamnation récente de deux Palestiniens à la prison à vie par un tribunal d'Uppsala (Suède) pour une série d'attentats commis à Stockholm, Copenhague et Amsterdam, en particulier un attentat à la bombe contre une synagogue et l'agence locale de Northwest Airlines à Copenhague, qui a fait un mort et vingt-six blessés le 22 juillet 1985.

Selon un porte-parole de l'administration fédérale de l'aviation, les compagnies aériennes reçoivent quelque trois cents menaces de ce genre par an. Mais il avait été vivement reproché à la Panam de ne pas avoir prévenu les passagers qu'elle en avait reçu avant le vol du Boeing détruit par un attentat le 21 décembre 1988 au-dessus de Lockerbie (Ecosse).

EN BREF

■ M^{me} Georges Duflo sous protection policière. — Présidente de la Croix-Rouge française et déléguée générale à la lutte contre la drogue, M^{me} Georges Duflo a été déléguée sous la protection policière. Samedi 23 décembre vers 22 h 30, un inconnu qui s'était introduit dans l'enceinte du domaine de Mont-Rocher, propriété de la famille Duflo, s'est dirigé vers le bureau de M^{me} Duflo et a tiré plusieurs coups de fusil de chasse sur la voiture de M^{me} Duflo et celle de son époux. L'ancien secrétaire d'Etat, chargé de l'économie nationale, de la famille, a affirmé, le 27 décembre, n'avoir « aucun soupçon pour le moment ». Les enquêteurs de la SRPJ de Montpellier ne disposent, d'autre part, d'aucune piste sérieuse.

■ 5 kilogrammes de cocaïne saisis à Roissy. — Les douaniers de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle ont intercepté, à l'arrivée d'un avion d'Air France en provenance de Quito (Equateur), un Espagnol qui transportait 5,4 kilogrammes de cocaïne. Maria Castro-Cabrera, vingt-six ans, demeurant à Madrid, s'apprêtait à repartir pour Madrid. Il avait dissimulé la cocaïne dans les roulettes creuses d'une paire de patins, ainsi qu'à l'intérieur d'une glacière et d'un porte-bouteilles. Maria Castro-Cabrera a été placée en garde à vue dans les locaux de l'Office central de la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCCRTIS).

■ Mouvement de mécontentement à la centrale de Poisy. — Mécontentement de l'absence d'un « véritable repas de Noël », soixante-dix délégués de la centrale de Poisy (Yvelines), ont refusé de réintégrer leurs cellules pendant deux heures, jeudi 28 décembre en début d'après-midi. Après une entrevue avec le sous-directeur et l'échec de l'établissement pénitentiaire, ils ont finalement accepté de regagner leurs cellules vers 15 heures. L'administration s'est engagée à « faire un effort pour le repas de Noël ». Au total, la centrale de Poisy compte trois cents vingt-cinq détenus dont la majorité est restée étrangère au mouvement de protestation.

■ Trente-trois Mirage-2000 commandés par la France. — Le ministre de la défense a passé commande au groupe Dassault de trente-trois Mirage-2000 au titre du budget 1989 de l'armée de l'air française. Cette commande comprend vingt et un Mirage-2000 N (la version du Mirage nucléaire équipé d'armement classiques guidés avec précision) et douze Mirage-2000 DA (de défense aérienne). L'an prochain, la commande française devrait être de vingt-huit Mirage-2000 au total.

■ Un membre officiel sur la mer. — L'Institut français de la mer vient de publier un numéro hors série intitulé « Les Français et la mer ». Cet ouvrage de 130 pages propose une série d'articles et d'études sur l'ensemble des branches de l'activité maritime (marine marchande, océanologie et recherche, tourisme, pêche et cultures marines, protection du littoral et des eaux).

► Institut français de la mer et Nouvelle Revue maritime, 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

SPORTS

VOILE : la course autour du monde en solitaire

Philippe Poupon à la dérive

Les organisateurs de la Vendée Globe Challenge ont connu leur première alerte sérieuse, jeudi 28 décembre, avec le déclenchement des deux balises de détresse de Philippe Poupon (Fleury-Michon) qui occupait la deuxième place de cette course autour du monde en solitaire sans escale. Le navigateur a été repéré vendredi à 9 heures par un avion de l'armée sud-africaine. Il était sur la coque de son bateau, qui s'était retourné, et attendait d'être secouru à la mi-journée par Loick Peyron (Lada-Poch).

Envoyé par le CROSS (Centre de secours et de recherches) d'Etel (Morbihan) et par le commandant du bateau, l'Hercule C 130 de l'armée sud-africaine était arrivé sur zone vendredi 29 décembre, vers 8 heures. A quelque 1100 milles (2000 kilomètres) au sud-est de la ville du Cap, il disposait d'environ deux heures pour localiser le grand monocoque de 60 pieds (18,28 mètres).

Malgré le brouillard et la forte houle poussée par des vents de plus de cinquante nœuds, dans cette zone sinueuse entre les quarantièmes rugissants et les cinquantièmes hurlants, aux confins des océans Atlantique et Indien, une heure a suffi aux sauveteurs pour repérer la

coque retournée de Fleury-Michon sur laquelle avait pris place Philippe Poupon depuis plus de vingt-neuf heures.

C'est jeudi, à 13 heures, que les organisateurs de l'épreuve avaient reçu, via le CLS (collecte localisation satellite) de Toulouse, le premier signal de détresse émis par la balise Argos de Philippe Poupon. Moins d'une heure plus tard, le CROSS d'Etel avait reçu à son tour un signal de détresse envoyé par la balise SARSAT (signal à destination des avions) du bateau.

La situation était jugée grave par les organisateurs. A trente-cinq ans, Philippe Poupon, qui a déjà dépassé par son palmarès son « maître » Eric Tabarly, est en effet l'un des navigateurs les plus expérimentés. La seule certitude était que le Bigouden était alors encore en vie car le signal de détresse de la balise Argos doit être déclenché manuellement.

Les trois émetteurs radio (VHF pour les courtes portées, BUL pour les longues distances et le poste de radio amateur) étaient sans doute noyés puisque contact n'était possible avec lui.

Après être revenu la nuit précédente à 11 milles de Tlousan Lamazou (Ecoreuil-d'Aquitaine), le leader de l'épreuve, les relevés de position par satellite permettaient de constater que le bateau avait perdu 65 milles entre deux rotations et qu'il dérivait à 1,5 nœud, vers le nord-est.

Mais cette zone, dangereuse à cause des icebergs, n'était pas fréquentée par les cargos ou les bateaux de pêche, les organisateurs ont dû attendre les vacations radio quotidiennes, vers 18 heures, pour dérouter d'autres concurrents.

Joint par son routier, Pierre Lasnier (le Monde du 7 décembre), Tlousan Lamazou ne pouvait rebrousser chemin. Après avoir sans doute subi les mêmes coups de vent de plus de 50 nœuds, son bateau avait aussi beaucoup souffert.

Le navigateur berrichon avait eu du mal à affaier sa grand voile blo-

quée par des lattes brisées. Lors d'un empennage, sa colonne de winch avait cédé, provoquant une voie d'eau dans le cockpit. Il naviguait alors sous trinquette et foc tangonné, et ne pouvait envisager de progresser au près, contre le vent et les déferlantes, pour rejoindre Poupon.

En revanche, Loick Peyron, le poursuivant le plus proche, à quelque 130 milles, se déroulait aussitôt, imité par Alain Gauthier (Generali Concordia), Pierre Folienfant (TBS Charente-Maritime), Jean-Luc Van den Heede (S615-Mer) et Philippe Jeantot (Crédit-agricole). Loick Peyron était attendu dans la zone du naufrage vendredi en fin de matinée pour recueillir Philippe Poupon.

GÉRARD ALBOUY

■ Rallye Paris-Tripoli-Dakar : abandon de Patrick Tambay. — L'ancien pilote de Formule 1, Patrick Tambay, associé à Dominique Lemoine, a abandonné, jeudi 28 décembre, dans l'étape de liaison entre Tripoli et Sabratha (Libye). Le moteur Porsche qui équipait la Lada Samara est à l'origine de l'abandon.

LES HEURES DU STADE

ATHLÉTISME

Corrida de Houillies. — Samedi 30 décembre.

AUTO-MOTO

Rallye Paris-Tripoli-Dakar. — Jusqu'au mardi 16 janvier (la 5, tous les jours, arrivée de l'étape vers 18 h 30 et résumé vers 22 h 15).

BASKET-BALL

Tournoi de Noël. — Finale le samedi 30 décembre à Paris. (A2 à 14 h 45).

BOXE

Championnat d'Europe des poids welters, Fernandez-Le Rocca. — Samedi 30 décembre à Amiens (Canal + à 22 heures).

RUGBY

Coupe des provinces. — Finale : Côte basque-Pyrénées, samedi 30 décembre à Nîmes (Canal + à 15 h 30).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Europe, snc,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Taper LEMONDE

ou 36-15 - Taper LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-35-91-92 ou 45-25-91-71

Téléc : MONTESUY 206 136 F

Inscriptions de « Monde »

L. M. Gauthier

MONTESUY

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au (1) 42-47-98-72

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index de Monde au (1) 42-47-98-72

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

1 an

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINUTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés que proviennent : nos abonnés sont invités à fournir leur dernière deux adresses avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

FONTE PAYS : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

WALTER BENJAMIN PARIS

CAPITALE DU XIX^{SIÈCLE}

Le livre des Passages

Livre-océan, labyrinthe inachevé, les passages de Walter Benjamin, parut enfin en français.

J.M. Pothier / L'Édition

... le projet le plus fou de cet écrivain hors normes... restera comme l'une des œuvres les plus énigmatiques de l'entre-deux-guerres.

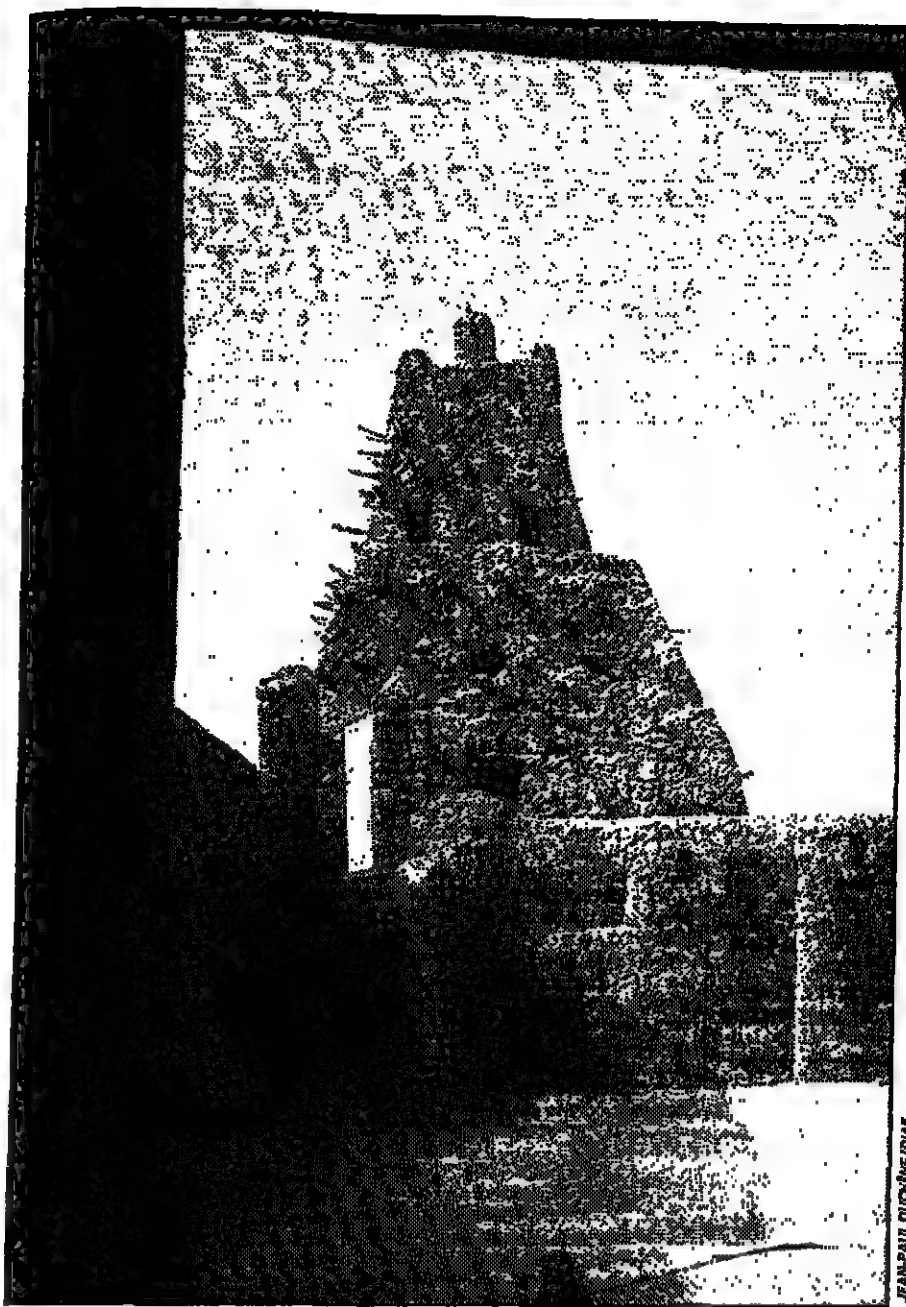
P. Ory / Le Nouvel Observateur

cert

Institut français de la mer et Nouvelle Revue maritime, 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

JPM 100 150

SANS VISA



*Cité de terre crue levée
à la verticale d'un astre
parmi les dunes
du désert malien,
Tombouctou ne dresse
contre les sables
du temps
que son passé
et son nom*

Tombouctou l'oubliée

La voici enfin, Tombouctou. Depuis le temps qu'elle se laissait désirer, cachée au bout du monde, sous les pas perdus des premiers explorateurs. Il a fallu quitter Bamako et l'ombre de ses cédraux, longer les murs de Ségon, tendre l'oreille à la musique discrète du fleuve Niger, manquer mille fois de se rompre ou de se perdre sur les pistes brouillées par le vent; puis elle est apparue, inattendue, sans murailles, offerte, ouverte, parsemée de vieilles entrailles.

La voici enfin, Tombouctou, sous la lumière du soir, couleur de chair, nue. Trompante vision d'une cité de terre crue, née d'une pâte céleste, levée à la verticale d'un astre. Tombouctou, la cité mystérieuse aux trois cent trente-trois saints, peut-être encore s'en remettre à un seul de ses protecteurs ?

Le désert avance et l'entoure comme l'annonce d'une mort prochaine. Les siècles l'ont égrenée avec la minutie obstinée du sablier. Reste la foi. Trois grandes mosquées, Babel pyramidales, hérissées de branches tordues (on dirait, la nuit, des canons), gardent son âme en islam. Pour la prière du vendredi, jeunes et vieux affluent à

l'appel du muezzin, chapelet en main, derrière les piliers en banco - argile et sable - de la mosquée de Djinguerber. C'est la pierre de touche de Tombouctou, le point de fusion entre le Coran et cette terre de rien modelée - en 1325 - par un architecte grenadin, poète et fin lettré, que l'empereur du Mali ramena d'un pèlerinage à La Mecque.

Surgit une masse sombre et de guingois, Sankoré, la mosquée-école, reine des universités coraniques quand Tombouctou brillait jadis, capitale afro-musulmane, superbement enclavée déjà, mais tellement fréquentée. Grande est Sankoré. Un imam l'a reconstruite au seizième siècle, aux dimensions du sanctuaire sacré, la Kaaba de La Mecque, mesurée à l'aide d'une cordelette.

Soleil
Tamizé

Mais il faut un autre point cardinal au visiteur désorienté. Il reprendra ses esprits à l'ombre de la mosquée de Sidi-Yaya, protégée par sa tour crénelée qui lui donne l'apparence, incongrue ici, d'un édifice médiéval. Elle abrite l'un des saints les plus aimés de Tom-

bouctou. La ville l'attendit pendant quarante ans et le reçut comme un sauveur. Mais qui, à présent, sauvera les vingt mille Tombouctouens, repliés sur leur passé, encore persuadés que leur cité est demeurée le centre du monde ? Suprême isolement, suprême ignorance.

L'obscurité gagne les ruelles. On se raperait les coudes contre les murs. De petites lampes à pétrole s'allument, pavées à une allée de deux follets. Réfugiés dans leurs maisons cubiques, les bourgeois lisent à cette lueur tremblotante, peut-être des récits de grandeur. A moins qu'ils ne visionnent un film de karaté sur leur vidéo, seule compromission de Tombouctou avec la modernité.

D'autres lumières, au coin des plus vieilles rues. Ce sont de minuscules fours coniques à gueule rouge, d'où sortent des pains immanquables, craquant de sable. Quelques flaques, miroirs éteints, témoins de pluies oubliées, servent de lavoir.

Mais impossible de dévisager ces femmes à peine appâchées, trop vite disparues, voilées, cloîtrées. Seulement les enfants et à peine les hommes aux longues silhouettes enturbannées, qui portent chacun une part du mystère de la cité.

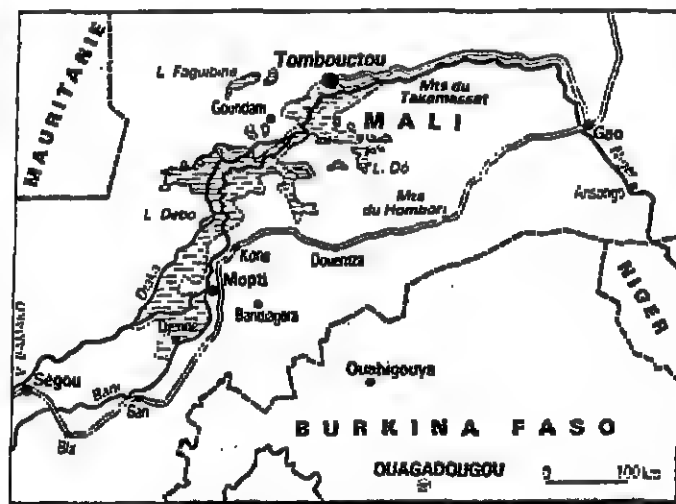
Tout est enfoui, enfai. Sauf le bel hier du « puits » (sin) près duquel une dame du temps passé, Bouctou, s'installa en compagnie d'une poignée d'esclaves noirs, pour le salut des caravaniers et des aventuriers du désert. « Tombouctou, la musulmane, la ville dont le sol n'a jamais été souillé par le culte des idoles » (1) a conservé dans son centre Ahmed-Baba plusieurs milliers de manuscrits, vestiges de son rayonnement intellectuel. Qui se rendrait sur les dunes voisines, une pelle à la main, découvrirait sans doute des livres perdus. Ou surprendrait sur les chemins de sable quelques vieux rêveurs, las de pousser leurs pions sur des damiers d'antan, pensant au thé du soir.

Akourou,
chef des artisans

Place de l'Indépendance s'est figé le cheval blanc d'Al Faraok, combattant valeureux, libérateur de Tombouctou. Il est allé, galopant vers le ciel. Mais certains affirment que la nuit, vers deux heures du matin, il hante la ville, trotte et tourne en rond, avant de s'assagir aux premières blancheurs de l'aube. Tombouctou retrouve son calme ouaté.

Restaurée en pierres d'Alhore, simili-granit, la maison à étage de René Caillé, sanctuaire sans lumière, aux rares fenêtres. Petite déception : 45 000 kilomètres parcourus depuis l'Année pour disparaître, l'espace d'une convalescence, sous cet alignement de pierres palottes, tout juste accueillantes. Exténué, Caillé trouva Tombouctou moins belle que dans les récits de ses érudits arabes. Il ne fut pas le seul. « On sont les coupables ruisselantes, les sacs de poudre d'or et d'ivoire, les caravanes dont parlent les livres ? » s'étonnait Paul Morand, de passage dans la ville en 1928. Albert Londres, qui marchait sur ses pas, lui a répondu : « Qu'ont donc les blancs contre la cité fameuse ? Tous y sont allés pour voir le mystère et parait-il ne l'ont point vu. Le mystère ne se voit pas, mes amis. Il se sent. Il s'exprime sans voix, comme un sourd-muet. »

Un seul mystère vaut d'être élucidé. Comment vivre à Tombouctou, loin de tout ? Trois années durant, on n'a plus entendu le moteur d'un avion, sauf celui, crachotant, du vol militaire hebdoma-

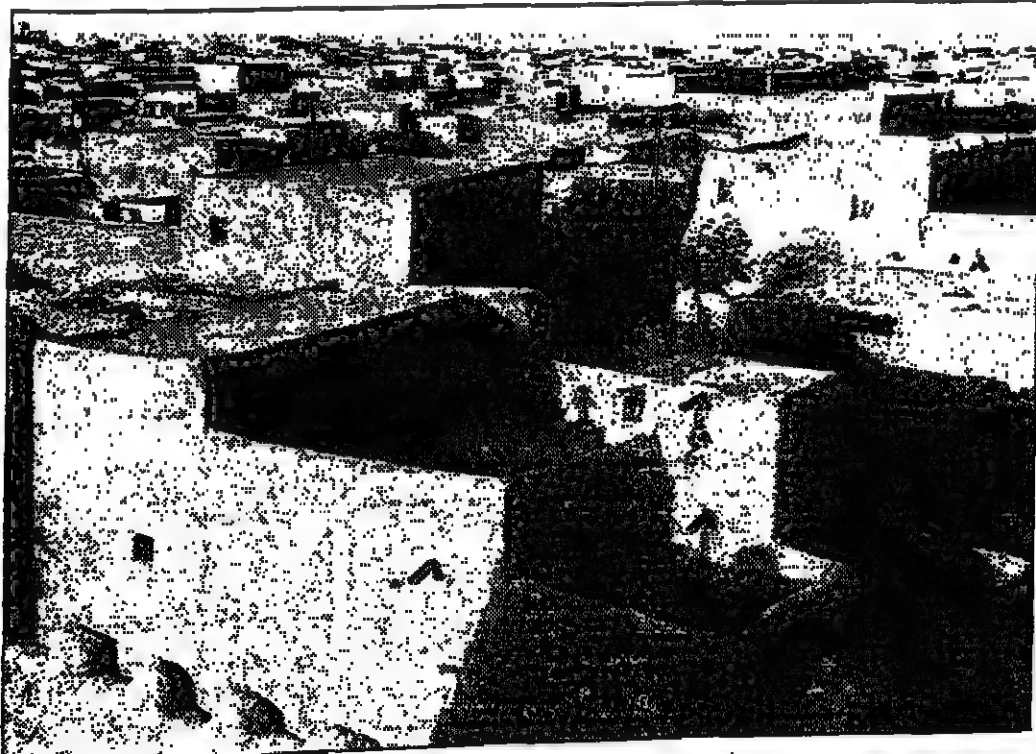


daire. Cordonniers et forgerons, tissiers et maroquiniers, les artisans se sont fédérés sous la houlette du Bureau international du travail, pour offrir aux rares escouades de touristes les aricles du Tombouctou éternel. Sandales de cuir et tapis muraux, cadenas tamacheks, sabres, sacs et coiffeaux, boucles d'oreilles, colliers et

bracelets en « or » de Tombouctou, une paille de riz mur teinte au miel.

ÉRIC FOTTORINO
Lire la suite page 12

(1) Tombouctou, éditions du Comité de jumelage Saintes-Tombouctou, 250 F.

A bord d'Avianca
destination soleil

Vous êtes au-dessus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous pouvez apercevoir la mer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Colombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses lignes.

Décembre
La Feria de Cali
Janvier
Les plages de Cartagena
Février
Le Carnaval de Barranquilla

Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine.



AVIANCA
9, bd de la Madeleine
75001 PARIS
Tél. : 42 60 35 22



SANS VISA

LA TABLE

Mon chef du siècle

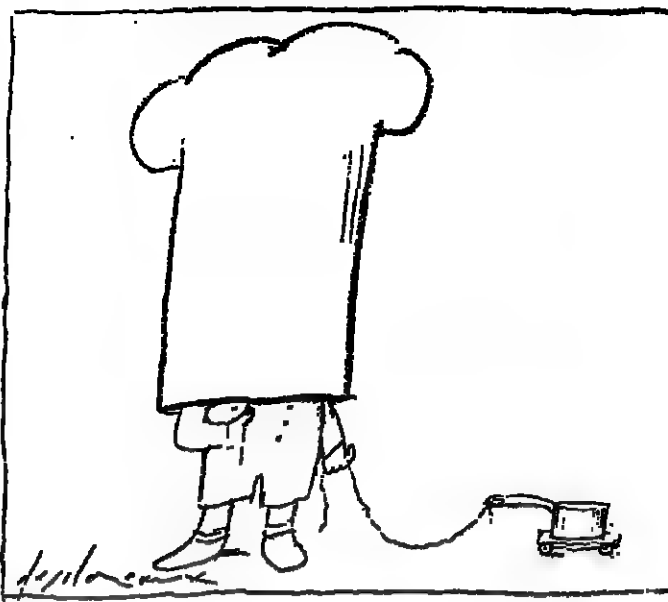
ETRANGE époque où tout est bon pour accrocher le chaland, où le public demande moins de certitudes que d'émoussée à sensation!

Donc, au seuil de cette année 1990, voilà que l'on nous propose déjà les chefs du siècle. On peut penser que c'est vers les années 2010 ou 2020 que l'on pourrait seulement, en toute honnêteté, désigner le chef ayant le mieux marqué notre siècle. Car peut-être existe-t-il, aujourd'hui inconnu, un gîte-sauce de vingt ans qui, avant l'an 2000, se manifesterait dans toute sa gloire, remettant tout en question?

Qui aurait osé dire, sous Louis XIV, que Molière était l'homme de théâtre du siècle? Et au dix-septième, qui eût-on osé choisir, de Rubens ou de Rembrandt, comme peintre du siècle?

On vient de rééditer le *Journal des Goncourt*. Admirable document sur le siècle dernier. Mais, de tous ces hommes de lettres cités qui, à l'époque, eussent peut-être été retenus comme du siècle, combien sont aujourd'hui oubliés? En vérité, il convient de prendre un peu de recul, me semble-t-il, et admettre un temps de décanatation. Passons.

Quel fut, en France, le premier cuisinier de son siècle? Fut-ce Guillaume Tirel (*Le Taillevent*)? Et, après lui, doit-on sauter directement à



Carême? Oublier Laguière, qui « mettait du génie dans ses sauces » (Carême disait)?

Et ensuite? Qui fut le chef du dix-neuvième siècle?

On songe à Escoffier, bien sûr, mais il ne faudrait pas oublier Nizanon, qui, des cuisines du tsar termina chez Larue, et fut un bel écrivain de la table, qui mieux est. Et d'autres? Frédéric Delair, qui

accommoda le canard à sa manière, on retrouve la recette à la Tour d'Argent, ou Magny, qui traita Renan, Flaubert, les Goncourt, George Sand...

Et depuis 1900? Le cher Paul Bocuse, qui fut son élève, ne me contredira point si je cite Fernand Point (« *Lorsqu'on parle cuisine, un Point, c'est tout* », disait Sacha Guity), mais je n'oublierai point le grand Alexandre Dumas (qui fut

un élève de Bardin, qu'il citait comme « le maître du légume », et nous donna un jour, à René Lasserre et à moi, une leçon « d'épigramme en branches »), ni le « père » Pic à Valence, ni bien d'autres.

Faudra-t-il aussi nommer une cuisinière du siècle?

Les fameuses poulardes lyonnaises plaident en faveur de la mère Filhoux, qui fut l'ancêtre des « mères » (et là encore Paul Bocuse se me contredira point). Bocuse, qui est notre ambassadeur de la cuisine, vous citerait sans doute des chefs étrangers (comme Pierre Wynnans à Bruxelles) dignes de leur siècle. Mais personne ne s'aviserait de citer Jules Maincave. Qui même connaît son nom dans les cercles culinaires? Ce jeune cuisinier, mort à la guerre de 14-18, voulait faire... de la nouvelle cuisine et a laissé quelques recettes éponouillantes. J'y reviendrai. En attendant, on peut aussi regretter que le nom de Raymond Oliver, créateur de tant de plats « pour ses amis », ne vienne point à l'esprit des marchands de génie. Avec d'autres. Ce qui n'ôte point à la valeur des lauriers.

Pour mon goût, je proclamerais volontiers cuisinier du siècle un malin qui ne confond point l'esprit de finance et l'esprit de finesse, refuse les cartes truquées et les dés pipés: j'ai nommé Claude Peyrot.

Du Pharois, vous ne l'ignorez pas. LA REYNIERE

SEMAINE GOURMANDE

NAPOLÉON CHAIX

Sur les terrains appartenant autrefois (mais il y a longtemps!) à ce M. Napoléon Chaix, qui devint un industriel et qui fut en train de se constituer pour des milliers d'appartements, André Fousse, le gendre pingot devenu coureur cycliste, artiste de l'écran, tout-persien de première, peut se réjouir: il trouvera de futurs clients pour son restaurant, bien particulier. Bien particulier pour sa franchise nourrice mais aussi pour son ambiance copain, avec le plat du jour (110 F), confit sauce bordelaise du lundi, travers de porc braisé au cidre du mardi, daube de bœuf en civet haricots rouges du mercredi, andouillette du jeudi, suprême de volaille farci aux pâtes fraîches du vendredi. Bonnes entrées et poissons selon arrivage et de nombreuses viandes (excellent rognon de veau à la fondue de légumes), desserts de famille et cave de patron gourmand. Le chef, ancien second de Michel Oliver, semble parfaitement en accord avec la gentillesse de cette cuisine, le sourire de M^{me} Fousse, les blagues chélieuses du « tailleur ». Compter: 400 F.

► **NAPOLÉON CHAIX**
46, rue Balard, 75015 Paris.
Tél.: 45-54-09-00.
Fermé dimanche.
Carte bleue.

LES VENDANGES

Michel et Guy nous avaient conduits au Sorbétier (place Bergson) par la gentillesse de leur accueil et de leur carte. Les voici, après une année sabbatique trop longue, sur la rive gauche, bien installés dans cette claire petite maison. Guy a trouvé, pour le second en cuisine, un jeune garçon de talent. Et la carte reste fidèle à l'origine de terroir des deux patrons: archaïsme du Périgord en gelée, gratons de canard, salade de merguez fumée aux lentilles, omelette aux chèvres ou aux truffes, tranchée d'escargots arrosée, cèpes à l'ail, foies gras, avant quelques poissons (morue fraîche aux échalotes), et bien entendu cassoulet, confit, magret aux deux pommes. Jolis desserts avec un soufflé glacé au vin de noix et la célèbre flûte de pépère. Vins notamment régionaux. Service soignant de deux jeunes personnes: Françoise et Marie (aux beaux yeux bleus... de Bresse!). Bref une très bonne maison de quartier, à deux pas de la porte d'Orléans, avec des additions à 200/250 F.

► **LES VENDANGES**
40, rue Friant, 75014 Paris.
Tél.: 45-39-59-58.
Fermé samedi midi et dimanche.
Salon: 12/15 couverts.
Carte bleue.
Parking au n° 38 de la rue.

Commandez votre
CHAMPAGNE DES FÊTES
Priorité à la qualité
Expérience de la différence
Alcôve en journée de châteaux
Cuvée appréciée des amateurs

CHAMPAGNE DU RÉDEPTEUR
Médaille 83
BLANC DE BLANCS BRUT
Toutes cuvées traitées sur demande.
CL. ENRIQUE & Les Alancachs
51480 VENTEUIL (près Epervay)
Tél.: (01) 26-55-48-37.

Bouchard Père & Fils
92, boulevard de la République
75011 Paris
Tél.: 46-05-71-19
Fax: 46-05-71-20

au Château
11200 Reims
Tél.: 80-22-14-41
Fax: 80-22-14-42
Doc. LM sur demande

Pure...
Fine, fraîche
et particulièrement pure,
VOLVIC accompagne
les meilleurs
plats de Paris.

À LA MARÉE
Paris 8^e

VOLVIC

VOYAGES

Tombouctou l'oubliée

Suite de la page 11

Il est majestueux, Akourou, le chef des artisans, enveloppé dans son boubou blanc. Il regrette le manque de clients. Et la concurrence déloyale exercée par les margoulins, qui vendent sous un faux label de la ville de Méditerranée articles au marché « rose » de Bamako. Les chameliers des caravanes de sel lui échappent de temps à autre un bouchon. Le regrette le manque de clients. Et la concurrence déloyale exercée par les margoulins, qui vendent sous un faux label de la ville de Méditerranée articles au marché « rose » de Bamako. Les chameliers des caravanes de sel lui échappent de temps à autre un bouchon. Le regrette le manque de clients. Et la concurrence déloyale exercée par les margoulins, qui vendent sous un faux label de la ville de Méditerranée articles au marché « rose » de Bamako. Les chameliers des caravanes de sel lui échappent de temps à autre un bouchon.

Pour ceux qui restent, le secret de la survie est en bordure du fleuve, sur la plaine de Koromédi. Six cents hectares de rizières irriguées alimentent la cité. Les mers intérieures du Niger se sont retirées, mais l'eau apporte ses bienfaits aux citadins que la nécessité a transformés en paysans d'occasion. D'immenses trous creusés en entonnoir renferment, tels des joyaux, les légumes vainqueurs du sable, tomates et concombres, salades et courgettes, mystères de la nature et espoirs dans la vie. Tombouctou se couvrait, jour après jour, que son histoire la préservera de l'oubli. Tombouctou s'écroule d'un petit bout de monde, réfugié sur son tas de sable, tantôt berceau, tantôt tombeau, mais sûr de son salut au-delà.

« La sel vient du Nord, l'or vient du Sud, l'argent vient du pays des Blancs », assure un très ancien proverbe.

ÉRIC FOTTORINO

Carnet de route

Il n'est pas nécessaire de connaître les souffrances physiques qu'endure en son temps René Caillé pour atteindre Tombouctou. Il faut en revanche s'armer de patience et se convaincre d'embellie que la Cité Mystérieuse reste difficile d'accès. La faille de la compagnie nationale Air Mali a entraîné depuis trois ans l'interdiction des vols réguliers entre Bamako et Tombouctou. Depuis quelques mois, deux avions d'Air Gambie effectuent la liaison. C'est en principe au début de 1990 qu'une nouvelle compagnie malienne devrait voir le jour et reprendre ses dessertes régulières vers la ville « du bout du monde ».

Atterrir à Tombouctou une heure et demie après avoir quitté Bamako est sans doute la solution de facilité — à condition de réserver sa place longtemps à l'avance. Mais l'avion interdit de profiter de la lente évolution des paysages, du touffu vers le clairsemé, du vert soutenu vers l'ocre et l'orange, aride, dénudé mais splendide. Pour qui veut mériter Tombouctou au départ de la capitale malienne, deux itinéraires sont possibles, à condition d'être équipé pour rouler sur le sable. Le premier, le plus long, est un ruban continu de bitume, bordé de baobabs et de rochers géants, qui mène jusqu'à Gao, après un périple d'un millier de kilomètres, une halte à Mopti et un détour par la merveilleuse Djenné. Une fois passé le bac à Gao, le plus dur reste à faire: dix heures de piste en creux et bosses, où la vitesse est à proscrire.

L'autre parcours passe par la célèbre Ségou, pique sur Niamey et abandonne prudemment le goudron pour une bonne journée et demie de piste. Il faut prévoir de

passer une nuit en brousse, à la belle étoile, de préférence sous le crâne d'une moustiquaire. Criqueux et chateaux sont de la partie, les uns de pierre, les autres de loam. Les habitants portent sur eux la pierre noire (en fait, de l'os calciné travaillé par les pères blancs...) pour se prémunir contre les piqures de serpent ou de scorpion. Il faut être bien vivant, avoir l'œil vif et les reins solides pour découvrir, au détour d'une dune, la vieille cité. On peut choisir son supplice, entre la Land-Rover, l'autobus ou le taxi-brousse. Le chameau est à déconseiller, au-delà du cliché-souvenir.

Descendre le fleuve par Mopti et, en période de hautes eaux, jusqu'à Gao, est une équipée plus calme. Mais dans tous les cas, il faut goûter au sable avant d'accoster à Tombouctou. Le mystère de la ville, c'est bien la piste qui mène.

► La compagnie Minerve et Uniclam (11, rue du 4-Septembre, 75002 Paris, tél.: 40-15-97-07) est agence de voyages reliant Paris à Bamako (départ tous les 15 jours, le lundi, retour le mardi) au prix de 2 480 F les 26 février, 26 mars et 23 avril, sinon 2 980 F.

167, Quai de Voltaire
75001 Paris

Ensemble STRINGS and Co
dirigé par Stefan Maria Lang
Chanteur lyrique
Alexandre Marchal
Soirée viennoise du nouvel an
MENU GASTRONOMIQUE: 880 F
par pers. champagne compris
Sur réservation - Tél.: 40-38-09-57

167, Quai de Voltaire
75001 Paris

GASTRONOMIE

BEVILLON DE LA SAINT-SYLVESTRE
Menu traditionnel
Vin et champagne compris
Animation: danseuse orientale
550 F
SANTAMARIA
15, rue Léon-Jost 75017 Paris
Réservation: 42-67-27-99.

**POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ**
Si bonne cuisine française
et ses soufflés
MENU à 190 F NET
38, rue du MONT-THABOR
(près de la place Vendôme)
22^e ANNEE
Réservation: 42-60-27-19. F. de

+ SUISSE LA BONNE ADRESSE

Hôtel MONSIEUR - CH-1864 Vers-Frédère - Les Diablerets.
Tél.: 1941/25/53 10 13.
Hôtel 20 lits. - Prix: pension complète 60 FS; demi-pension 48 FS.
Dortoir 60 lits. - Prix: pension complète 40 FS; demi-pension 30 FS.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE *NN**
5, rue Jean-Jarvis - 06400 CANNES
Tél.: 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 150 mètres du Palais des congrès,
climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-62-56 - Tél. 470 418.
Tél. 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-68-39-60
Plaisirs de mer, calme,
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur câble;
téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

HOTEL LA MAISON DE GAUDISSART
Stage ski de fond, randonnée, peau de
phoque (16) 92-45-83-25.

07610 USCLADES-RIEUTORD

SKI DE FOND-ORIENT-ALP-PIN
SUR LE HAUT PLATEAU ARDÉCHEN
FERME DE LA MESE 07610
USCLADES-RIEUTORD 75-38-46-44.

05360 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste
fond. Plus bel coin d'Europe 3040 m.

LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
App. et chambres avec cuisinette. Grill
de 650 F à 1.500 F/pers./sej.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Au départ des pistes de fond, demi-
pension à partir de 1.400 F/pers./sej.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 F à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

SUD-EST

Paris/4 h par TGV (Montfimer). Site
except. micro-climat, prom., muséol.
UVA, sauna. Cuis. à votre goût. On ne
fume pas à table. Cibles gd. tél. prix
d'hiver. Mireille Colombes, tél.: 75-26-
12-89. Auberge du vieux village
d'Aubres 26110 Nyons - Fax: 75-26-
36-10.

TOURISME

SKI DE FOND

HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers.
maxi) dans ferme du XVIII^e s. confort-
ablement rénovée, chamb. av. s. de bain,
w.-c., table d'hôte, cuis. mijoteuse et légèr.,
pauv. maison cuit au feu de bois.
Ambiance sympathique.
De 2.200 F à 2.700 F par pers. et sem.
et compris, pension complète + vin,
moins et matériel de ski.
Tél. (0) 81-38-22-51 ou écrire:
LE CHET L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT

échecs

LA FAILLIE

bridge

RESSOURCE

cames

INCISIVE

mots

croisés

SANS VISA JEUX

échecs

N° 1365

LA FAILLIE

(Tournoi international de Belgrade, novembre 1989)
Blancs : L. LJUBJEVIC
Noirs : G. KASPAROV
Difficulté : 10/10

1. f4 c5 2. f3 d5 3. f5 e6 4. f6 e7 5. f7 e8 6. f8 e9 7. f9 e10 8. f10 e11 9. f11 e12 10. f12 e13 11. f13 e14 12. f14 e15 13. f15 e16 14. f16 e17 15. f17 e18 16. f18 e19 17. f19 e20 18. f20 e21 19. f21 e22 20. f22 e23 21. f23 e24 22. f24 e25 23. f25 e26 24. f26 e27 25. f27 e28 26. f28 e29 27. f29 e30 28. f30 e31 29. f31 e32 30. f32 e33 31. f33 e34 32. f34 e35 33. f35 e36 34. f36 e37 35. f37 e38 36. f38 e39 37. f39 e40 38. f40 e41 39. f41 e42 40. f42 e43 41. f43 e44 42. f44 e45 43. f45 e46 44. f46 e47 45. f47 e48 46. f48 e49 47. f49 e50 48. f50 e51 49. f51 e52 50. f52 e53 51. f53 e54 52. f54 e55 53. f55 e56 54. f56 e57 55. f57 e58 56. f58 e59 57. f59 e60 58. f60 e61 59. f61 e62 60. f62 e63 61. f63 e64 62. f64 e65 63. f65 e66 64. f66 e67 65. f67 e68 66. f68 e69 67. f69 e70 68. f70 e71 69. f71 e72 70. f72 e73 71. f73 e74 72. f74 e75 73. f75 e76 74. f76 e77 75. f77 e78 76. f78 e79 77. f79 e80 78. f80 e81 79. f81 e82 80. f82 e83 81. f83 e84 82. f84 e85 83. f85 e86 84. f86 e87 85. f87 e88 86. f88 e89 87. f89 e90 88. f90 e91 89. f91 e92 90. f92 e93 91. f93 e94 92. f94 e95 93. f95 e96 94. f96 e97 95. f97 e98 96. f98 e99 97. f99 e100 98. f100 e101 99. f101 e102 100. f102 e103 101. f103 e104 102. f104 e105 103. f105 e106 104. f106 e107 105. f107 e108 106. f108 e109 107. f109 e110 108. f110 e111 109. f111 e112 110. f112 e113 111. f113 e114 112. f114 e115 113. f115 e116 114. f116 e117 115. f117 e118 116. f118 e119 117. f119 e120 118. f120 e121 119. f121 e122 120. f122 e123 121. f123 e124 122. f124 e125 123. f125 e126 124. f126 e127 125. f127 e128 126. f128 e129 127. f129 e130 128. f130 e131 129. f131 e132 130. f132 e133 131. f133 e134 132. f134 e135 133. f135 e136 134. f136 e137 135. f137 e138 136. f138 e139 137. f139 e140 138. f140 e141 139. f141 e142 140. f142 e143 141. f143 e144 142. f144 e145 143. f145 e146 144. f146 e147 145. f147 e148 146. f148 e149 147. f149 e150 148. f150 e151 149. f151 e152 150. f152 e153 151. f153 e154 152. f154 e155 153. f155 e156 154. f156 e157 155. f157 e158 156. f158 e159 157. f159 e160 158. f160 e161 159. f161 e162 160. f162 e163 161. f163 e164 162. f164 e165 163. f165 e166 164. f166 e167 165. f167 e168 166. f168 e169 167. f169 e170 168. f170 e171 169. f171 e172 170. f172 e173 171. f173 e174 172. f174 e175 173. f175 e176 174. f176 e177 175. f177 e178 176. f178 e179 177. f179 e180 178. f180 e181 179. f181 e182 180. f182 e183 181. f183 e184 182. f184 e185 183. f185 e186 184. f186 e187 185. f187 e188 186. f188 e189 187. f189 e190 188. f190 e191 189. f191 e192 190. f192 e193 191. f193 e194 192. f194 e195 193. f195 e196 194. f196 e197 195. f197 e198 196. f198 e199 197. f199 e200 198. f200 e201 199. f201 e202 200. f202 e203 201. f203 e204 202. f204 e205 203. f205 e206 204. f206 e207 205. f207 e208 206. f208 e209 207. f209 e210 208. f210 e211 209. f211 e212 210. f212 e213 211. f213 e214 212. f214 e215 213. f215 e216 214. f216 e217 215. f217 e218 216. f218 e219 217. f219 e220 218. f220 e221 219. f221 e222 220. f222 e223 221. f223 e224 222. f224 e225 223. f225 e226 224. f226 e227 225. f227 e228 226. f228 e229 227. f229 e230 228. f230 e231 229. f231 e232 230. f232 e233 231. f233 e234 232. f234 e235 233. f235 e236 234. f236 e237 235. f237 e238 236. f238 e239 237. f239 e240 238. f240 e241 239. f241 e242 240. f242 e243 241. f243 e244 242. f244 e245 243. f245 e246 244. f246 e247 245. f247 e248 246. f248 e249 247. f249 e250 248. f250 e251 249. f251 e252 250. f252 e253 251. f253 e254 252. f254 e255 253. f255 e256 254. f256 e257 255. f257 e258 256. f258 e259 257. f259 e260 258. f260 e261 259. f261 e262 260. f262 e263 261. f263 e264 262. f264 e265 263. f265 e266 264. f266 e267 265. f267 e268 266. f268 e269 267. f269 e270 268. f270 e271 269. f271 e272 270. f272 e273 271. f273 e274 272. f274 e275 273. f275 e276 274. f276 e277 275. f277 e278 276. f278 e279 277. f279 e280 278. f280 e281 279. f281 e282 280. f282 e283 281. f283 e284 282. f284 e285 283. f285 e286 284. f286 e287 285. f287 e288 286. f288 e289 287. f289 e290 288. f290 e291 289. f291 e292 290. f292 e293 291. f293 e294 292. f294 e295 293. f295 e296 294. f296 e297 295. f297 e298 296. f298 e299 297. f299 e300 298. f300 e301 299. f301 e302 300. f302 e303 301. f303 e304 302. f304 e305 303. f305 e306 304. f306 e307 305. f307 e308 306. f308 e309 307. f309 e310 308. f310 e311 309. f311 e312 310. f312 e313 311. f313 e314 312. f314 e315 313. f315 e316 314. f316 e317 315. f317 e318 316. f318 e319 317. f319 e320 318. f320 e321 319. f321 e322 320. f322 e323 321. f323 e324 322. f324 e325 323. f325 e326 324. f326 e327 325. f327 e328 326. f328 e329 327. f329 e330 328. f330 e331 329. f331 e332 330. f332 e333 331. f333 e334 332. f334 e335 333. f335 e336 334. f336 e337 335. f337 e338 336. f338 e339 337. f339 e340 338. f340 e341 339. f341 e342 340. f342 e343 341. f343 e344 342. f344 e345 343. f345 e346 344. f346 e347 345. f347 e348 346. f348 e349 347. f349 e350 348. f350 e351 349. f351 e352 350. f352 e353 351. f353 e354 352. f354 e355 353. f355 e356 354. f356 e357 355. f357 e358 356. f358 e359 357. f359 e360 358. f360 e361 359. f361 e362 360. f362 e363 361. f363 e364 362. f364 e365 363. f365 e366 364. f366 e367 365. f367 e368 366. f368 e369 367. f369 e370 368. f370 e371 369. f371 e372 370. f372 e373 371. f373 e374 372. f374 e375 373. f375 e376 374. f376 e377 375. f377 e378 376. f378 e379 377. f379 e380 378. f380 e381 379. f381 e382 380. f382 e383 381. f383 e384 382. f384 e385 383. f385 e386 384. f386 e387 385. f387 e388 386. f388 e389 387. f389 e390 388. f390 e391 389. f391 e392 390. f392 e393 391. f393 e394 392. f394 e395 393. f395 e396 394. f396 e397 395. f397 e398 396. f398 e399 397. f399 e400 398. f400 e401 399. f401 e402 400. f402 e403 401. f403 e404 402. f404 e405 403. f405 e406 404. f406 e407 405. f407 e408 406. f408 e409 407. f409 e410 408. f410 e411 409. f411 e412 410. f412 e413 411. f413 e414 412. f414 e415 413. f415 e416 414. f416 e417 415. f417 e418 416. f418 e419 417. f419 e420 418. f420 e421 419. f421 e422 420. f422 e423 421. f423 e424 422. f424 e425 423. f425 e426 424. f426 e427 425. f427 e428 426. f428 e429 427. f429 e430 428. f430 e431 429. f431 e432 430. f432 e433 431. f433 e434 432. f434 e435 433. f435 e436 434. f436 e437 435. f437 e438 436. f438 e439 437. f439 e440 438. f440 e441 439. f441 e442 440. f442 e443 441. f443 e444 442. f444 e445 443. f445 e446 444. f446 e447 445. f447 e448 446. f448 e449 447. f449 e450 448. f450 e451 449. f451 e452 450. f452 e453 451. f453 e454 452. f454 e455 453. f455 e456 454. f456 e457 455. f457 e458 456. f458 e459 457. f459 e460 458. f460 e461 459. f461 e462 460. f462 e463 461. f463 e464 462. f464 e465 463. f465 e466 464. f466 e467 465. f467 e468 466. f468 e469 467. f469 e470 468. f470 e471 469. f471 e472 470. f472 e473 471. f473 e474 472. f474 e475 473. f475 e476 474. f476 e477 475. f477 e478 476. f478 e479 477. f479 e480 478. f480 e481 479. f481 e482 480. f482 e483 481. f483 e484 482. f484 e485 483. f485 e486 484. f486 e487 485. f487 e488 486. f488 e489 487. f489 e490 488. f490 e491 489. f491 e492 490. f492 e493 491. f493 e494 492. f494 e495 493. f495 e496 494. f496 e497 495. f497 e498 496. f498 e499 497. f499 e500 498. f500 e501 499. f501 e502 500. f502 e503 501. f503 e504 502. f504 e505 503. f505 e506 504. f506 e507 505. f507 e508 506. f508 e509 507. f509 e510 508. f510 e511 509. f511 e512 510. f512 e513 511. f513 e514 512. f514 e515 513. f515 e516 514. f516 e517 515. f517 e518 516. f518 e519 517. f519 e520 518. f520 e521 519. f521 e522 520. f522 e523 521. f523 e524 522. f524 e525 523. f525 e526 524. f526 e527 525. f527 e528 526. f528 e529 527. f529 e530 528. f530 e531 529. f531 e532 530. f532 e533 531. f533 e534 532. f534 e535 533. f535 e536 534. f536 e537 535. f537 e538 536. f538 e539 537. f539 e540 538. f540 e541 539. f541 e542 540. f542 e543 541. f543 e544 542. f544 e545 543. f545 e546 544. f546 e547 545. f547 e548 546. f548 e549 547. f549 e550 548. f550 e551 549. f551 e552 550. f552 e553 551. f553 e554 552. f554 e555 553. f555 e556 554. f556 e557 555. f557 e558 556. f558 e559 557. f559 e560 558. f560 e561 559. f561 e562 560. f562 e563 561. f563 e564 562. f564 e565 563. f565 e566 564. f566 e567 565. f567 e568 566. f568 e569 567. f569 e570 568. f570 e571 569. f571 e572 570. f572 e573 571. f573 e574 572. f574 e575 573. f575 e576 574. f576 e577 575. f577 e578 576. f578 e579 577. f579 e580 578. f580 e581 579. f581 e582 580. f582 e583 581. f583 e584 582. f584 e585 583. f585 e586 584. f586 e587 585. f587 e588 586. f588 e589 587. f589 e590 588. f590 e591 589. f591 e592 590. f592 e593 591. f593 e594 592. f594 e595 593. f595 e596 594. f596 e597 595. f597 e598 596. f598 e599 597. f599 e600 598. f600 e601 599. f601 e602 600. f602 e603 601. f603 e604 602. f604 e605 603. f605 e606 604. f606 e607 605. f607 e608 606. f608 e609 607. f609 e610 608. f610 e611 609. f611 e612 610. f612 e613 611. f613 e614 612. f614 e615 613. f615 e616 614. f616 e617 615. f617 e618 616. f618 e619 617. f619 e620 618. f620 e621 619. f621 e622 620. f622 e623 621. f623 e624 622. f624 e625 623. f625 e626 624. f626 e627 625. f627 e628 626. f628 e629 627. f629 e630 628. f630 e631 629. f631 e632 630. f632 e633 631. f633 e634 632. f634 e635 633. f635 e636 634. f636 e637 635. f637 e638 636. f638 e639 637. f639 e640 638. f640 e641 639. f641 e642 640. f642 e643 641. f643 e644 642. f644 e645 643. f645 e646 644. f646 e647 645. f647 e648 646. f648 e649 647. f649 e650 648. f650 e651 649. f651 e652 650. f652 e653 651. f653 e654 652. f654 e655 653. f655 e656 654. f656 e657 655. f657 e658 656. f658 e659 657. f659 e660 658. f660 e661 659. f661 e662 660. f662 e663 661. f663 e664 662. f664 e665 663. f665 e666 664. f666 e667 665. f667 e668 666. f668 e669 667. f669 e670 668. f670 e671 669. f671 e672 670. f672 e673 671. f673 e674 672. f674 e675 673. f675 e676 674. f676 e677 675. f677 e678 676. f678 e679 677. f679 e680 678. f680 e681 679. f681 e682 680. f682 e683 681. f683 e684 682. f684 e685 683. f685 e686 684. f686 e687 685. f687 e688 686. f688 e689 687. f689 e690 688. f690 e691 689. f691 e692 690. f692 e693 691. f693 e694 692. f694 e695 693. f695 e696 694. f696 e697 695. f697 e698 696. f698 e699 697. f699 e700 698. f700 e701 699. f701 e702 700. f702 e703 701. f703 e704 702. f704 e705 703. f705 e706 704. f706 e707 705. f707 e708 706. f708 e709 707. f709 e710 708. f710 e711 709. f711 e712 710. f712 e713 711. f713 e714 712. f714 e715 713. f715 e716 714. f716 e717 715. f717 e718 716. f718 e719 717. f719 e720 718. f720 e721 719. f721 e722 720. f722 e723 721. f723 e724 722. f724 e725 723. f725 e726 724. f726 e727 725. f727 e728 726. f728 e729 727. f729 e730 728. f730 e731 729. f731 e732 730. f732 e733 731. f733 e734 732. f734 e735 733. f735 e736 734. f736 e737 735. f737 e738 736. f738 e739 737. f739 e740 738. f740 e741 739. f741 e742 740. f742 e743 741. f743 e744 742. f744 e745 743. f745 e746 744. f746 e747 745. f747 e748 746. f748 e749 747. f749 e750 748. f750 e751 749. f751 e752 750. f752 e753 751. f753 e754 752. f754 e755 753. f755 e756 754. f756 e757 755. f757 e758 756. f758 e759 757. f759 e760 758. f760 e761 759. f761 e762 760. f762 e763 761. f763 e764 762. f764 e765 763. f765 e766 764. f766 e767 765. f767 e768 766. f768 e769 767. f769 e770 768. f770 e771 769. f771 e772 770. f772 e773 771. f773 e774 772. f774 e775 773. f775 e776 774. f776 e777 775. f777 e778 776. f778 e779 777. f779 e780 778. f780 e781 779. f781 e782 780. f782 e783 781. f783 e784 782. f784 e785 783. f785 e786 784. f786 e787 785. f787 e788 786. f788 e789 787. f789 e790 788. f790 e791 789. f791 e792 790. f792 e793 791. f793 e794 792. f794 e795 793. f795 e796 794. f796 e797 795. f797 e798 796. f798 e799 797. f799 e800 798. f800 e801 799. f801 e802 800. f802 e803 801. f803 e804 802. f804 e805 803. f805 e806 804. f806 e807 805. f807 e808 806. f808 e809 807. f809 e810 808. f810 e811 809. f811 e812 810. f812 e813 811. f813 e814 812. f814 e815 813. f815 e816 814. f816 e817 815. f817 e818 816. f818 e819 817. f819 e820 818. f820 e821 819. f821 e822 820. f822 e823 821. f823 e824 822. f824 e825 823. f825 e826 824. f826 e827 825. f827 e828 826. f828 e829 827. f829 e830 828. f830 e831 829. f831 e832 830. f832 e833 831. f833 e834 832. f834 e835 833. f835 e836 834. f836 e837 835. f837 e838 836. f838 e839 837. f839 e840 838. f840 e841 839. f841 e842 840. f842 e843 841. f843 e844 842. f844 e845 843. f845 e846 844. f846 e847 845. f847 e848 846. f848 e849 847. f849 e850 848. f850 e851 849. f851 e852 850. f852 e853 851. f853 e854 852. f854 e855 853. f855 e856 854. f856 e857 855. f857 e858 856. f858 e859 857. f859 e860 858. f860 e861 859. f861 e862 860. f862 e863 861. f863 e864 862. f864 e865 863. f865 e866 864. f866 e867 865. f867 e868 866. f868 e869 867. f869 e870 868. f870 e871 869. f871 e872 870. f872 e873 871. f873 e874 872. f874 e875 873. f875 e876 874. f876 e877 875. f877 e878 876. f878 e879 877. f879 e880 878. f880 e881 879. f881 e882 880. f882 e883 881. f883 e884 882. f884 e885 883. f885 e886 884. f886 e887 885. f887 e888 886. f888 e889 887. f889 e890 888. f890 e891 889. f891 e892 890. f892 e893 891. f893 e894 892. f894 e895 893. f895 e896 894. f896 e897 895. f897 e898 896. f898 e899 897. f899 e900 898. f900 e901 899. f901 e902 900. f902 e903 901. f903 e904 902. f904 e905 903. f905 e906 904. f906 e907 905. f907 e908 906. f908 e909 907. f909 e910 908. f910 e911 909. f911 e912 910. f912 e913 911. f913 e914 912. f914 e915 913. f915 e916 914. f916 e917 915. f917 e918 916. f918 e919 917. f919 e920 918. f920 e921 919. f921 e922 920. f922 e923 921. f923 e924 922. f924 e925 923. f925 e926 924. f926 e927 925. f927 e928 926. f928 e929 927. f929 e930 928. f930 e931 929. f931 e932 930. f932 e933 931. f933 e934 932. f934 e935 933. f935 e936 934. f936 e937 935. f937 e938 936. f938 e939 937. f939 e940 938. f940 e941 939. f941 e942 940. f942 e943 941. f943 e944 942. f944 e945 943. f945 e946 944. f946 e947 945. f947 e948 946. f948 e949 947. f949 e950 948. f950 e951 949. f951 e952 950. f952 e95

CULTURE

ARTS

Gabo l'obscur

Douze sculptures, dont une de 1917 et quatre des années 30, des dessins : cela fait près de vingt ans qu'on n'a pas vu à Paris autant d'œuvres de Naum Gabo

Si le nom de Naum Gabo, toujours en bonne place dans les histoires de la sculpture au vingtième siècle, est connu, son œuvre ne l'est pas, ou mal, à Paris tout au moins, où c'est une œuvre rare. On la découvre des sculptures réunies par la Galerie de France, qui en l'occurrence a tout l'air d'une salle de musée, surprise. D'autant que cet ensemble d'œuvres abstraites et raffinées n'est guère au goût du jour.

Elles surprennent, ces sculptures, par leur présence lointaine, indéfinissable, malgré l'évidence de leur construction rigoureuse fondée sur un dessin autoritaire de courbes et de lignes créées qui bouclent sur elles-mêmes. On y perçoit de la profondeur au-delà de leur extrême sophistication, de l'opacité malgré leur transparence, du mystère malgré leur simplicité, et presque une primitivité malgré la modernité des matériaux utilisés : tiges d'acier, fils de nylon, plans de plexiglas. Autant d'étranges qualités qui les éloignent des définitions convenues de constructivisme, auquel on a l'habitude

d'associer Gabo en se souvenant qu'il est d'origine russe, et l'auteur, avec Antoine Pevsner, son frère, d'un manifeste révolutionnaire de la sculpture paru à Moscou, en 1920.

Soit, Gabo construit. Dès ses premières œuvres de 1915-1917, des têtes et des torsos de femmes en carton plié, en contreplaqué ou en métal découpé, où il cherche, et cela en toute connaissance du cubisme et du futurisme, à dégager la sculpture des données traditionnelles de masses et de poids, non pas en éliminant les volumes, mais par un dispositif de plans en alvéoles, qui lui permettent de produire une sculpture ouverte révélant une organisation interne. Ce sont là, on le voit, ses premières pas vers le plasticien (version révolution de 17), qu'il accomplit d'ailleurs en amateur de sciences naturelles, avant de se comporter en ingénieur pour produire dans les années 20 des œuvres bâties comme des architectures modernes en acier et verre.

Sauf à travers un dessin, projet pour une tour-fontaine de 1924,

l'exposition ne présente pas cet aspect de la sculpture de Gabo que lui-même a quelque peu négligé, plus tard, une fois fixé aux États-Unis, au point d'oublier dans des caisses quantité de pièces démontées. C'était sans doute de bonne guerre (froide) pour un artiste qui allait devenir citoyen américain, connaître le succès, et qui de toute façon était engagé dans de nouvelles recherches d'ordre organique plutôt que fonctionnel, reconnaissant ainsi avec ses premières œuvres, ses premiers choix d'études : la médecine, au début des années 20, à Munich. Sans cependant oublier vraiment les principes du manifeste de 1920, et la définition d'une sculpture « réaliste » puisque, selon ses auteurs fondés sur des données du monde réel, l'espace et le temps intégrés dans l'œuvre.

Espace, temps, mouvement, matière et lumière : dans les années 30, Gabo semble vouloir capter, entre les plaques d'un microscope, des moments sidéraux, ou mieux la formation de quelque chose d'énergie pure dans l'entraînement hélicoïdal d'un appareil de détection. Le rhodolite transparent et le celluloid sont alors les récepteurs de ces champs phénoménaux hyper-sensibles aux jeux de reflets. A l'évidence, le sculpteur s'inspire de dessins scientifiques, à moins qu'il ne se souvienne d'une danse de La Lorette, pour développer ses figures de mouvement continu dans l'espace et faire travailler « lignes comme direction des forces statiques cachées dans les objets ». Ces lignes, il finit par les concrétiser en tendant des fils de nylon, de bronze ou d'acier, dominant de ses œuvres tantôt l'image de quelque instrument inconnu de musique sacrée, tantôt celle d'un émetteur-récepteur hémisphérique performant, tantôt celle d'un organe vivant.

Curieusement, une œuvre de 1964-1965 est une pierre rose, bien plus que d'une forme épurée, comme une citrouille, comme un bloc de matière en cours d'évolution.

GENEVIÈVE BRECHET

► Naum Gabo, galerie de France, 52, rue de la Verrerie. Jusqu'au 6 janvier.

COLLOQUES

Le Collège de France à Amsterdam

A la suite d'un accord avec la Maison Descartes, plusieurs professeurs du Collège y assurent un enseignement

Sociologues, chercheurs en sciences humaines, philosophes, étudiants : plusieurs dizaines de Néerlandais se sont bousculés pour assister, à la mi-décembre, aux quatre « leçons de sociologie » et aux quatre « leçons de philosophie » dispensées à l'Institut français d'Amsterdam (la Maison Descartes) par Pierre Bourdieu, dans le cadre de l'opération « le Collège de France à Amsterdam ».

L'égyptologue Jean Leclant et le juriste René-Jean Dupuy avaient précédé Pierre Bourdieu aux Pays-Bas. Le mathématicien Jacques-Louis Lions, le neuro-physiologue Yves Laporte, le poète Yves Bonnefoy ou l'historien Georges Duby, doivent le suivre. D'ici au mois de juin, onze professeurs sont attendus à la Maison Descartes, dont le directeur Jean-Louis Lalanne souligne, avec un évident plaisir : « C'est la première fois depuis sa création en 1530 que le Collège sort, en tant que tel, de France ».

La coopération, qui s'est établie cette année entre « la plus ancienne » et « la plus prestigieuse institution française » et l'Institut culturel le plus réputé d'Amsterdam est un peu le fruit du hasard et de la nécessité. Dans la foulée du rapport sur « l'enseignement de l'avenir », rédigé en 1985 à la demande du président de la Répu-

La galerie des Brèves du CCI (Centre de création industrielle) montre dix ans de complicité entre Carlo Alessi, à la tête d'une PME de Lombardie, spécialiste des batteries de cuisine pour gourmets, et Alessandro Mendini, architecte et consultant de la maison depuis 1980. Leur rencontre en dit long sur l'importance et l'enjeu que représente le design italien à la fin des années 70 : Alessi est coéditeur de la revue *Modo*; Mendini, qui la dirige, va en faire le manifeste du mouvement dont il est à l'origine, avec Ettore Sottsass, Riccardo Dalisi : Alessi rejette la tradition fonctionnaliste de la « bonne forme », préférant une autre attitude face au meuble, à l'objet.

Le « re-design » consiste à détourner les classiques dans l'humour, la poésie (chaise Breuer aux images multicolores, « fauteuil de Froust » à décor pointilliste...). Lampes, tables, lits se « libèrent » des contraintes réductrices de la production en série, pour devenir les expressions figuratives et variées d'un monde conçu comme un jeu d'enfant : les citations (pop art, science-fiction, dessins animés) explosent dans le joyeux carambolage officialisé au cours des années 80 par l'adjectif « post-moderne ».

Alessandro Mendini a commencé par étudier pendant deux ans l'histoire de cette entreprise née en 1921, travail couronné par un prix de la Biennale de Venise à Milan. Linz, Berlin. Dès 1983, il lance la marque Officina Alessi où figurent, à côté des objets en inox pour la grande série (Alessi) des productions artisanales. Il s'agit d'abord de onze services à thé et à café signés par des architectes et designers internationaux, de Hans Hollein à Richard Meier. On reconnaît ici et là la touche Alchimia dans l'exposition sensible des formes, dont la fonction n'est qu'une métaphore : un vaseur dessiné comme un hibou pour le japonais Kamekura Yamashita, des assés en pompons rigides (Stanley Tigerman), ou en oreilles (Mendini). Le plateau de Hans Hollein suggère un porte-avion, tandis que la théière de Michael Grecco rappelle les faces hollo-woodiennes du San-Marco Theater.

Pourtant, c'est au-delà des mots d'auteur, des effets parfois narcissi-

ques (voir le presse-citron si caricatural de Philippe Starck édité cette année), que le « style » Alessi intervient : un goût du risque, un don de patience : jusqu'à sept ans de recherche et deux cents prototypes pour la cafetière napolitaine de Riccardo Dalisi ! Pour la fameuse bouilloire à sifflet mélodique de Richard Sapper, on n'a pas hésité à aller voir les producteurs de saxophones et même un artisan de la Forêt noire, capable de produire au diapason les plus purs « mi-si » rappelant à Richard Sapper les sirènes des bateaux fluviaux de son enfance.

En Italie, le designer est roi, dit-on souvent. L'idée selon laquelle la création est d'abord un acte commercial, la souplesse des structures explique sûrement ces nouveaux contrastes : Alessi vient de sélectionner six Français, Jean Nouvel, Christian de Portamparc, Sylvain Dubuisson, le groupe Nemo, Philippe Starck et même Charlotte Perriand.

La société a fait construire à Crustiano, « au cœur delle felicità », avec, entre autres, la participation de Frank Gehry, Milton Glaser, Ettore Sottsass.

Difficile d'ignorer le contexte dans lequel cette démarche se développe : une Italie idéale, celle dont Stendhal disait : « J'éprouve un charme dans ce pays dont je ne puis rendre compte. C'est comme l'amour et cependant je ne suis amoureux de personne... ». Les Alessi aiment vivre : dans la liste des quatre-vingt-deux designers, on trouve les noms des grands chefs comme Alain Chapel, les frères Troigros, Raymond Thuillier, qui ont mis au point les casseroles-

bijoux de Richard Sapper. La cuisine redevient un art : chaque forme, chaque matériau dépend d'un type de cuisson.

Revenir à César ce qui est à César, semblent dire les Alessi, opposant à la froideur de la vaisselle scandinave (les brocs à eau en inox, les couverts sculptés), des objets sensuels, « nés de rencontres, de bavardages », et dont la présence quotidienne, théâtrale intrigante, toujours à la limite de l'objet d'art, du gadget, de l'ustensile... Le succès se copie (une centaine de contrefaçons du « Pasta set ») et parade en vitrine des drogueries (une diffusion dans seize-vingt pays) et des collections permanentes de musées : le MOMA de New-York, le V&A de Londres, le Musée d'art moderne de Kyoto, etc. L'exposition du CCI devrait voyager en 1990. Au programme, la Belgique, l'Allemagne, la Norvège, la Suède, le Danemark et peut-être la Finlande.

LAURENCE BENAIM

► L'Atelier Alessi. Alberto Alessi et Alessandro Mendini. Dix ans de design, 1980-1990. Galerie des Brèves du CCI. Centre Pompidou. Jusqu'au 22 janvier.

► Au Musée de l'Art brut de Neuilly-sur-Marne. — En raison des travaux d'agrandissement du Musée de l'Art brut, le Musée de l'Art brut, 39, avenue du Général-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Marne, est fermé temporairement. La date de réouverture sera communiquée ultérieurement. Renseignements pendant la durée des travaux, tél. : 43-09-62-73 et 43-08-82-33.

MUSIQUES

Sanson et son grand orchestre

En compagnie de l'Orchestre symphonique de Prague, Véronique Sanson redécouvre quelques-unes de ses anciennes chansons

Véronique Sanson se présente au Théâtre du Châtelet sans aucun de ses accompagnateurs habituels. Assisté au piano qui fait pratiquement partie d'elle-même, Véronique Sanson est accompagnée par l'orchestre symphonique de Prague, composé de soixante-douze musiciens. Belle occasion pour l'auteur-compositeur de revisiter un répertoire qui jalonne une aventure de presque vingt ans, d'écrire (en collaboration avec les arrangeurs Jean-Claude Vannier, Bernard Gérard et Michel Bernholc) de nouvelles orchestrations, de donner un autre développement à des chansons parfois restées dans l'ombre comme *Christophe*, d'offrir celles-ci avec non seulement de nouvelles richesses harmoniques mais aussi un plaisir renouvelé.

L'association avec l'orchestre symphonique n'apparaît pas comme une gaffe étonnante. Bien au contraire, les musiciens de Prague épousent le monde fragile des

chansons de Véronique Sanson, mentent l'accent sur les mouvements impétueux, les moments de tension et de nonchalance d'une musique ouverte, libre. Et c'est un bonheur d'autant plus complet d'entendre la chanteuse redécouvrir quelques-unes de ses chansons les plus secrètes. A la puissance et au bel équilibre d'un nouvel éclairage où se mêlent les « trop de rires » et les « trop de joies », et une solitude très forte parfois.

An cours de ce concert en deux parties, Véronique Sanson invite Jean-Claude Vannier à se mettre au piano et à chanter deux chansons. Une manière élégante de braver un spot sur l'un de nos auteurs-compositeurs les plus flamboyants et qui fera parler de lui en début d'année : il vient de composer une grande partie du nouvel album de Julien Clerc.

CLAUDE FLÉOUTER

► Théâtre du Châtelet, 20 h 30. Jusqu'au 30 décembre.

La mort de Jean-Etienne Marie

Le compositeur Jean-Etienne Marie est décédé à Nice, le lundi 25 décembre. Il était âgé de soixante-deux ans

Né à Pont-l'Évêque, le 22 novembre 1917, Jean-Etienne Marie avait été l'élève de Darius Milhaud et d'Olivier Messiaen au lendemain de la seconde guerre mondiale, après avoir poursuivi des études de commerce et de théologie. Musique micro-tonale, œuvres réunissant les instruments traditionnels et la bande magnétique, association de la musique et de l'image : Jean-Etienne Marie s'était résolument inscrit dans son époque. Et comme il avait des talents d'organisateur, il créa tout au long de sa vie des organismes ayant pour but d'élargir le public de la musique contemporaine et de donner la possibilité aux créateurs de se retrouver : Cercle culturel du Conservatoire, Cen-

tre international de recherche musicale (CIRM) ; Semaines de musique contemporaine d'Orléans ; Musiques actuelles, Nice Côte-d'Azur et enfin le MITT (Micro intervalles théoriques et technologie).

Jean-Etienne Marie laisse une œuvre abondante touchant à peu près tous les genres musicaux, des livres (dont *L'Homme musical*, qui fut sélectionné en 1976 parmi les cinquante plus beaux ouvrages de l'année, Ed. Flammarion), des articles publiés dans *l'Encyclopédie de la Pléiade* et dans diverses publications françaises et étrangères, des courts métrages et des films expérimentaux.

GAUMONT AMBASSADE — GAUMONT-LES-HALLES — GAUMONT PARNASSE

UN FILM DE **CARNET DE NOTES** SUR VETEMENTS ET VILLES WIM WENDERS

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

SOCIAL

La négociation de la convention médicale toujours bloquée

La maîtrise des dépenses de santé, casse-tête pour la médecine libérale

Depuis huit mois, la négociation de la convention médicale qui régit les rapports entre les médecins libéraux et la Sécurité sociale cherche en vain une issue. Alors que la maîtrise des dépenses de santé constitue l'enjeu essentiel des discussions, qui reprendront dans les premiers jours de janvier, celles-ci butent sur la rémunération des actes médicaux ainsi que sur l'équilibre entre les praticiens appliquant les tarifs conventionnels et ceux pratiquant des honoraires libres.

Décidément, le temps n'a guère de prise sur les négociateurs de la convention médicale. Mardi 19 décembre, la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et les syndicats médicaux ont décidé de poursuivre leurs discussions qui, officiellement suspendues depuis le 30 octobre, auraient dû légalement se conclure avant le 30 novembre dernier. « *Courage, fuyons* », résumeraient les mauvaises langues.

Il est vrai qu'à mesure que les semaines s'écoulent, les chasses-croisées entre Etat, caisses d'assurance-maladie et syndicats de médecins révèlent une incapacité collective à prendre en compte la nouvelle donne de la médecine libérale. En effet, l'emballement des dépenses de santé (516 milliards de francs en 1988, soit une croissance annuelle de 8,8 % pour une croissance économique de 7 % en valeur) menace, à terme, les deux piliers — libre choix du médecin et haut niveau de remboursement — qui font l'originalité du régime d'assurance-maladie et assurent aussi la majeure partie de la rémunération du corps médical. En outre, si le modèle français permet aux praticiens de prescrire sans réelle contrainte, il rembourse aussi de moins en moins bien (1) et cautionne la surconsommation médicale. En dix ans, la France est passée au quatorzième rang des pays développés pour le niveau de prise en charge des dépenses alors qu'elle s'est hissée au troisième pour les moyens qu'elle consacre à la santé. Enfin, dans un contexte où l'offre tend à créer sa propre demande, l'arrivée de nouveaux médecins stimule les dépenses.

Affrontements catégoriels

Or, la négociation de cette nouvelle convention médicale, qui se présente comme une première tentative pour rationaliser et maîtriser les dépenses, s'est peu à peu transformée en champ clos d'affrontements catégoriels : spécialistes contre généralistes, secteur 1 (honoraires remboursés) contre secteur 2 (honoraires libres). A cela s'ajoutent les effets pervers d'une répartition ambiguë des responsabilités. Les syndicats doivent s'entendre avec l'assurance-maladie, celle-ci doit ensuite faire avaliser un accord par son conseil d'administration, où les partenaires sociaux sont fort divisés, mais elle ne contrôle pas

toutes les données de la négociation puisque c'est le gouvernement qui fixe les tarifs.

La situation présente est, pour le moment, sans effet sur les assurés sociaux. Alors qu'en l'absence de convention, la Sécurité sociale devrait appliquer le « *tarif d'auto-régulation* » — soit un remboursement de 4 francs et 30 centimes pour une consultation — le gouvernement a autorisé la CNAMTS à maintenir le niveau de ses remboursements. En revanche, plusieurs dizaines de médecins qui se sont endettés pour s'installer en secteur 2 se trouvent dans une situation difficile : ils ne peuvent exercer dans leur nouveau cabinet, tout transfert étant bloqué jusqu'à l'adoption d'un nouveau texte.

En juillet dernier, un protocole d'accord avait pourtant été conclu entre les partenaires. Ceux-ci avaient accepté d'instaurer une formation médicale continue financée par les médecins eux-mêmes et de s'engager sur des objectifs indicatifs de maîtrise des dépenses (réduire de 3,6 points la hausse annuelle). Ces deux objectifs sont aujourd'hui suspendus au troisième, qui vise à contenir le développement du secteur 2 auquel appartiennent plus du quart des 101 700 médecins libéraux et a progressé de 18,7 % entre 1985 et

1988. Dans certaines « zones d'ombre » (grandes agglomérations, Côte d'Azur, notamment) il est aujourd'hui très difficile de se faire soigner par un généraliste et surtout par un spécialiste appliquant strictement les honoraires remboursés par la « *Sécu* ». Pour l'heure, aucune des solutions retenues — « *gel* » du secteur 2 ou obligation d'effectuer un certain pourcentage d'actes médicaux en tarifs conventionnels — n'a abouti.

L'intransigence de la CSMF

Selon la Confédération française des syndicats médicaux (CSMF, principale organisation) ou la Fédération des médecins de France (FMF), il suffirait de réviser substantiellement les tarifs de la Sécurité sociale pour rendre plus attractif le secteur 1. Cet argument « inflationniste » est repoussé par le gouvernement qui, pour sa part, a contribué à brouiller les cartes en refusant d'annoncer des propositions tarifaires précises (2), arguant qu'elles devaient être liées à des résultats en matière de maîtrise des dépenses.

Quant à la CSMF, signalonnée par les milieux médicaux « ultralibéraux », elle a rapidement adopté une attitude intransigente, déco-

Assurance-maladie

Forte augmentation des dépenses en novembre

Le rythme annuel d'augmentation des dépenses de l'assurance-maladie du régime général de la Sécurité sociale a continué à croître en novembre, selon les dernières statistiques publiées le jeudi 28 décembre par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Globalement, elles ont progressé de 10,6 % à fin novembre et de 7 % à fin octobre (+ 5,8 % en France constants), mais il faut tenir compte, pour 1,3 point, de l'effet produit par les mouvements sociaux de la fin 1988 (notamment chez les infirmiers), qui se sont alors traduits par moins de remboursements.

Les soins de santé ont augmenté en moyenne annuelle de 10,7 % contre 9,4 % en octobre et les honoraires privés de 9,9 % contre 8,2 % en octobre. Parmi ces derniers, les consultations ont connu une hausse de 1,9 point en un mois, supérieure à celle des visites (0,6 point), qui ont pourtant bénéficié d'une augmentation tarifaire de 7,3 % à la fin de novembre.

Le coût des hospitalisations s'est accru de 8,3 % en un an, contre 7,1 % à fin octobre. Les versements aux hôpitaux publics sont passés de + 6,9 % à fin octobre à + 7,9 % à fin novembre. Ceux obtenus par les établissements privés passent de + 8,5 % à + 11,1 %.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Un déficit de 8,7 milliards de francs en octobre

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est de nouveau beaucoup creusé en octobre, atteignant 7,2 milliards de francs en données brutes (110,15 milliards d'importations, 102,93 milliards d'exportations) et 8,67 milliards de francs après corrections des variations saisonnières (104 milliards d'importations, 95,4 milliards d'exportations).

En un an (octobre 1989 comparé à octobre 1988), les ventes de la France à l'étranger progressent de 10,6 % et les importations de 15,9 %. Depuis le début de l'année, le déficit du commerce extérieur de la France atteint 40,9 milliards de francs contre 24,4 milliards pendant la même période de 1988.

Ce sont à nouveau les échanges de produits manufacturés qui ont creusé le déficit. Celui-ci a en effet atteint 9,56 milliards en octobre contre + 865 millions en septembre. Sans le matériel militaire, le déficit a encore été plus lourd, atteignant 10,9 milliards contre 3 milliards en septembre. Cinq Airbus (1,6 milliard de francs) ont été vendus contre dix en septembre pour 2,8 milliards de francs. Le déficit énergétique s'est lui aussi creusé, atteignant 7,4 milliards contre 6,6 milliards le mois précédent. L'excédent agroalimentaire a très légèrement augmenté : 4,24 milliards contre 3,99 le mois précédent.

D'une façon générale, les exportations progressent dans tous les domaines mais les importations augmentent encore plus vite, notamment dans le domaine des biens industriels.

La dégradation de la balance commerciale de la France est nettement plus marquée avec la CEE (- 5,9 milliards en octobre contre - 2,9 milliards en septembre), avec les pays de l'OCDE (- 6,5 milliards après - 3,1 milliards le mois précédent). Le bilan le plus noir est enregistré avec les Etats-Unis, le solde négatif passant de 823 millions de francs en septembre à - 3,1 milliards de francs en octobre.

Flambée de la consommation

Suite de la première page
La récession à laquelle se prépare peut-être la Grande-Bretagne, va beaucoup nuire à la France. Au début de l'année, nos échanges commerciaux avec les Britanniques étaient régulièrement très excédentaires, de l'ordre de 2 milliards de francs chaque mois. Depuis l'été, ces « gains » ont fondu, revenant à quelques centaines de millions de francs. Ils risquent de disparaître complètement si la Grande-Bretagne connaît une crise.

Il en va un peu de même avec les Etats-Unis, qui eux aussi sont entrés dans une phase de ralentissement. Ce n'est donc pas un hasard si nos échanges avec ce grand partenaire se sont fortement dégradés, notre déficit atteignant plus de 3 milliards en octobre, soit le triple de ce qu'il était en début d'année.

L'année 1990 ne sera pas mauvaise, bien au contraire, et l'on peut raisonnablement prévoir que

le commerce international continuera d'être actif. Mais l'essoufflement, après une longue course en avant, de certains de nos meilleurs clients va être de plus en plus ressenti par nos entreprises. Le gouvernement va surtout devoir éviter — en intervenant — que la forte demande de la France, celle des ménages en particulier, qui se porte beaucoup sur l'automobile, ne profite aux firmes étrangères, alors même que la consommation se réduirait dans plusieurs pays traditionnels acheteurs. Eviter ce que les experts appellent un décalage conjoncturel devient une urgence.

Une urgence d'autant plus pressante que la forte croissance économique que connaît la France depuis la mi-87 est probablement en train de changer de nature. Jusqu'à présent provoquée, entretenue, stimulée par un fort courant

d'exportations et plus encore de dépenses d'investissement, la croissance française s'alimente maintenant d'une consommation des ménages de plus en plus vive, entraînée par une importante distribution de pouvoir d'achat au cours du second semestre : pouvoir d'achat créé par des centaines de milliers d'emplois qui ont vu le jour mais aussi par des hausses de salaires et des distributions de primes.

Sans doute n'y a-t-il rien là d'excessif, compte tenu des années de rigueur qui ont précédé et du niveau trop bas des salaires dont doivent encore se satisfaire beaucoup de Français. Mais notre économie est en surchauffe, alors même que plusieurs pays industrialisés entrent dans une phase de refroidissement.

Tout le problème est là. Il n'est plus possible — toute l'expérience des années passées le prouve — de mener solitairement la conduite de son économie.

ALAIN VERNHOLES

INDUSTRIE

Pour la première fois depuis dix ans

La SNCF dégage un excédent en 1989

La SNCF devrait dégager un excédent de 200 millions de francs en 1989. C'est dans le message de fin d'année adressé aux cheminots que le président de la SNCF, M. Jacques Fournier, a annoncé la bonne nouvelle du retour à l'équilibre « pour la première fois depuis longtemps » (dernier bénéfice en 1979).

Dans cette lettre, M. Fournier précise que la SNCF « a décidé d'affecter la moitié de cet excédent, soit 100 millions de francs environ, à un programme supplémentaire d'amélioration des locaux et des conditions matérielles de travail ».

M. Fournier énumère également dans cette lettre les prochaines échéances pour l'entreprise : « la conclusion, maintenant imminente du nouveau contrat de plan avec

l'Etat », la mise au point définitive du plan d'entreprise et les négociations avec les syndicats, notamment sur les salaires.

Le président de la société rappelle également que la SNCF « réalisera en 1990 le niveau d'investissement le plus élevé de toute son histoire ». La SNCF compte investir au total 16,5 milliards de francs en 1990, dont 8,77 milliards de francs pour le TGV et 1,9 milliard pour la banlieue.

Pour poursuivre son effort d'investissement, la SNCF compte obtenir dans le nouveau contrat 1990-1994 que l'Etat efface environ 40 milliards de ses 98 milliards de francs de dette, soit la part correspondant aux déficits cumulés depuis 1975.

Après l'achat de l'allemand Bäumler

L'italien GFT devient le numéro un du costume masculin en Europe

Le groupe italien de prêt-à-porter GFT vient d'annoncer qu'il a acquis, le 5 décembre, 51 % du capital de la société Bäumler, troisième producteur allemand d'habillement masculin. Cette opération, qui s'est faite par l'intermédiaire du holding GFT Deutschland, place le Gruppo GFT au premier rang du costume pour homme en Europe.

Le groupe Bäumler qui fabrique sept marques, parmi lesquelles Pierre Cardin, dans trois usines en République fédérale d'Allemagne et en Autriche réalise un chiffre d'affaires de 237 millions de deutschemarks (805 millions de francs) et exporte 30 % de sa production. « Cette société bénéficie d'un bon savoir-faire en matière de production et de distribution », indique un responsable de GFT pour expliquer cette acquisition. De 1987 à 1989, le chiffre d'affaires de GFT sera passé de 990 milliards de francs (4,4 milliards de francs) à 1 350 milliards de francs. Fabricant de marques telles que Giorgio Armani, Valentino, Christian Dior, Ungaro, Montana et Feraud, le groupe GFT est présent dans tous les secteurs de la confection, avec une légère prédo-

minance dans le vêtement pour homme. Au cours de l'année, les opérations de restructuration interne n'ont pas empêché le groupe GFT de poursuivre son implantation sur les marchés internationaux, notamment au Japon où il a participé à la constitution de deux joint-ventures. L'Europe et les Etats-Unis sont par ailleurs les zones prioritaires de développement de GFT.

F. Ct.

RECTIFICATIF. — Dans le supplément « Épargne-placements » du 15 décembre, à la suite d'un « *maux* », trois titres de tableaux sont parus sous l'intitulé « *Sicav court terme monétaire* ». Il fallait lire page 39, Sicav immobilières et foncières, page 42, Sicav obligataires à revenu annuel, et page 43, Sicav internationales « *obligations* ».

D'autre part, l'établissement fondateur d'OcciReal mentionné page 38 dans le classement des Sicav court terme est la Société de banque occidentale et non la CIG. Enfin, l'établissement fondateur de France Pacifique mentionné page 44 dans les Sicav internationales « *actions* » est CDC Gestion et non Meeschaert Rousselle.

Les Sicav de L'Européenne de Banque

Une capacité d'innovation démontrée :

- JULIET 1969 Création de LAFFITTE-EXPANSION, 1^{re} Sicav de L'EUROPÉENNE DE BANQUE
- AVRIL 1973 Création de LAFFITTE-TOKYO, L'EUROPÉENNE DE BANQUE est le premier établissement français à s'intéresser de façon dynamique au développement des marchés japonais.
- MARS 1988 De la L'Europe... avec la Sicav LAFFITTE-EUROPE.
- OCTOBRE 1989 Transformation en Sicav de capitalisation de VALOBLIG, LAFFITTE COURT TERME, LAFFITTE-PLACEMENTS et MONELAFFITTE.

Une gamme complète de 14 SICAV parmi les meilleures.

7 RUE DE LA VILLE	7 RUE DE LA VILLE
LAFFITTE-EXPANSION Valeurs françaises et étrangères Moins Long Terme	LAFFITTE-RENDIMENT Brevets, obligations, valeurs étrangères Moins Long Terme
LAFFITTE-FRANCE Monnaie CEA PER Moins Long Terme	VALOBLIG Obligations obligataires Valeurs françaises, 7 ans
LAFFITTE-IMMOBILIÈRE Valeurs immobilières spécialisées PER Moins Long Terme	LAFFITTE-OBLIGATIONS Brevets, obligations PER Moins Long Terme
LAFFITTE-JAPON Valeurs japonaises et étrangères spécialisées, Moins Long Terme	LAFFITTE-PREMIÈRE Obligations de « première catégorie » PER Moins Long Terme
LAFFITTE-TOKYO Valeurs étrangères spécialisées Moins Long Terme	LAFFITTE COURT TERME Court terme 3 à 6 mois
LAFFITTE-AMÉRIQUE Valeurs étrangères spécialisées Moins Long Terme	LAFFITTE-PLACEMENTS Court terme PER 3 ans
LAFFITTE-EUROPE Valeurs étrangères spécialisées Moins Long Terme	MONELAFFITTE Court terme 1 an

GÉRER UN PATRIMOINE NE S'IMPROVISE PAS

L'Européenne de Banque

21 rue La Fayette - 75002 Paris - (1) 42 47 82 47

Deux centres de tri postaux s'éloignent du cœur de la capitale

La direction de la poste a présenté aux syndicats, jeudi 28 décembre, un projet de réorganisation des centres de tri postaux des gares parisiennes pour les cinq prochaines années. Le centre de la gare du Nord (680 personnes) va être fermé, la SNCF reprenant son terrain pour le TGV Nord.

De même, celui de Tolbiac (215 personnes) va être transféré à Ivry, la SNCF reculant sa gare, située dans un quartier en pleine rénovation. A Ivry, un nouveau centre devrait être créé, et employer 350 personnes à la fin de 1994. Deux autres centres vont aussi voir le jour à Massy-Palaiseau et dans l'aéroport de Roissy, celui de Paris-Evangile étant renforcé.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 DECEMBRE

**Cours relevés
à 17 h 37**

Règlement mensuel						Règlement mensuel						Règlement mensuel					
Compan-	VALUES	Cum. profit.	Premier	Derrier	% +	Compan-	VALUES	Cum. profit.	Premier	Derrier	% +	Compan-	VALUES	Cum. profit.	Premier	Derrier	% +
3770	C.R.E. 3%	2800	3835	3894	+ 0.88	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1230	B.I.P.P. 1%	1046	1040	1038	- 0.87	1010	1010	1010	1010	1010	1010	1010	1010	1010	1010	1010	1010
1030	C.F.T.P. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020	1020
1050	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1030	1030	1030	1030	1030	1030	1030	1030	1030	1030	1030	1030
1060	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1040	1040	1040	1040	1040	1040	1040	1040	1040	1040	1040	1040
1070	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1050	1050	1050	1050	1050	1050	1050	1050	1050	1050	1050	1050
1080	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1060	1060	1060	1060	1060	1060	1060	1060	1060	1060	1060	1060
1090	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070	1070
1100	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1080	1080	1080	1080	1080	1080	1080	1080	1080	1080	1080	1080
1110	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1090	1090	1090	1090	1090	1090	1090	1090	1090	1090	1090	1090
1120	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100
1130	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110
1140	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1120	1120	1120	1120	1120	1120	1120	1120	1120	1120	1120	1120
1150	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1130	1130	1130	1130	1130	1130	1130	1130	1130	1130	1130	1130
1160	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1140	1140	1140	1140	1140	1140	1140	1140	1140	1140	1140	1140
1170	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1150	1150	1150	1150	1150	1150	1150	1150	1150	1150	1150	1150
1180	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1160	1160	1160	1160	1160	1160	1160	1160	1160	1160	1160	1160
1190	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1170	1170	1170	1170	1170	1170	1170	1170	1170	1170	1170	1170
1200	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180
1210	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1190	1190	1190	1190	1190	1190	1190	1190	1190	1190	1190	1190
1220	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200	1200
1230	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1210	1210	1210	1210	1210	1210	1210	1210	1210	1210	1210	1210
1240	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220	1220
1250	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230	1230
1260	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1240	1240	1240	1240	1240	1240	1240	1240	1240	1240	1240	1240
1270	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1250	1250	1250	1250	1250	1250	1250	1250	1250	1250	1250	1250
1280	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1260	1260	1260	1260	1260	1260	1260	1260	1260	1260	1260	1260
1290	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1270	1270	1270	1270	1270	1270	1270	1270	1270	1270	1270	1270
1300	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1280	1280	1280	1280	1280	1280	1280	1280	1280	1280	1280	1280
1310	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1290	1290	1290	1290	1290	1290	1290	1290	1290	1290	1290	1290
1320	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1300	1300	1300	1300	1300	1300	1300	1300	1300	1300	1300	1300
1330	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310	1310
1340	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1320	1320	1320	1320	1320	1320	1320	1320	1320	1320	1320	1320
1350	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1330	1330	1330	1330	1330	1330	1330	1330	1330	1330	1330	1330
1360	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1340	1340	1340	1340	1340	1340	1340	1340	1340	1340	1340	1340
1370	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1350	1350	1350	1350	1350	1350	1350	1350	1350	1350	1350	1350
1380	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1360	1360	1360	1360	1360	1360	1360	1360	1360	1360	1360	1360
1390	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1370	1370	1370	1370	1370	1370	1370	1370	1370	1370	1370	1370
1400	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1380	1380	1380	1380	1380	1380	1380	1380	1380	1380	1380	1380
1410	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1390	1390	1390	1390	1390	1390	1390	1390	1390	1390	1390	1390
1420	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1400
1430	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1410	1410	1410	1410	1410	1410	1410	1410	1410	1410	1410	1410
1440	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1420	1420	1420	1420	1420	1420	1420	1420	1420	1420	1420	1420
1450	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1430	1430	1430	1430	1430	1430	1430	1430	1430	1430	1430	1430
1460	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440	1440
1470	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1450	1450	1450	1450	1450	1450	1450	1450	1450	1450	1450	1450
1480	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1460	1460	1460	1460	1460	1460	1460	1460	1460	1460	1460	1460
1490	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1470	1470	1470	1470	1470	1470	1470	1470	1470	1470	1470	1470
1500	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1480	1480	1480	1480	1480	1480	1480	1480	1480	1480	1480	1480
1510	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1490	1490	1490	1490	1490	1490	1490	1490	1490	1490	1490	1490
1520	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500
1530	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1510	1510	1510	1510	1510	1510	1510	1510	1510	1510	1510	1510
1540	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520	1520
1550	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1530	1530	1530	1530	1530	1530	1530	1530	1530	1530	1530	1530
1560	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1540	1540	1540	1540	1540	1540	1540	1540	1540	1540	1540	1540
1570	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1550	1550	1550	1550	1550	1550	1550	1550	1550	1550	1550	1550
1580	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1560	1560	1560	1560	1560	1560	1560	1560	1560	1560	1560	1560
1590	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1570	1570	1570	1570	1570	1570	1570	1570	1570	1570	1570	1570
1600	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1580	1580	1580	1580	1580	1580	1580	1580	1580	1580	1580	1580
1610	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1590	1590	1590	1590	1590	1590	1590	1590	1590	1590	1590	1590
1620	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600	1600
1630	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1610	1610	1610	1610	1610	1610	1610	1610	1610	1610	1610	1610
1640	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1620	1620	1620	1620	1620	1620	1620	1620	1620	1620	1620	1620
1650	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1630	1630	1630	1630	1630	1630	1630	1630	1630	1630	1630	1630
1660	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1640	1640	1640	1640	1640	1640	1640	1640	1640	1640	1640	1640
1670	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1650	1650	1650	1650	1650	1650	1650	1650	1650	1650	1650	1650
1680	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1660	1660	1660	1660	1660	1660	1660	1660	1660	1660	1660	1660
1690	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1670	1670	1670	1670	1670	1670	1670	1670	1670	1670	1670	1670
1700	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680	1680
1710	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1690	1690	1690	1690	1690	1690	1690	1690	1690	1690	1690	1690
1720	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1700	1700	1700	1700	1700	1700	1700	1700	1700	1700	1700	1700
1730	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1710	1710	1710	1710	1710	1710	1710	1710	1710	1710	1710	1710
1740	De La. 1%	1238	1210	1210	- 2.28	1720	1720	1720	1720	1720	1720						

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

28/12

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emisison	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emisison	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emisison	Prime incl.	Rachet net
Obligations																							
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis				Edis				Edis			
Edis			Edis			Edis			Edis			Edis											

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	28/12	29/12	Achat	Vente		28/12	29/12
Unité lib. (100)	5 780	5 744	5 540	5 050	Or fin (à la m)	70400	74000
Unité lib. (100)	5 780	5 857	.....	.....	Or fin (au bar)	70450	74350
Unité lib. (100)	341 900	341 940	331	361 500	Pièces françaises (20 H)	.....	430
Unité lib. (100)	18 254	18 251	19 700	19 700	Pièces françaises (20 H)	485	491
Unité lib. (100)	302 700	302 700	282	315	Pièces anglaises (20 H)	486	490
Unité lib. (100)	87 650	87 610	85	82	Pièces anglaises (20 H)	440	436
Unité lib. (100)	87 560	87 750	85 500	92 500	Sucre	558	545
Unité lib. (100)	5 400	5 318	9 050	9 050	Pièces de 5 dollars	2740	2700
Unité lib. (100)	3 686	3 602	3 400	3 400	Pièces de 5 dollars	1460	1460
Unité lib. (100)	4 905	4 958	4 350	4 650	Pièces de 5 dollars	800	875
Unité lib. (100)	371 800	376 300	365	385	Pièces de 50 pence	2240	2220
Unité lib. (100)	93 630	92 890	97	90 100	Pièces de 10 pence	482	484
Unité lib. (100)	45 580	48 590	.....	.....	Or Londres	.....	.....
Unité lib. (100)	52 270	5 283	5 150	5 600	Or Zurich	.....	.....
Unité lib. (100)	48 270	3 864	3 650	4 350	Or Hongkong	.....	.....
Unité lib. (100)	4 950	4 380	4 780	5 200	Argent Londres	.....	.....
Unité lib. (100)	4 078	4 039	3 910	4 130	.....	.....	.....

Grand	125	120	Egypte Châg.	189 51	189 20	Marocain	121 99	1162 55	Valser	.....	2372 29	2325 01
Gay Daguerre	560		Egypte Centre	1079 01	1050 13	Châg. Anversen	122 88	121 47				
Hogeweg	297		Egypte-Union	1405 48	1259 05	Châg. Maroc	2253 34	2259 06				
Imagin. Immobile	240		Egypte-Victor	465 79	453 29	Châg. Région	1042 86	1027 45				
Mindes	821		Egypte	1163 24	1151 72	Châg. Tunis-ville	150 14	149 32				
Parsons, P. et	357		Egypte Lorient	1130 10	1120 01	Châg. Tunis	1029 60	1034 75				
Rosario H. V.	178	177 90	Egypte	1235 08	1180 33	Châg. Tunis	1029 49	1029 40				
St-Gabriel-Emballage	1980	2090	Egypte	2393 14	2357 88	Châg. Tunis	1285 70	1281 19				
Union Bank	2820	2850	Egypte (par 10)	11420 48	11040 49	Châg. Tunis	8307 95	8079 86				
S.P.A.	880		Finland	224 40	226 76	Châg. Tunis	16981 32	16548 22				
St-Lucien de Mirois	483		France Anvers 4/4 Ric.			Châg. Tunis	128 57	123 23				
Union	860		France Centre	10054 08	9986 24	Châg. Tunis	570 81	547 64				
Wolff	104		France Centre	268 77	268 22	Châg. Tunis	90 18	89 29				
Wolff	1470											

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-81-82, poste 4330

e : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — m : marché continu

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

PANAMA : le siège du refuge du général Noriega

Le nonce a autorisé les Américains à intervenir « en cas de prise d'otage »

Les soldats américains qui cernent la nonciature apostolique à Panama, où s'est réfugié le général Noriega, pourraient lancer un assaut pour s'en emparer, selon des rumeurs persistantes qui circulent dans les milieux diplomatiques. Le nonce, Mgr José Sebastian Laboa, a en effet confirmé à certains journalistes qu'il avait bien donné une « autorisation écrite » aux autorités militaires américaines pour pénétrer à l'intérieur de son ambassade si Manuel Antonio Noriega, ou l'un de ses proches, « prenait en otage l'un des membres du personnel ». Le nonce a, en outre,

ajouté que, à son avis, le sort du général Noriega « serait réglé avant le 31 décembre ». De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a commenté cette éventualité en déclarant, jeudi 28 décembre, que les États-Unis « seraient certainement prêts à apporter de l'aide s'il y avait un danger ».

Les forces américaines semblent avoir pratiquement « pacifié » tout le pays, mais aucune date n'a été avancée pour leur retrait. Un porte-parole du commandement sud se contentant, jeudi, de déclarer

« probablement dans le courant de l'année 1990 ». Par ailleurs, deux membres de l'état-major du général Noriega, le lieutenant-colonel Arnulfo Castrojon, chef de la marine, et l'aumônier militaire Carlos Valverde, qui a rang de lieutenant-colonel, ont été arrêtés après qu'ils eurent volontairement quitté la nonciature. Un des conseillers du général, l'Israélien Mike Harari (un ancien du Mossad) a également été arrêté. Enfin, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a envoyé au Panama deux avions chargés de 4 tonnes de matériel médical.

Une bruyante démonstration de force

PANAMA

de notre envoyé spécial

Comme concert, il n'y a pas pire, un vrai désert, ou un « hide » retentissant en termes professionnels : il n'y a presque personne et la qualité de la sonorisation, malgré sa puissance, est déplorable. Un forain de village n'en donnerait pas cent sous. Pourtant l'éclatage des feux de bengale, les groupes électrogènes, les camions de la sécurité, assurés par des hélicoptères et de nombreux véhicules militaires dont quelques tanks, ne font pas défaut. Mais « Rock around la nonciature », si on peut appeler ainsi la bruyante démonstration de force américaine autour de la nonciature ne fait pas recette, de jour comme de nuit. Ce « show » n'est, il est vrai, pas destiné au public mais aux occupants de l'ambassade du Vatican, parmi lesquels figurent, outre le nonce apostolique, Mgr José Sebastian Laboa, le général Noriega et quelques-uns de ses proches. Dernière forme de « guerre psychologique » ? L'histoire ne le dira pas, mais le surréalisme demeure.

Il fallait bien — Panama oblige — que l'intervention américaine, après le drame des premiers jours, tourne à l'opéra comique. Car désormais chose faite. Depuis jeudi les habitants

du quartier et de la nonciature subissent cette infâme et assourdissante cacophonie à longueur de temps. Mais au-delà du gag, cette « démonstration de force » résume l'état de tension qui règne dans la capitale, malgré la normalisation en cours.

Dans l'après-midi, un incident, somme toute mineur, a ainsi mis en évidence la communauté diplomatique. Le premier secrétaire cubain, qui avait obtenu son passeport diplomatique à l'ambassade, a été défilé escorté par des militaires américains — en compagnie de son ambassadeur — pour récupérer ses papiers avant de pouvoir réintégrer sa résidence. L'épouse du représentant de La Havane avait déjà communiqué à la presse le numéro du blé qui transparaissait les diplomates en défilant leur « arrestation » et une protestation officielle présentée à l'ONU. Ce qui devait pousser Washington à opposer un démenti formel à cette « arrestation ».

Les raisons du « blocus » de la résidence de l'ambassadeur cubain sont d'autre part toujours aussi mystérieuses. Il n'y aurait-il l'intérieur de cette confortable maison — selon les Cubains — qu'une vingtaine d'enfants en bas âge, accompagnés de leurs mères, et d'autres jeunes femmes. Les officiels américains affirment

que beaucoup de proches du général Noriega y compris sa femme et ses deux filles, ainsi que des « envoyés spéciaux » de La Havane y ont trouvé refuge. L'ambassadeur, M. Lazaro Mora, ne donne pour sa part aucune précision, dénonçant simplement les mesures d'extrême sécurité dont fait l'objet son domicile.

Cette nervosité perceptible en certains endroits de la capitale s'est aussi accrue après la publication par la presse américaine d'une missive — initialement destinée à rester secrète — du nonce apostolique. Dans cette

lettre adressée aux autorités américaines Mgr Laboa écrit que « dans le cas où le signataire ou un quelconque membre du personnel de la nonciature serait pris en otage » il autorise « les forces armées des États-Unis à prendre les mesures nécessaires pour les libérer ». Il est facile d'imaginer les effets d'un tel message — en date du 26 décembre — à l'heure où le général Noriega se trouve au sein de l'ambassade vaticane.

DENIS HAUTIN-GURIAUT

« Poisson d'avril » à l'espagnole

L'ancien homme fort du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, a tenu la vedette, jeudi 28 décembre, dans la presse espagnole pour les traditions plaisanteries du jour des Saints-Innocents, l'équivalent espagnol de nos poissons d'avril. C'est ainsi que le radio catholique COPE a diffusé une fausse interview d'un général Noriega décrivant sa nouvelle vie — très rangée — dans le calme de la nonciature apostolique au Panama : « Je me promène bien tranquillement dans le cloître, je lis le bréviaire et je sers la messe... », y confie un « Face

d'ananas » visiblement aux anges.

De son côté, le quotidien de la gauche basque Egin (indépendantiste) affirme que le nonce mine d'intenses négociations avec les autorités américaines et « les milieux politiques basques » afin que le gouvernement espagnol basque accorde l'asile au général Noriega. La pire d'est que, rien de ce qui touche à Noriega n'étant vraiment rationnel, l'information a été prise au sérieux, et le ministère espagnol des affaires étrangères, déjà bien emporté par la vraie demande d'asile du dictateur déchu, a dû démentir officiellement...

Un policier et un évadé

de la prison de Mende tués dans une fusillade à Nîmes

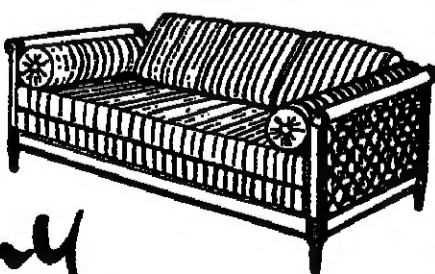
Lors du contrôle d'une voiture suspecte, un policier a été tué et un autre grièvement blessé, jeudi soir 28 décembre à Nîmes. L'occupant de la voiture, un des quatre évadés de la prison de Mende, a été tué à son tour.

Vers 22 h 30, près de la gare SNCF de Nîmes, quatre policiers en patrouille de nuit ont tenté de contrôler un véhicule lorsque son unique occupant a fait feu sur eux. Deux fonctionnaires ont été touchés. L'un est décédé durant son transfert à l'hôpital, le second, touché à la tête, était vendredi matin, dans un état grave à l'hôpital de Montpellier.

Le tireur, Hamdane Djennas, un des quatre détenus évadés le 10 décembre de la prison de Mende, en Lozère (Le Monde du 12 décembre), a été tué par un autre policier. Agé de trente et un ans, Hamdane Djennas, de nationalité tunisienne, condamné pour vol à main armée, s'était déjà évadé en septembre 1987 de la maison d'arrêt de Montpellier.

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réunit les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (royer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Étonnante collection de lits de repos...



Rémy : 80-82, rue du Faubourg Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

EN BREF

□ ESPAGNE : deux gardes civils tués dans un attentat. — Deux gardes civils espagnols ont été tués par balles dans un attentat commis, jeudi 28 décembre à Gijón dans les Asturies. Un des deux policiers a été tué sur le coup et le deuxième a succombé à ses blessures une heure plus tard à l'hôpital. — (AFP.)

□ ITALIE : deux morts dans une fusillade devant le consulat de Turquie à Naples. — Une fusillade, jeudi 28 décembre, devant le consulat de Turquie à Naples, a fait deux morts, a annoncé la police. L'une des victimes est un ressortissant turc, garde du corps du consul. Son corps a été découvert dans une salle à l'entrée du bâtiment. La deuxième victime est un Italien membre du personnel du consulat.

On ignorait, en fin de matinée, les circonstances de cette fusillade.

□ CHILI : attentat anti-américain. — Une bombe a explosé, jeudi 28 décembre, dans les locaux du centre culturel américain-chilien de Santiago, causant des dégâts mais sans faire de victimes. Le principal mouvement chilien de guérilla, le Front patriotique Manuel Rodríguez, avait annoncé la semaine dernière qu'il pourrait s'en prendre aux intérêts américains au Chili pour protester contre l'intervention américaine dans ce pays. — (AFP.)

□ HONGKONG : rixe dans un camp de « boat people ». — Un « boat people » est mort et onze autres ont été blessés lors d'incidents qui ont mis en cause une centaine de Vietnamiens dans un camp de réfugiés de Hongkong, a annoncé, vendredi 29 décembre, la police locale. Le Vietnamien tué était âgé de vingt-cinq ans et aurait été attaqué lors de combat entre deux groupes rivaux du camp de Shek Kong, un village de tentes où sont concentrés près de 7 000 réfugiés. Par ailleurs, un groupe de 111 réfugiés a quitté volontairement Hongkong vendredi pour Hanôï, portant à près de 750 les réfugiés rapatriés volontairement dans le cadre du programme mis en place en mars sous l'égide de l'ONU. — (AFP.)

□ COLOMBIE : Onze arrestations dans une opération antidrogue. — La police colombienne a arrêté onze personnes, jeudi 28 décembre, dans une vaste opération antidrogue lancée dans la région du Moyen Magdalena (au nord de Bogotá) pour mettre la main sur Pablo Escobar, chef du puissant cartel de Medellín. Par ailleurs, la Maison-Blanche a laissé entendre jeudi à Washington que le président Bush étudiait une proposition du Pentagone visant à empêcher toute exportation de drogue du territoire colombien en organisant un « blocus » aérien et maritime du pays. — (AFP.)

BULGARIE

Les problèmes ethniques au centre d'une réunion du comité central du PC

Le comité central du Parti communiste bulgare devait se réunir vendredi 29 décembre, à Sofia, pour examiner les questions ethniques et en particulier la situation de la minorité musulmane du pays, soumise depuis cinq ans à une campagne d'assimilation forcée. Selon des sources proches du pouvoir, le comité central pourrait annoncer une « toute nouvelle approche » de ces problèmes, dans le sens de la tolérance.

Jeudi, le grand mufti Nedjo Guendjev avait demandé au chef du parti et de l'Etat, M. Petar Mladenov, le rétablissement des noms musulmans pour les membres de la communauté turque qui le désignent. Ceux-ci avaient été

contraints de « bulgariser » leurs patronymes en 1984 et 1985. Plus de trois cent mille d'entre eux ont cette année quitté le pays pour se réfugier en Turquie.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale bulgare se réunira le 15 janvier prochain pour répondre à la demande des mouvements et partis indépendants concernant l'abolition du rôle dirigeant du PC. L'opposition réclame également la suppression de l'appellation « Etat socialiste de Bulgarie ». Plusieurs écrivains bulgares ont signé une déclaration en ce sens et l'un d'entre eux, Vassil Stalnov, observe depuis début décembre une grève de la faim pour soutenir cette revendication. — (UPI.)

La hausse des prix alimentaires s'est ralentie en novembre

Les prix de détail ont augmenté de 0,2 % en novembre, a annoncé l'INSEE jeudi 28 décembre, confirmant ainsi l'estimation provisoire faite il y a une dizaine de jours. L'indice calculé sur la base 100 en 1980 a atteint 180 contre 179,7 en octobre. En un an, par rapport à novembre 1988, la hausse des prix atteint 3,6 %.

Les produits alimentaires, dont les prix avaient fortement augmenté au cours des mois précédents, ont évolué plus lentement, leur hausse ayant été de 0,3 % (+ 5,1 % en un an). Les augmentations les plus fortes ont été enregistrées sur les fruits et légumes (+ 0,7 %), le poisson (0,7 %), et dans une moindre mesure sur la viande (0,4 %). A noter une baisse très sensible des boissons non alcoolisées (- 0,5 % en un mois, + 1,23 % en un an).

Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,1 %, et de 2,7 % par rapport à novembre 1988.

Les prix des services augmentent eux aussi de 0,2 % (+ 0,3 % pour les seuls services privés).

Le projet de budget japonais

Tokyo augmente fortement l'aide aux pays en développement

Le gouvernement japonais a adopté le projet de budget de l'Etat pour l'année fiscale 1990, qui commencera en avril prochain. Les dépenses publiques s'élèvent à 66 270 milliards de yens, soit environ 2 400 milliards de francs, en hausse de 9,7 % par rapport à l'année budgétaire 1989. Cette augmentation des dépenses est la plus forte des neuf dernières années. Le budget sera présenté à la Diète (Parlement) fin janvier.

Le budget de la défense est en augmentation de 6,1 %, atteignant 4,16 milliards de yens. Il représente un peu moins de 1 % du PNB pour la première fois depuis quatre ans.

Le budget du programme officiel d'aide au développement augmente, lui, de 8,2 %, atteignant 817,5 milliards de yens.

L'ESSENTIEL

DEBATS

Europe : « Une maison à trois demeures », par Alain Larnassou ; Bonheurs : « La colière homéopathe », par Albert Memmi ; Associations : « Les cercles vertueux », par Jean Milet 2

Election en Tchécoslovaquie

M. Václav Havel, président de la République, M. Alexandre Dubcek, président de l'Assemblée fédérale 6

La révolution en Roumanie

..... 3 à 6

La contestation au PCF

M. Marchais récusé les accusations portées contre lui sur ses relations avec M. Ceausescu. Point de vue : « La direction du PCF ment », par Alain Amicible, ancien membre du comité central 7

L'Erythrée dans la guerre

Asmara, cité fossile ; Massawa, décor fantôme 8

Un entretien avec le cardinal Ratzinger

Les réponses du Vatican à la contestation croissante de son autoritarisme 9

Voile : la course autour du monde en solitaire

Philippe Poupon, qui avait déclenché ses ballées de détresse jeudi, a été repéré par avion vendredi matin sur la coque de son bateau retourné. Il devrait être secouru par Loick Peyron 10

L'enquête sur la tuerie de Castelviel

Après son audition à Madrid par un juge d'instruction, Ludovic Aubert, principal témoin de la tuerie de Castelviel (Gironde), devait regagner la France. Compte tenu de l'incohérence de ses déclarations, le magistrat madrilène ne l'a pas inculpé 10

Les voix de Yourcenar

Deux voix alternées brillent d'amour dans un spectacle, Faux (au Théâtre du Marais), inspiré par le livre de Marguerite Yourcenar 14

Les surprises de l'année

Emmanuelle Béart, la jolie Manon des sources, montre sa force dans les Enfants du désordre, son acrobate dans le rôle de Cécilia. Après Pionov, Laurent Greville confirme son talent singulier au cinéma dans Camille Claudel, au Théâtre dans le Chemin solitaire 14

Redécouverte de Gabo

Rares sont les expositions consacrées à cet artiste d'origine russe, fixé aux États-Unis. La galerie de France présente douze sculptures et une série de dessins 15

Bénéfices à la SNCF

Pour la première fois depuis dix ans, la compagnie va dégager un excédent de 200 millions de francs en 1989 19

Services

Abonnements 10
Annonces classées 9
Carnet 17
Expositions 16
Loto 17
Marchés financiers 20-21
Météorologie 17
Mots croisés 13
Radio-télévision 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 décembre 1989 a été tiré à 542 037 exemplaires.

Vent de r

Un nouveau marché commun ?

Les négociations pour la mise en œuvre du traité de Maastricht, qui créera un marché commun élargi, sont en cours. Les pays membres de l'Union européenne se réunissent à Bruxelles pour discuter de la mise en œuvre de ce traité. Les négociations sont complexes et impliquent de nombreux aspects juridiques et économiques.

Le traité de Maastricht vise à renforcer la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Il prévoit notamment la mise en place d'une monnaie unique, le euro, et la création d'un parlement européen élargi.

Les négociations pour la mise en œuvre du traité de Maastricht sont en cours. Les pays membres de l'Union européenne se réunissent à Bruxelles pour discuter de la mise en œuvre de ce traité.

Le traité de Maastricht vise à renforcer la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Il prévoit notamment la mise en place d'une monnaie unique, le euro, et la création d'un parlement européen élargi.

Les négociations pour la mise en œuvre du traité de Maastricht sont en cours. Les pays membres de l'Union européenne se réunissent à Bruxelles pour discuter de la mise en œuvre de ce traité.

Le traité de Maastricht vise à renforcer la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Il prévoit notamment la mise en place d'une monnaie unique, le euro, et la création d'un parlement européen élargi.

Les négociations pour la mise en œuvre du traité de Maastricht sont en cours. Les pays membres de l'Union européenne se réunissent à Bruxelles pour discuter de la mise en œuvre de ce traité.

Le traité de Maastricht vise à renforcer la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Il prévoit notamment la mise en place d'une monnaie unique, le euro, et la création d'un parlement européen élargi.

Les négociations pour la mise en œuvre du traité de Maastricht sont en cours. Les pays membres de l'Union européenne se réunissent à Bruxelles pour discuter de la mise en œuvre de ce traité.

Le traité de Maastricht vise à renforcer la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Il prévoit notamment la mise en place d'une monnaie unique, le euro, et la création d'un parlement européen élargi.